

NOTICE ANNUELLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

FAIRFAX INDIA

Le 30 mars 2015

**Fairfax India Holdings Corporation
95 Wellington Street West, Suite 800
Toronto (Ontario) Canada M5J 2N7**

FAIRFAX INDIA HOLDINGS CORPORATION — NOTICE ANNUELLE DE 2014
TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
CERTAINES RÉFÉRENCES ET ÉNONCÉS PROSPECTIFS	3
STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ	4
DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ.....	5
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	5
MI CO ET MI SUB.....	9
LE CONSEILLER EN PLACEMENTS ET FAIRBRIDGE	14
L'ADMINISTRATEUR DE PORTEFEUILLE	18
CALCUL DE L'ACTIF TOTAL ET DE LA VALEUR LIQUIDATIVE.....	18
LES DÉPOSITAIRES.....	20
RÉSUMÉ DES FRAIS.....	20
FACTEURS DE RISQUE	23
POLITIQUE DE VERSEMENT DE DIVIDENDES	43
DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS.....	43
ACTIONNAIRE PRINCIPAL.....	48
MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES	52
ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ	52
PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	63
PROMOTEUR.....	63
POURSUITES ET MESURES RÉGLEMENTAIRES.....	63
MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES.....	64
AUDITEUR, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES	64
CONTRATS IMPORTANTS	64
INTÉRÊTS DES EXPERTS.....	64
RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS.....	65
GLOSSAIRE.....	66
ANNEXE A — MANDAT DU CONSEIL	A-1
ANNEXE B — CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT	B-1

On peut obtenir des exemplaires de la présente notice annuelle auprès du secrétaire de la Société au 95 Wellington Street West, Suite 800, Toronto (Ontario) M5J 2N7. On peut également consulter la présente notice annuelle sur le site Web de la Société à l'adresse www.fairfaxindia.ca ou dans SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Se reporter à la rubrique « Renseignements additionnels ».

CERTAINES RÉFÉRENCES ET ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Sauf indication contraire, tous les renseignements sont donnés en date du 31 décembre 2014, ou à l'exercice clos à cette date.

Certains termes et certaines expressions employés dans la présente notice annuelle sont définis à la rubrique « Glossaire ».

À moins d'indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, « Fairfax India » ou la « Société » désigne Fairfax India Holdings Corporation ainsi que une ou plusieurs de ses filiales.

La Société déclare ses états financiers consolidés en dollars américains. À moins d'indication contraire, tous les renseignements financiers, les données financières et les autres données qui figurent dans la présente notice annuelle sont déclarés en dollars américains. Toute mention de « \$ US » ou de « \$ » fait référence au dollar américain.

La présente notice annuelle renferme des « énoncés prospectifs » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Les énoncés prospectifs peuvent être liés aux perspectives futures et aux événements ou aux résultats prévus de la Société et inclure des énoncés portant sur la situation financière, la stratégie d'affaires, la stratégie de croissance, les budgets, l'exploitation, les résultats financiers, les impôts et les taxes, les dividendes, les plans et les objectifs de la Société. Plus particulièrement, les énoncés portant sur les résultats, les réalisations, les perspectives, les occasions ou le rendement futurs de la Société ou le marché indien constituent des énoncés prospectifs. Dans certains cas, il est possible de reconnaître les énoncés prospectifs à l'emploi d'expressions telles que « envisage », « prévoit » ou « ne prévoit pas », « devrait », « budget », « prévu », « estime », « entend », « s'attend à » ou « ne s'attend pas à » ou « croit », ou à des variantes de ces termes ou expressions, ou indiquent que certaines mesures ou certains événement ou résultats « peuvent », « pourraient » ou « devraient » « être prises », « survenir » ou « être atteints », y compris au futur.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les opinions et les estimations de la Société à la date de la présente notice annuelle et ils font l'objet de risques, d'incertitudes, d'hypothèses et d'autres facteurs connus et inconnus qui pourraient faire en sorte que les résultats, le niveau d'activité, les réalisations ou le rendement réels diffèrent sensiblement de ceux qui figurent expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants décrits plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » : l'imposition de la Société; l'imposition de MI Co et de MI Sub; l'absence d'exploitation antérieure et l'absence de revenu d'une société nouvellement constituée; une importante perte de capital; les actionnaires n'ont pas le droit d'exercer leurs droits de vote à l'égard des placements proposés de la Société; les placements proposés de la Société; la nature à long terme du placement; le nombre de placements limités; la concentration géographique des placements; le manque de diversification possible; les fluctuations des marchés financiers; le rythme de réalisation des placements; le risque de contrôle ou d'importante position d'influence; les placements effectués par des porteurs minoritaires; la priorité de rang des placements de la Société et le rang subordonné des placements; les placements subséquents; les remboursements par anticipation des placements de titres de créance; les risques encourus à la disposition des placements, les financements provisoires; le caractère essentiel de membres du personnel clés et les risques associés à la convention de conseils en placements; l'incidence des frais ou des honoraires; les honoraires en fonction de la rémunération pourraient inciter Fairfax à faire des placements de nature spéculative; les risques d'exploitation et les risques financiers liés aux placements; l'affectation du personnel; les conflits d'intérêts éventuels; la responsabilité limitée du conseiller en placements et la Société et le conseiller en placements n'ont pas été représentés par des conseillers juridiques distincts; la mauvaise conduite des employés auprès du conseiller en placements pourrait nuire à la Société; les méthodologies d'évaluation ont un contenu subjectif; les poursuites; la fluctuation des taux de change; les risques liés aux instruments dérivés; le bien-fondé et les risques de placements futurs inconnus; l'avis des banques d'investissement ou des cabinets comptables indépendants n'est pas pris en compte; des ressources pourraient être perdues dans la recherche d'occasions de placement qui en bout de ligne n'ont pas lieu; des placements peuvent être effectués dans des entreprises privées étrangères où l'information n'est pas fiable ou non disponible; l'information importante, non publique; l'illiquidité des placements; le marché concurrentiel des occasions de placement; le recours au levier financier; l'investissement dans des entreprises à levier financier; la réglementation; la Société n'est pas assujettie aux règles régissant les SAVS de la TSX; les restrictions en matière de placement et de rapatriement; les restrictions relatives aux regroupements; les restrictions relatives aux titres de créance; les lignes directrices en matière d'établissement des prix; les marchés émergents; les exigences relatives à la divulgation, à la gouvernance et à la réglementation; les risques juridiques et réglementaires; la volatilité des marchés boursiers indiens; les facteurs politiques, économiques, sociaux et autres facteurs; les risques liés aux questions de gouvernance; la législation fiscale indienne; les changements législatifs; les PCGR; l'exposition à l'établissement stable, etc.; l'exécution des droits; les risques liés aux petites sociétés; la diligence

raisonnable et le fonctionnement des entités de placement possibles; le risque économique asiatique; la dépendance à l'égard des risques liés à des partenaires commerciaux; les risques liés aux catastrophes naturelles; le risque lié à la dette gouvernementale, et le risque économique. Ces facteurs et ces hypothèses ne sont pas censés constituer une liste exhaustive des facteurs et des hypothèses qui pourraient avoir une incidence sur la Société. Ils devraient cependant être étudiés attentivement.

Bien que la Société ait tenté de cerner les facteurs importants pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont contenus dans les énoncés prospectifs, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats s'écartent des résultats prévus, estimés ou souhaités. Rien ne garantit que ces énoncés se révéleront exacts, étant donné que les résultats réels et les événements futurs pourraient différer sensiblement de ceux qui sont prévus dans ces énoncés. Par conséquent, le lecteur devrait éviter de se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs figurant aux présentes, sauf si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

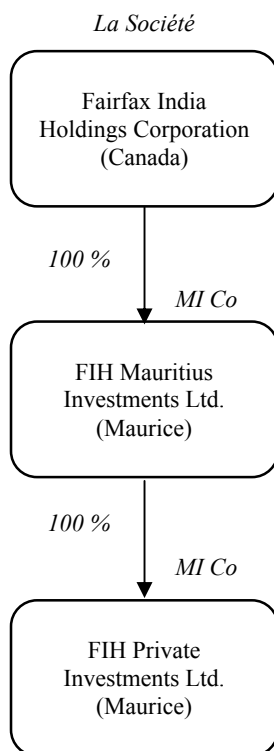
STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ

Nom, adresse et constitution

Fairfax India Holdings Corporation (« **Fairfax India** » ou la « **Société** ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés d'actions* (la « **LCBA** ») le 25 novembre 2014. Le siège social et bureau principal de la Société est situé au 95 Wellington Street West, Suite 800, Toronto (Ontario) M5J 2N7.

Liens intersociétés

À l'heure actuelle, la Société compte deux filiales, FIH Mauritius Investments Ltd (« **MI Co** ») et FIH Private Investments Ltd (« **MI Sub** »). Le graphique ci-après présente la structure organisationnelle et illustre les liens intersociétés entre la Société et ses filiales, ainsi que le territoire de constitution applicable.



DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ

Le 30 janvier 2015, la Société a réalisé son premier appel public à l'épargne (le « **placement** ») de 50 000 000 actions à droit de vote subalterne (les « **actions à droit de vote subalterne** ») au prix de 10,00 \$ US par action en contrepartie d'un produit brut de 500 millions de dollars américains. Simultanément à la réalisation du placement, la Société a émis à Fairfax Financial Holdings Limited (« **Fairfax** ») ou à ses filiales 30 000 000 actions à droit de vote multiple de la Société (les « **actions à droit de vote multiple** »), dans le cadre d'un placement privé, en contrepartie d'un prix d'achat global de 300 millions de dollars américains (le « **placement en titres de capitaux propres importants** »). De plus, simultanément à la réalisation du placement, la Société a émis à certains investisseurs de Cornerstone (le « **placement de Cornerstone** ») 20 578 947 actions à droit de vote subalterne, dans le cadre d'un placement privé, en contrepartie d'un prix d'achat global d'environ 200 millions de dollars américains. Le produit brut combiné du placement et des placements privés était d'environ 1 milliard de dollars américains.

Le 10 février 2015, la Société a émis 6 099 932 actions à droit de vote subalterne additionnelles aux termes de l'exercice de l'option de surallocation attribuée au syndicat de preneurs fermes dans le cadre du placement. Conformément à l'option de surallocation, les preneurs fermes ont acheté 6 099 932 actions à droit de vote subalterne additionnelles au prix de 10,00 \$ US par action pour un produit brut total de 61 millions de dollars américains. L'exercice de l'option de surallocation a fait porter le produit brut total du placement et des placements privés à environ 1,06 milliard de dollars américains (soit un produit net de 1,02 milliard de dollars américains).

DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

Objectif de placement

Fairfax India est une société de portefeuille de placement. Son objectif de placement consiste à réaliser une plus-value du capital à long terme, tout en préservant le capital, en investissant activement dans des titres de capitaux propres et des titres de créance de sociétés ouvertes et fermées situées en Inde et dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises dont la clientèle, les fournisseurs ou les activités sont situés principalement en Inde ou dépendent essentiellement de ce pays (les « **placements indiens** »). En règle générale, sous réserve du respect des lois applicables, des placements indiens seront effectués dans le but d'acquérir des positions de contrôle ou des positions lui conférant une influence notable. La Société réalise la totalité ou la quasi-totalité de ses placements directement ou par l'intermédiaire de ses filiales en propriété exclusive, qui comprennent actuellement MI Co et MI Sub.

Stratégie de placement

La Société investira dans des entreprises qui devraient profiter du contexte politique actuel propice aux entreprises en Inde, de la classe moyenne croissante dans ce pays et de ses tendances démographiques qui devraient stimuler une croissance solide pendant plusieurs années. Selon la Société, les secteurs de l'économie indienne qui devraient bénéficier le plus de ces tendances sont les infrastructures, les services aux consommateurs et la vente au détail de même que l'exportation. La Société n'est pas contrainte d'investir uniquement dans ces secteurs et prévoit investir dans d'autres secteurs au fur et à mesure que des occasions se présenteront.

La Société fera appel à l'expérience et à l'expertise de Fairfax, de Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd. (le « **conseiller en placements** »), filiale en propriété exclusive de Fairfax et gestionnaire de portefeuille inscrit dans la province de l'Ontario, qui a été nommée conseiller en placements auprès de la Société et de ses filiales, de Fairbridge Capital Private Limited (« **Fairbridge** »), dont les services ont été retenus par le conseiller en placements afin d'agir à titre de sous-conseiller auprès du conseiller en placements relativement aux placements de la Société et de ses filiales (se reporter à la rubrique « Le conseiller en placements et Fairbridge ») et du réseau étendu des membres de leur groupe en Inde afin de trouver et d'évaluer des placements indiens et d'investir avec succès dans ceux-ci, et elle s'attend à en tirer des avantages importants.

La Société utilise une approche prudente basée sur la valeur fondamentale pour trouver des entreprises indiennes de grande qualité, y compris des sociétés ouvertes et fermées, et investir dans ces entreprises, ainsi que dans les infrastructures. La stratégie de la Société vise à constituer une valeur comptable par action à long terme. La Société cherche à obtenir des rendements ajustés en fonction du risque attractifs, mais cherche en tout temps à obtenir une protection contre les baisses et à réduire le plus possible la perte de capital. La Société prévoit que son portefeuille sera concentré; à la condition que le produit net des placements soit investi dans au moins six placements indiens différents, de

sorte qu'aucun placement distinct ne devrait avoir une trop grande incidence sur le rendement de la Société. La Société prévoit, sous réserve des conditions du marché et de la disponibilité d'occasions de placement intéressantes, que la majorité des placements indiens, selon leur valeur, seront effectués dans des titres cotés en bourse.

La Société entend effectuer des placements indiens dans le but d'acquérir des positions de contrôle ou d'influence notable. Le degré et la nature du contrôle ou de l'influence notable varieront selon les placements. Ces positions pourraient inclure un ou plusieurs des éléments suivants, selon ce que la Société juge approprié: (i) des droits de nomination ou de mise en candidature au conseil; (ii) des droits à titre d'observateur au conseil; (iii) la possibilité d'intervenir dans la sélection des membres de la direction; (iv) la prestation d'une aide en matière de gestion; et (v) une surveillance et une collaboration continues avec le conseil et la direction de l'entreprise faisant partie du portefeuille afin de veiller à ce que sa stratégie soit mise en œuvre de manière conforme aux objectifs de placement de la Société et aux valeurs fondamentales de Fairfax (énoncées dans les principes directeurs de Fairfax qui figurent dans ses rapport annuels offerts au public).

Malgré l'horizon de placement à long terme prévu de la Société, la Société peut chercher, à l'occasion, à réaliser l'un de ses placements indiens. Les circonstances selon lesquelles la Société pourrait vendre une partie ou la totalité d'un placement comprennent ce qui suit: (i) si la Société estime que les placements indiens sont pleinement réalisés ou que la thèse de placement initial s'est concrétisée; ou (ii) si la Société a repéré d'autres occasions de placement qui, à son avis, offrent des possibilités de rendement ajusté en fonction du risque plus intéressantes et que des capitaux additionnels sont nécessaires pour effectuer ces autres placements.

De plus, la Société pourrait, dans l'avenir, mettre sur pied un ou plusieurs fonds d'infrastructures ou d'actions de sociétés fermées axés sur des placements en Inde, et elle pourrait y investir une partie du produit net des placements. Dans ce cas, la Société gérerait, directement ou indirectement, ces fonds d'infrastructures ou d'actions de sociétés fermées afin de générer des revenus d'honoraires.

Sélection des placements

Afin de repérer des placements éventuels, la Société s'en remet essentiellement à l'expertise du conseiller en placements et de Fairbridge. En raison de la proximité de Fairbridge avec les occasions de placement en Inde et de son immersion dans le marché indien, l'équipe de Fairbridge, soutenue par son vaste réseau en Inde, est chargée de trouver bon nombre des occasions de placement de la Société et, de concert avec le conseiller en placements, elle procède au tri initial des placements relativement à leur pertinence au moment de l'évaluation des placements indiens éventuels pour le compte de la Société.

Fairbridge travaillera de près avec le conseiller en placements dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des occasions de placement éventuelles pour la Société. À titre indicatif, la liste des critères que la Société, le conseiller en placements et Fairbridge considèrent comme cruciaux dans la sélection et l'exécution de placements indiens est dressée ci-après :

Évaluation intéressante : L'approche prudente basée sur la valeur fondamentale de la Société l'incitera à se concentrer sur les entreprises dotées de flux de trésorerie positifs et stables et dont les titres peuvent être achetés à des multiples escomptés. La Société n'entend pas investir dans des entreprises en phase de démarrage ou dont le plan d'affaires est de nature spéculative.

Direction chevronnée et harmonisée : La Société se concentrera sur les entreprises dotées d'équipes de direction chevronnées axées sur l'entrepreneuriat avec un solide historique à long terme. La Société exigera généralement que les entreprises faisant partie du portefeuille mettent en place, que ce soit avant ou immédiatement après le placement de la Société, des mesures incitatives appropriées visant à stimuler leur rentabilité.

Position concurrentielle solide dans le secteur : La Société cherchera à investir dans des entreprises qui occupent des positions de chefs de file sur le marché, détiennent des marques reconnues et sont bien positionnées pour profiter des occasions de croissance qui devraient, selon le conseiller en placements, se présenter dans l'économie indienne. La Société cherchera également à investir dans des entreprises qui font preuve d'avantages concurrentiels importants comparativement à leurs pairs et qui les positionnent de façon à protéger leur position de marché et leur rentabilité.

Respect des valeurs de la Société par l'équipe de direction : La Société, Fairfax et le conseiller en placements chercheront à respecter les normes les plus élevées qui soient en matière de pratiques et d'éthique commerciales. La Société demandera à l'équipe de direction de chaque entreprise faisant partie du portefeuille de respecter une norme similaire en matière de pratiques et d'éthique commerciales ainsi que les valeurs fondamentales de la Société qui sont décrites ci-dessus.

Le conseiller en placements, Fairbridge et la Société de même que les membres de leurs groupes respectifs procède à des vérifications diligentes exhaustives lorsqu'ils évaluent des placements indiens avant que le conseiller en placements n'en fasse la recommandation. Cette vérification comprend généralement la consultation du réseau actuel et antérieur des équipes de direction, des consultants, des concurrents, des banques d'investissement et des hauts dirigeants de Fairfax afin d'évaluer notamment la dynamique du secteur, l'intégrité de l'équipe de direction et la viabilité du plan d'affaires.

Plus précisément, la vérification diligente effectuée à l'égard d'une occasion de placement comprend habituellement les éléments suivants, ainsi que d'autres lorsqu'ils sont jugés nécessaires à l'occasion :

- examen des informations financières historiques et prévues;
- visites sur place;
- entrevues avec des membres de la direction, des employés, des clients et des fournisseurs;
- examen de conventions importantes;
- vérifications de routine;
- recherches portant sur la gestion, le secteur d'activité, les marchés, les produits et les services et les concurrents des entreprises.

Surveillance continue des placements de portefeuille

La Société joue un rôle actif dans la supervision de ses placements indiens afin de s'assurer que sa thèse de placement soit exécutée correctement et que les valeurs fondamentales de la Société soient toujours respectées. La Société surveillera notamment les tendances financières qui se dégagent de chaque entreprise faisant partie de son portefeuille pour établir si celle-ci respecte son plan et ses objectifs d'affaires. La Société évaluera également, à l'occasion, l'approche à adopter pour chacun de ces placements de portefeuille.

La Société a recours à plusieurs méthodes d'évaluation du rendement et de la juste valeur de ses placements de portefeuille, dont celles qui suivent :

- évaluation du succès de l'adhésion au plan d'affaires et aux objectifs du placement de portefeuille et de la conformité aux engagements;
- communication périodique et régulière avec la direction de l'entreprise faisant partie du portefeuille et, le cas échéant, avec le promoteur financier ou stratégique afin de discuter de la situation financière, des besoins et des réalisations de l'entreprise;
- comparaisons avec d'autres entreprises faisant partie du portefeuille dans le secteur dans lequel la Société ou les membres de son groupe exercent des activités;
- présence et participation aux réunions du conseil;
- examen des états financiers mensuels et trimestriels et des projections financières relativement aux entreprises faisant partie du portefeuille.

Cadre réglementaire indien

Pour de plus amples renseignements concernant le cadre réglementaire indien et les restrictions liées aux placements étrangers en Inde et dans des entreprises indiennes, se reporter à la rubrique « MI Co et MI Sub ».

Restrictions en matière de placement

La Société n'effectuera pas un placement indien si, compte tenu de celui-ci, le montant total investi du placement en question devait excéder 20 % de l'actif total de la Société; pourvu, toutefois, que la Société soit néanmoins autorisée à effectuer jusqu'à deux placements indiens lorsque, compte tenu de chacun de ces placements, le montant total investi de chacun de ces placements ne représente pas plus de 25 % de l'actif total de la Société (la « **restriction relative à la concentration des placements** »). La Société entend effectuer plusieurs placements différents dans le cadre de sa stratégie de placement prudente et, par conséquent, elle investira le produit net des placements dans au moins six placements indiens (l'« **exigence de placement minimale** ») qui satisfont à la restriction en matière de concentration des placements décrite ci-dessus.

La Société aura recours en tout temps à un ou plusieurs dépositaires pour détenir son actif (sa trésorerie et ses titres, le cas échéant). Fiducie RBC Services aux Investisseurs et Deutsche Bank AG, succursale de Mumbai (chacune d'elles, un « **dépositaire** »), à leurs bureaux principaux respectifs de Toronto, en Ontario, et de Mumbai, en Inde, ont été nommées à titre de dépositaires de l'actif de la Société, de MI Co et de MI Sub.

Utilisation de l'endettement et des opérations de couverture

La Société peut recourir à différentes formes d'endettement, y compris des emprunts aux termes de facilités de crédit et l'émission d'actions privilégiées. La Société peut également conclure des opérations qui peuvent donner lieu à une forme d'endettement, notamment des titres d'emprunt, des contrats à terme standardisés et de gré à gré (y compris des contrats de change à terme), des swaps sur défaillance, des swaps sur rendement total et d'autres opérations sur dérivés, des prêts de titres en portefeuille, des ventes à découvert de même que des opérations conclues avant l'émission, des opérations avec livraison différée et des opérations d'engagement financier à terme. Le montant maximal de l'endettement que la Société contractera à tout moment n'excédera 50 % pas de son actif total (ou 100 % de la valeur liquidative de la Société).

De plus, la Société peut conclure des opérations sur dérivés ou vendre à découvert des titres individuels pour couvrir ou réduire son exposition à des positions acheteur, mais n'est pas tenue le faire. Afin d'atténuer le risque de baisse lié au marché, la Société peut également acquérir des options de vente, des indices de marché à découvert, des paniers de titres et/ou des swaps sur défaillance, mais elle ne s'engage à aucun moment à maintenir de couverture de marché.

La Société n'a pas eu recours à un levier financier ni à une couverture en date de la présente notice annuelle.

Concurrence

La Société livre concurrence à un grand nombre d'autres investisseurs qui s'intéressent à l'Inde, tels que les fonds de capital-investissement, les fonds mezzanine, les banques d'investissement et d'autres fonds d'investissement ouverts et fermés axés et non axés sur les titres de capitaux de propres ainsi que d'autres sources de financement, y compris les sociétés de services financiers traditionnels, comme les banques commerciales.

Employés

Outre le chef de la direction et le chef des finances de la Société (qui sont rémunérés par Fairfax), la Société embauchera directement certains employés ne faisant pas partie de la direction pour les aider dans leurs activités quotidiennes auprès de la Société. De plus, outre le chef de la direction de MI Co et de MI Sub, MI Co et de MI Sub embaucheront directement certains employés ne faisant pas partie de la direction pour fournir de l'aide à l'égard des activités du bureau local de Maurice. Ces employés seront des employés de la Société ou de ses filiales, le cas échéant, et l'ensemble de la rémunération payable à ces employés (autre que le chef de la direction et le chef des finances de la Société) sera assumée par la Société ou ses filiales, le cas échéant.

MI CO ET MI SUB

MI Co et MI Sub ont chacune été établies en tant que société fermée en vertu des lois de la République de Maurice aux termes de la *Loi sur les sociétés de 2001* (la « **Loi sur les sociétés** »). MI Co et MI Sub détiennent chacune une licence commerciale mondiale de catégorie 1 (*Category 1 Global Business Licence*) délivrée par la *Financial Services Commission of Mauritius* (la « **FSC** »). Les sièges sociaux de MI Co et de MI Sub sont situés au IFS Court, Twenty-Eight Cybercity, Ebene, Maurice. La totalité des actions émises et en circulation de MI Co sont détenues par la Société et la totalité des actions émises et en circulation de MI Sub sont détenues par MI Co. MI Co et MI Sub ont adopté respectivement un objectif, une stratégie de même que des restrictions en matière de placement conformes à ceux de la Société.

Conformément au droit indien, MI Co effectuera des investissements étrangers directs en Inde. En vertu du droit indien, ceux qui investissent dans des investissements étrangers directs sont autorisés à acquérir jusqu'à 100 % d'une société indienne, sous réserve de toutes restrictions sur la propriété étrangère ou autres établies à l'égard d'un secteur particulier selon que le prescrit le droit indien, sous réserve des lignes directrices en matière de prix prescrites par la Reserve Bank of India (« **RBI** ») à l'occasion en vue de l'acquisition et de la vente d'actions d'une société indienne par des investisseurs étrangers. Dans les secteurs où une restriction s'applique quant à la propriété, les investisseurs étrangers ne sont autorisés à investir qu'à hauteur d'un plafond sectoriel précis (p. ex., des investissements étrangers dans le secteur de la construction et de l'aménagement peuvent atteindre 100 %, mais ne peuvent atteindre que 51 % pour ce qui est du secteur de la vente au détail de marques multiples). Il n'est pas nécessaire d'être inscrit afin d'effectuer des investissements étrangers directs pour autant que l'investissement soit conforme aux conditions sectorielles, y compris en ce qui a trait à la capitalisation minimale, aux approbations requises, aux plafonds sectoriels et aux exigences de blocage. Ceux qui investissent dans des investissements étrangers directs ne sont pas autorisés à acquérir des titres par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs reconnue en Inde (sauf dans certaines circonstances limitées) et certaines restrictions s'appliquent à ceux qui investissent dans des investissements étrangers directs en ce qui a trait à des placements dans des titres de créance (telles que des restrictions ayant trait aux emprunteurs admissibles, aux prêteurs reconnus, au montant, à l'échéance ainsi qu'à l'utilisation finale du produit de la dette). Il est prévu que MI Co effectuera des placements dans des entreprises de portefeuille indiennes non inscrites, ou encore dans des titres inscrits acquis autrement que par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs reconnue en Inde (p. ex., en vertu de contrats de gré à gré). Il est prévu que les placements en Inde effectués par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs reconnue en Inde et, sous réserve de certaines exceptions, des placements dans des titres de créance seront effectués par MI Sub, laquelle sera un investisseur de portefeuille étranger inscrit.

MI Sub effectuera des placements en Inde en tant qu'investisseur de portefeuille étranger en vertu du projet de placement du portefeuille créé par la RBI qui permet à des investisseurs étrangers d'acheter et de vendre des actions ou des débentures non convertibles de sociétés indiennes inscrites (ou devant être inscrites) à la cote d'une bourse de valeurs reconnue en Inde, sous réserve de ne pouvoir détenir que moins de 10 % de la propriété véritable d'une société. Un investisseur de portefeuille étranger n'est autorisé à acheter ou à vendre des actions que par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs reconnue en Inde, et il ne peut acquérir des actions de sociétés non cotées et il lui est interdit de se livrer à des opérations hors marché. Un investisseur de portefeuille étranger peut investir dans des actions, des débentures et des bons de souscription de sociétés inscrites (ou devant être inscrites) à la cote d'une bourse de valeurs reconnue en Inde, des titres du gouvernement, des titres d'emprunt perpétuels et des titres de capital d'emprunt, tel que le précise la RBI de temps à autre, des débentures ou obligations non convertibles émises par des sociétés financières non bancaires catégorisées par la RBI comme étant des « sociétés de financement d'infrastructure » (*infrastructure finance companies*), des reçus de dépôt du gouvernement indien, des instruments dérivés négociés sur une bourse de valeurs reconnue et des débentures et obligations non convertibles inscrites et non inscrites à la cote d'une bourse dans le secteur des infrastructures.

Aux termes des règlements 2011 du Securities and Exchange Board of India (le « **SEBI** ») (acquisition d'actions importante et prises de contrôle), Fairfax et les membres de son groupe seraient réputées être des personnes agissant de concert (les « **personnes agissant de concert** ») auprès de la Société. Bien que la disposition de présomption soit une présomption réfutable fondée sur des faits, s'il est établi conformément à la législation indienne que Fairfax et les membres de son groupe sont des personnes agissant de concert avec la Société et ses filiales, et que leur avoir global dépasse 25 % ou plus d'une société indienne inscrite à la cote d'une bourse, la Société peut être tenue de présenter une offre publique visant la totalité des titres émis et en circulation de la société indienne. En outre, Fairfax et certains des membres de son groupe ont obtenu, ou sont en voie d'obtenir, ou pourraient obtenir dans l'avenir, leur inscription en tant qu'investisseurs de portefeuille étrangers. S'il est établi conformément au droit indien que MI Sub, d'une part, et Fairfax et les membres de son groupe, d'autre part, ont ensemble des avoirs en actions, la propriété véritable ou un intérêt bénéficiaire, que ce soit directement ou indirectement, de plus de 50 %, alors les placements en titres de capitaux propres effectués par Fairfax et

les membres de son groupe ainsi que par MI Sub dans des sociétés indiennes inscrites à la cote d'une bourse peuvent être regroupés aux fins de calculer le montant autorisé du placement (c.-à-d. moins de 10 % des avoirs en actions de l'entreprise faisant partie du portefeuille) par chacun de MI Sub et de Fairfax et des membres de son groupe, afin de respecter le Règlement 5(2) et l'Annexe 2 des règlements intitulés *FEMA Regulations* et des règlements 2014 du Securities and Exchange Board of India (Foreign Portfolio Investor) (les « **règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers** »). Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque — Facteurs de risque liés aux placements en Inde ».

Outre les placements indiens effectués par MI Co et MI Sub, la Société peut effectuer d'autres placements indiens, qui sont principalement des placements dans des entreprises non domiciliées en Inde, dont les clients, fournisseurs ou activités sont situés principalement en Inde ou dépendent principalement de ce pays. Sous réserve du respect du droit applicable, la Société est également autorisée à constituer en personne morale une ou plusieurs filiales détenues en propriété exclusive supplémentaires afin d'effectuer des placements indiens que la Société juge nécessaires de temps à autre.

Après que le conseiller en placements a repéré un placement éventuel dans une entreprise faisant partie du portefeuille, le conseiller en placements détermine d'abord qui de la Société, MI Co ou MI Sub est la plus apte à effectuer un tel placement, ce qui dépendra, en forte partie du type de placement, tel qu'il est décrit ci-dessus. Si le conseiller en placements détermine que la Société est la plus apte à effectuer le placement, le conseiller en placements dispose d'un pouvoir discrétionnaire afin de négocier et de réaliser le placement pour le compte de la Société. Si le conseiller en placements détermine que MI Co ou MI Sub est la plus apte à effectuer le placement, le conseiller en placements fournit des conseils et des recommandations concernant ce placement au conseil d'administration de MI Co (le « **conseil de MI Co** ») ou au conseil d'administration de MI Sub (le « **conseil de MI Sub** »), selon le cas, et à partir de là la décision d'effectuer le placement revient au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub, selon le cas.

Dans le cas de la vente d'un placement indien, détenu par la Société, le conseiller en placements dispose d'un pouvoir discrétionnaire afin d'aliéner un tel placement pour le compte de la Société. Si le placement indien est détenu par MI Co ou MI Sub, le conseiller en placements fournit des conseils et des recommandations concernant l'aliénation de ce placement au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub, selon le cas, et à partir de là la décision quant à savoir s'il convient d'aliéner le placement reviendra au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub, selon le cas.

MI Co et MI Sub ont été constituées dans la République de Maurice pour, entre autres, les raisons suivantes :

- Fairfax, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, HWIC Asia Fund, exerce des activités dans la République de Maurice depuis plus de 14 ans et a formé une équipe locale chevronnée qui fournira certains services administratifs à MI Co et à MI Sub (se reporter à la rubrique « Bureau local » ci-après).
- D'autres entités de placement indiennes existantes qui ont par le passé utilisé la République de Maurice. La Société estime qu'il s'agit là de la structure la plus appropriée pour ses placements et d'une structure habituelle avec laquelle les gestionnaires financiers sont familiers et se sentent à l'aise.
- L'Inde et la République de Maurice partagent de solides relations commerciales et historiques. Une grande partie de la population de la République de Maurice ont des liens sociaux et historiques bien ancrés avec l'Inde et l'Inde demeure l'un des plus grands partenaires commerciaux de Maurice.
- La République de Maurice est politiquement et socialement stable et ses infrastructures, son évolution technologique et sa logistique sont bien développées. Elle possède également un secteur bancaire et financier développé et travaille continuellement à l'amélioration de son offre de produits financiers, afin d'offrir des services de plus grande qualité et à valeur ajoutée.
- La République de Maurice possède un solide réseau de fournisseurs de services, de conseillers et de professionnels locaux, y compris dans les secteurs de l'audit, de la comptabilité, des services juridiques et fiscaux, qui ont chacun des liens avec leurs contreparties indiennes afin de fournir aux investisseurs des services professionnels parmi les différentes compétences, au besoin.

Capital-actions

Le capital de MI Co est composé d'actions ordinaires non rachetables, ayant chacune une valeur nominale de 1,00 \$ US (les « **actions de MI Co** »). Les actions de MI Co ont été émises uniquement à la Société. Tous les droits de vote ayant trait à la gestion et à l'élection des membres au conseil de MI Co seront acquis uniquement au porteur des actions de MI Co.

Le capital de MI Sub est composé d'actions ordinaires non rachetables, ayant chacune une valeur nominale de 1,00 \$ US (les « **actions de MI Sub** »). Les actions de MI Sub ont été émises uniquement à MI Co. Tous les droits de vote ayant trait à la gestion et à l'élection des membres au conseil de MI Sub sont acquis uniquement au porteur des actions de MI Sub.

Direction

Le conseil de MI Co et le conseil de MI Sub sont identiques et sont composés de cinq administrateurs, dont trois seront des résidents de la République de Maurice. En tant que filiale en propriété exclusive directe ou indirecte de la Société, le conseil d'administration de la Société (le « **conseil** ») nommera les membres du conseil de MI Co et du conseil de MI Sub de temps à autre. Pour une description du conseil de MI Co et du conseil de MI Sub, se reporter à la rubrique « Administrateurs et dirigeants de MI Co et de MI Sub » ci-après.

Dans le cadre de l'exécution par le conseil de MI Co et le conseil de MI Sub de leurs obligations fiduciaires respectives, les administrateurs de MI Co et de MI Sub respectivement (les « **administrateurs de MI** ») se réuniront régulièrement avec le conseiller en placements et ses sous-conseillers. De plus, lors de l'assemblée du conseil initiale de MI Co et de MI Sub, une note de service refermant des détails précis quant aux politiques, procédures et contrôles devant être mis en place aux fins d'approbation, de contrôle, de gestion du risque et d'aliénation de placements indiens mis en application par MI Co ou MI Sub, le cas échéant, a été approuvée.

Administrateur mauricien

Conformément aux exigences du droit mauricien, les services d'International Financial Services Limited, ayant son siège social au Twenty-Eight, Cybercity, Ebene, Maurice, ont été retenus en tant qu'administrateur (l'« **administrateur mauricien** ») de MI Co et de MI Sub respectivement et cette société fournit des services de secrétariat et de tenue de registres à MI Co et à MI Sub, respectivement. L'administrateur mauricien est une société de gestion autorisée établie dans la République de Maurice et assujettie à la réglementation de la FSC.

MI Co et MI Sub verse des honoraires mensuels à l'administrateur mauricien à l'égard des services qu'il fournit, le montant de ces honoraires étant établi par MI Co et MI Sub, de temps à autre, dans le cadre de négociations menées avec l'administrateur mauricien. Ces honoraires devraient s'élever à environ 100 000 \$ US par année payables séparément par MI Co et MI Sub respectivement pour tous les services que l'administrateur mauricien fournira à MI Co et à MI Sub.

Bureau local

Le bureau local de MI Co et de MI Sub, regroupant des professionnels qualifiés et expérimentés ayant une expérience considérable avec des entités de placement similaires, assure l'administration au jour le jour de MI Co et de MI Sub, ce qui comprend : (i) le traitement quotidien des titres; (ii) les opérations comptables ayant trait au portefeuille, y compris l'affichage de toutes les opérations réalisées, l'établissement des mesures à l'échelle de l'entreprise, le contrôle des revenus de placement, l'ouverture des comptes fournisseurs et comptes clients; (iii) le rapprochement des placements de portefeuille; (iv) le contrôle des flux de trésorerie; (v) l'aide au conseil de MI Co et au conseil de MI Sub afin de procéder à l'évaluation des recommandations de placement du conseiller en placements; (vi) les relations avec les dépositaires; (vii) le placement de contrats de change, s'il y a lieu; (viii) les discussions avec les organismes de réglementation afin d'assurer le respect des exigences réglementaires; (ix) l'autorisation pour le paiement de toutes les dépenses; et (x) la préparation des états financiers annuels, des rapports de la direction réguliers, des déclarations d'impôt et autres rapports. Le personnel du bureau local se fait aider par l'administrateur mauricien à l'égard de certains services en matière de conformité réglementaire et de présentation de rapports.

MI Co et MI Sub tiennent un registre des procès-verbaux, un sceau d'entreprise et des registres d'entreprise dans la République de Maurice. Dans certains cas (par exemple les registres des opérations), des exemplaires sont également conservés au siège social de la Société, à Toronto, en Ontario.

Administrateurs et dirigeants de MI Co et de MI Sub

Le conseil de MI Co et le conseil de MI Sub sont chacun composés de cinq administrateurs, dont trois de ceux-ci sont des résidents de la République de Maurice. Les administrateurs de MI seront nommés à l'occasion selon les directives du conseil.

Le tableau ci-après contient des renseignements concernant les administrateurs et les dirigeants de MI qui siègeront en cette qualité :

Nom, province ou État et pays de résidence	Poste/titre	Indépendant	Principale occupation
Chandran Ratnaswami ⁽¹⁾ Toronto (Ontario) Canada	Administrateur et président du conseil	Non	Chef de la direction de la Société et directeur général du conseiller en placements
Amy Tan ⁽²⁾ République de Maurice	Administratrice et chef de la direction	Non	Chef des finances de HWIC Asia Fund
S. Gopalakrishnan Mumbai, Inde	Administrateur	Oui	Dirigeant responsable des placements d'ICICI Lombard
Couldip Lala République de Maurice	Administrateur	Oui	Administrateur membre de la direction d'International Financial Services Limited
Dev Joory République de Maurice	Administrateur	Oui	Administrateur membre de la direction d'International Financial Services Limited

Notes :

- (1) M. Ratnaswami est considéré un administrateur non indépendant étant donné qu'il est chef de la direction de la Société et directeur général du conseiller en placements.
- (2) Mme Tan est considérée administratrice non indépendante étant donné qu'elle est chef de la direction de MI Co et de MI Sub et le chef des finances de HWIC Asia Fund, filiale en propriété exclusive de Fairfax.

Renseignements biographiques concernant les administrateurs et les dirigeants de MI Co et de MI Sub

Chandran Ratnaswami (65 ans) — M. Ratnaswami est actuellement directeur général du conseiller en placements, où il est responsable des placements de portefeuille en Asie. M. Ratnaswami est entré au service du conseiller en placements en 1993 à titre de directeur, Placements internationaux. M. Ratnaswami est administrateur non membre de la direction de Thomas Cook India depuis le 22 août 2012 et administrateur de India Infoline Limited depuis le 15 mai 2012. Il agit également à titre d'administrateur de First Capital Insurance Limited ainsi que de Fairbrige et est administrateur de ZoomerMedia Ltd. depuis le 4 novembre 2010. Il est aussi administrateur de Ridley Inc. depuis le 15 décembre 2008. Il agit à titre d'administrateur non membre de la direction d'ICICI Lombard et est administrateur de Thai Reinsurance Public Company Limited depuis février 2012. M. Ratnaswami réside à Toronto, en Ontario, au Canada.

Amy Tan (40 ans) — Mme Tan est entrée au service de HWIC Asia Fund en janvier 2013 en tant que chef des finances et a été nommée administratrice en mars 2014. Auparavant, Mme Tan travaillait chez PricewaterhouseCoopers Mauritius en tant que cadre dirigeante de la division des services de consultation en matière d'assurance et d'affaires. Elle a participé à divers mandats en matière d'audit, de conformité et de consultation auprès de conglomerats locaux ainsi que d'entreprises commerciales mondiales (fonds d'investissement, entités de portefeuille de placement ainsi que des entités exerçant d'importantes activités à l'étranger). Mme Tan est fellow de The Association of Chartered Certified Accountants et est une résidente de la République de Maurice.

S. Gopalakrishnan (52 ans) — M. Gopalakrishnan est le dirigeant responsable des placements d'ICICI Lombard, la plus importante société d'assurances pour incendies, accidents et risques divers du secteur privé en Inde. M. Gopalakrishnan occupe le poste de chef de l'équipe responsable des placements chez ICICI Lombard depuis 2001 et il est membre du

comité de placement. M. Gopalakrishnan siège sur le conseil d'administration de Primary Real Estate Investment Fund. M. Gopalakrishnan détient un baccalauréat en commerce de l'Université de Madras, il est diplômé du Institute of Chartered Accountants of India de même qu'il est un analyste financier agréé et membre du CFA Institute aux États-Unis. M. Gopalakrishnan est un résident de Mumbai, en Inde.

Couldip Lala (64 ans) — M. Lala est cofondateur et administrateur membre de la haute direction d'International Financial Services Limited, importante société de gestion spécialisée dans les services de fiscalité internationale, les services d'affaires et les services de consultation en entreprise en Maurice. Il est fellow de l'Institut des comptables agréés en Angleterre et au pays de Galles et a été associé dans l'un des « quatre grands » bureaux comptables. Dans le cadre de sa pratique en audit, M. Lala a mené des mandats d'audit dans le cadre de projets financés par des banques dans des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest. Au cours de sa carrière, M. Lala a été consultant et conseiller dans le domaine des affaires d'entreprise, se concentrant principalement dans la structuration de fonds composés de titres de capitaux propres et de fonds de couverture de sociétés privées internationales. M. Lala a été nommé à de nombreux conseils de sociétés en Maurice, dans des domaines diversifiés, notamment des institutions financières, des fonds composés de titres de capitaux propres et de fonds de couverture de sociétés privées internationales, de tourisme et de commerce en général. M. Lala est un résident de la République de Maurice.

Dev Joory (63 ans) — M. Joory est cofondateur et administrateur membre de la haute direction d'International Financial Services Limited, importante société de gestion spécialisée dans les services de fiscalité internationale, les services d'affaires et les services de consultation en entreprise en Maurice. Il est fellow de l'Institut des comptables agréés en Angleterre et au pays de Galles et membre associé de la Society of Trust and Estate Practitioners. Après avoir obtenu le titre de comptable agréé en 1974, M. Joory s'est joint à Price Waterhouse à Paris, travaillant principalement sur des audits de multinationales exploitant des activités dans les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest. M. Joory s'est par la suite spécialisé en fiscalité internationale chez Touche Ross, à Londres en 1975, puis chez Arthur Young en 1983. M. Joory a été un haut dirigeant spécialisé en fiscalité chez Ernst & Young à son bureau de Londres jusqu'en 1993. M. Joory compte plus de 20 ans d'expérience en fiscalité internationale, en planification fiscale et en structuration d'entreprise, avec champs de spécialisation en services bancaires et financiers internationaux, y compris des activités liées à des services bancaires islamiques, à la structuration et à l'administration de fonds extraterritoriaux, à la planification de la propriété intellectuelle et des biens réels, à la location d'aéronefs et de navires, au franchisage et au commerce de détail. M. Joory est également administrateur de nombreux fonds et sociétés extraterritoriaux. M. Joory est un résident de la République de Maurice.

Fonctions des administrateurs de MI

Les fonctions des administrateurs d'entités constituées dans la République de Maurice ont été codifiées de façon élaborée dans la Loi sur les sociétés, de sorte que chaque administrateur d'une société constituée sous le régime de la Loi sur les sociétés, qui exerce ses pouvoirs et s'acquitte de ses fonctions, est tenu notamment :

- d'exercer ses pouvoirs conformément à la Loi sur les sociétés et dans les limites et sous réserve des conditions et des restrictions établies dans la constitution de la société;
- d'obtenir l'autorisation d'une assemblée des actionnaires avant d'agir ou de réaliser toute opération pour laquelle l'autorisation ou le consentement d'une assemblée des actionnaires est requis par la Loi sur les sociétés ou dans la constitution de la société;
- de s'abstenir de donner son accord à la société qui contracte toute obligation, à moins que l'administrateur soit d'avis, à ce moment, selon des motifs raisonnables, que la société sera en mesure de s'acquitter de l'obligation lorsqu'elle sera tenue de le faire;
- de rendre compte à la société des gains monétaires, ou de la valeur de tout autre gain ou avantage, qu'il réalise ou obtient dans le cadre de l'exercice de ses pouvoirs, ou en raison de son poste d'administrateur de la société, à l'exception de la rémunération, des dispositions de retraite et de la rémunération liée à la perte de son poste relativement à tout poste d'administrateur auprès de toute société;
- de s'abstenir d'utiliser ou de divulguer tout renseignement confidentiel qu'il a reçu pour le compte de la société en tant qu'administrateur, sauf de la façon autorisée en vertu de la Loi sur les sociétés;

- de ne pas livrer concurrence à la société ou devenir un administrateur ou un dirigeant d'une société concurrente, à moins que la société ne donne son approbation conformément à la Loi sur les sociétés;
- lorsque les administrateurs ont un intérêt dans une opération à laquelle la société est une partie, de divulguer cet intérêt conformément à la Loi sur les sociétés;
- de ne pas utiliser les actifs de la société à toute fin illégale ou à des fins qui contreviendraient aux points (i) et (iii) ci-dessus, et de s'abstenir de faire, ou d'autoriser sciemment que soit faite, toute chose qui donnerait lieu à l'endommagement ou à la perte des actifs de la société, sauf dans le cours normal de l'exercice de ses activités;
- de transférer immédiatement à la société toute somme en espèces ou tout actif pour son compte, avant ou après sa constitution, ou en conséquence de l'utilisation de ses sommes ou de ses actifs, et, jusqu'à ce que ce transfert soit effectué, de détenir ces sommes ou ces actifs pour le compte de la société et de les utiliser uniquement aux fins de la société;
- d'assister à des réunions des administrateurs de la société avec une régularité raisonnable, à moins d'en être empêché en raison d'une maladie ou de toute autre excuse raisonnable;
- de tenir des registres comptables en bonne et due forme, conformément à la Loi sur les sociétés, et de les mettre à disposition aux fins de vérification conformément à la Loi sur les sociétés.

Ces fonctions, conjuguées à l'exigence impérative que tout dirigeant (ce qui comprend un administrateur ou un secrétaire) doit exercer les pouvoirs et s'acquitter des fonctions relatives à son mandat avec honnêteté, de bonne foi et dans l'intérêt de la société; et doit exercer le degré de soin, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables.

LE CONSEILLER EN PLACEMENTS ET FAIRBRIDGE

La Société, MI Co et MI Sub ont nommé le conseiller en placements pour exécuter le mandat d'impartition et de services-conseils à l'égard de tous les placements de la Société et de ses filiales.

Le siège social du conseiller en placements est situé au 95 Wellington Street West, Suite 802, Toronto (Ontario) M5J 2N7, Canada.

Le conseiller en placements peut, à l'occasion, retenir les services de un ou plusieurs sous-conseillers pour aider le conseiller en placements à impartir et à donner des conseils à l'égard de tous les placements de la Société, de MI Co et de MI Sub. Le conseiller en placements a retenu les services de Fairbridge afin d'agir à titre de sous-conseiller auprès du conseiller en placements à l'égard des placements de la Société et de ses filiales. Se reporter à la rubrique « Fairbridge ». La rémunération devant être payé à l'occasion à tout sous-conseiller (y compris Fairbridge) sera acquittée par le conseiller en placements et aucun autre montant additionnel ne devra être payé par la Société, MI Co ou MI Sub aux termes de celle-ci.

Convention de conseils en placement

Conformément à une convention d'administration et de services conseils en placement conclue (la « **convention de conseils en placement** ») entre le conseiller en placements, Fairfax, la Société, MI Co, MI Sub et autres filiales de la Société pouvant être ajoutées de temps à autre, le conseiller en placements fournit des services de conseils en placements à la Société et à ses filiales, aux termes desquels le conseiller en placements fournit des conseils et recommandations quant à d'éventuelles occasions de placement pour la Société et ses filiales. Dans le cadre de la prestation de ces conseils et recommandations, le conseiller en placements détermine d'abord qui de la Société ou de ses filiales est la plus apte à effectuer un tel placement. Si le conseiller en placements détermine que la Société est la plus apte à effectuer un placement, le conseiller en placements disposera d'un pouvoir discrétionnaire afin de négocier et de réaliser le placement pour le compte de la Société. Si le conseiller en placements détermine que MI Co ou MI Sub est la plus apte à effectuer le placement, le conseiller en placements fournira des conseils et des recommandations concernant ce placement au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub, selon le cas, et à partir de là il reviendra au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub,

selon le cas, d'analyser le placement et de décider ou non de l'effectuer. Dans le cadre des conseils et recommandations fournis par le conseiller en placements au conseil de MI Co ou au conseil de MI Sub à l'égard d'un placement donné, le conseiller en placements fournira également des conseils concernant les niveaux appropriés de levier financier associés à de tels placements.

Le conseiller en placements, et tout mandataire auquel le conseiller en placements a valablement délégué l'une de ses obligations, est tenu d'exercer ses pouvoirs et de s'acquitter des fonctions de son poste de façon honnête et de bonne foi, et de faire preuve du niveau de prudence, de diligence et de compétence dont ferait preuve un conseiller en placements raisonnablement prudent dans des circonstances comparables. La convention de conseils en placement prévoit que le conseiller en placements ne sera pas tenu responsable de quelque manière que ce soit des pertes subies par la Société ou ses filiales à la suite d'une erreur commise dans l'application de conseils en placement, à moins que cela ne soit attribuable à une faute lourde, à l'inconduite volontaire ou à une fraude du conseiller en placements ou de ses mandataires.

Le conseiller en placements fournit des conseils en placements à la Société et à ses filiales en conformité avec l'objectif de placement de la Société. Les services rendus par le conseiller en placements le sont uniquement par des dirigeants et employés possédant l'expérience et les compétences requises.

Le conseiller en placements, Fairfax, la Société ou ses filiales peuvent résilier la convention de conseils en placement, pourvu que la partie résiliant la convention ait donné aux autres parties un préavis écrit d'au moins 90 jours de son intention de le faire. La Société ou ses filiales peuvent résilier la convention de conseils en placement immédiatement (i) en cas de violation ou de défaut important de la part du conseiller en placements eu égard aux dispositions de la convention de conseils en placement et si, advenant qu'il soit possible de corriger une telle violation ou un tel défaut important, la violation ou le défaut important n'est pas corrigé dans les 60 jours suivant la réception d'un avis écrit d'une telle violation ou d'un tel défaut important; (ii) si le conseiller en placements devient failli, insolvable, effectue une cession générale au profit de ses créanciers ou reconnaît autrement son insolvabilité, ou (iii) si les actifs du conseiller en placements sont saisis ou confisqués par une autorité publique ou gouvernementale. Si le jour où la convention de conseils en placement est résiliée est un jour autre que le premier jour d'un mois civil, les honoraires de consultation et d'administration payables pour ce trimestre seront calculés au prorata en tenant compte de la valeur marchande du portefeuille de placements de la Société établie selon le dernier rapport financier de la Société. En outre, si le jour où la convention de conseils en placement est résiliée tombe un jour autre que le premier jour d'une période de calcul, les honoraires en fonction du rendement payables à Fairfax pour cette période de calcul seront établis à la date de résiliation de la convention de conseils en placement au moyen de données établies de la manière décrite à la rubrique « Calcul de l'actif total et de la valeur liquidative » et, si ces honoraires sont payables en espèces, ils seront versés à Fairfax dès qu'il sera commercialement raisonnable de le faire.

Outre le paiement des frais en cours payables à Fairfax et le remboursement des dépenses raisonnables de Fairfax et du conseiller en placements aux termes de la convention de conseils en placement jusqu'à la date de résiliation, inclusivement, de la convention de conseils en placement, aucun autre paiement n'aura à être effectué par la Société à Fairfax ou au conseiller en placements en raison de la résiliation de la convention de conseils en placement.

À titre de rémunération pour la prestation des services d'administration de portefeuille et de conseils en placements devant être fournis par Fairfax et le conseiller en placements, la Société verse à Fairfax les honoraires de consultation et d'administration et, le cas échéant, les honoraires en fonction du rendement, auxquels s'ajouteront, dans chaque cas, les taxes de vente applicables à ceux-ci. Toute partie de ces honoraires à laquelle le conseiller en placements a droit est versée par Fairfax au conseiller en placements. Se reporter à la rubrique « Résumé des frais ».

Aux termes de la convention de conseils en placement, Fairfax a également convenu de fournir certains services d'administration de placements à la Société et à ses filiales. Se reporter à la rubrique « L'administrateur de portefeuille ».

Répartition équitable

Les services de conseils en placements et d'administration de portefeuilles du conseiller en placements et de Fairfax ne sont pas exclusifs et aucune disposition de la convention de conseils en placement n'interdit au conseiller en placements, à Fairfax ou à l'un des membres de leur groupe d'offrir des services de conseils en placements ou d'administration de portefeuilles similaires à d'autres clients, y compris Fairfax et les membres de son groupe ou d'autres entités de placement (que leur objectif, leurs stratégies et leurs politiques en matière de placement soient ou non similaires à ceux de la Société) ou de se livrer à d'autres activités.

Le conseiller en placements a pour politique générale de voir à ce que tous ses clients dont les portefeuilles comportent des objectifs et restrictions en matière de placement qui sont compatibles avec une occasion de placement particulière soient traités de façon juste et équitable quant à la distribution des occasions de placement et qu'aucun portefeuille de ces clients ne se voie accorder un traitement préférentiel par rapport à un autre. Sans égard à ce qui précède, la Société a convenu que toutes les occasions de placement ayant trait aux secteurs de l'assurance et de la réassurance en Inde seront d'abord offertes à Fairfax. Si Fairfax ne souhaite pas investir dans de telles entreprises d'assurance ou de réassurance, l'occasion de placement pourrait être recommandée à la Société si elle répond à l'objectif de placement de celle-ci.

Afin de déterminer la pertinence d'une occasion de placement pour un client particulier, le conseiller en placements prend en considération, parmi d'autres facteurs, la taille du client et ses besoins en capitaux, la réglementation de même que les lignes directrices et les objectifs en matière de placement du client, la composition du portefeuille existant, les incidences fiscales et la disponibilité de fonds. L'évaluation de l'importance relative d'une occasion de placement dans le cadre de la réalisation de l'objectif de placement d'un client dépend d'un certain nombre de facteurs, parmi lesquels on compte la disponibilité des ressources nécessaires pour procéder au placement, les occasions de placement de rechange, la composition actuelle du portefeuille du client et la liquidité du portefeuille. À la lumière de cette politique de répartition équitable, la Société, MI Co, MI Sub ou toute autre filiale par l'intermédiaire de laquelle la Société effectue des placements indiens peut, de temps à autre, ne pas avoir le droit de participer à une occasion de placement dont dispose le conseiller en placements qui serait autrement compatible avec l'objectif et les restrictions en matière de placement de la Société. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque ».

Administrateurs et dirigeants du conseiller en placements

Le conseil d'administration du conseiller en placements compte deux membres: V. Prem Watsa et Roger D. Lace. Les administrateurs sont nommés afin de siéger au conseil d'administration jusqu'à ce qu'ils partent à leur retraite ou qu'ils soient destitués et leurs successeurs nommés.

Le tableau qui suit fournit des renseignements concernant les administrateurs et membres de la haute direction du conseiller en placements.

Nom, province ou État et pays de résidence	Poste/Titre	Principale occupation
V. Prem Watsa..... Toronto (Ontario) Canada	Administrateur et vice-président	Président du conseil et chef de la direction de Fairfax; vice-président du conseiller en placements
Roger D. Lace..... Toronto (Ontario) Canada	Administrateur et président	Président et directeur général, titres de capitaux propres nord-américains, du conseiller en placements
David Bonham..... Toronto (Ontario) Canada	Trésorier et chef des finances	Vice-président et chef des finances de Fairfax; trésorier et chef des finances du conseiller en placements
Paul Rivett..... Toronto (Ontario) Canada	Vice-président et chef de l'exploitation	Président de Fairfax; vice-président et chef de l'exploitation du conseiller en placements

Les personnes chez le conseiller en placements qui seront principalement chargées de fournir des services de conseil à la Société et à ses filiales sont V. Prem Watsa et Chandran Ratnaswami, tous deux des professionnels du placement expérimentés.

Les personnes suivantes constitueront le comité de placement du conseiller en placement à l'égard des placements de la Société:

V. Prem Watsa (64 ans) — M. Watsa est le président du conseil et chef de la direction de Fairfax depuis 1985. Il est vice-président du conseiller en placements depuis 1985 et possède 40 années d'expérience dans la gestion de placement. M. Watsa est également administrateur de BlackBerry Limited. M. Watsa est un résident de Toronto, en Ontario, au Canada.

Roger D. Lace (64 ans) — M. Lace est le président et l'administrateur du conseiller en placements, de même qu'il est membre du comité de placement. M. Lace est entré au service du conseiller en placements en 1986. M. Lace possède 39 années d'expérience dans la gestion de placement et se spécialise dans les placements de titres de capitaux propres. Avant d'entrer au service du conseiller en placements, M. Lace était vice-président chez McLeod, Young, Weir Ltd. M. Lace est titulaire d'un baccalauréat ès sciences du Massachusetts Institute of Technology et d'une maîtrise en administration des affaires de la Richard Ivey School of Business et a reçu la désignation d'analyste financier agréé en 1979. M. Lace est un résident de Toronto, en Ontario, au Canada.

Paul C. Rivett (47 ans) — M. Rivett est le président de Fairfax depuis le 19 juillet 2013. M. Rivett agit également en tant que vice-président et chef de l'exploitation du conseiller en placements. M. Rivett a agi en tant que vice-président responsable de l'exploitation de Fairfax du 1^{er} août 2012 au 19 juillet 2013. Auparavant, il était chef du contentieux de Fairfax de janvier 2007 à août 2012 et vice-président depuis avril 2004. Avant d'entrer au service de Fairfax, M. Rivett était avocat chez Shearman & Sterling LLP. M. Rivett siège actuellement au conseil de Zenith National Insurance Corp., d'Odyssey Re Holdings Corp. et de Corporation financière Northbridge et a siégé au conseil de MEGA Brands Inc., de Resolute Forest Products Inc., de The Brick Ltd. et de Resolute FP US Inc. (anciennement Bowater Inc.). M. Rivett est un résident de Toronto, en Ontario, au Canada.

Chandran Ratnaswami (65 ans) — Il y a lieu de se reporter à la rubrique « MI Co et MI Sub — Renseignements biographiques concernant les administrateurs et les dirigeants de MI Co et de MI Sub ».

Brian Bradstreet (67 ans) — M. Bradstreet est un directeur général et membre du comité de placement du conseiller en placements. M. Bradstreet est entré au service du conseiller en placements en 1987. M. Bradstreet possède 40 années d'expérience dans la gestion de placements, se spécialisant dans les placements dans des titres à revenu fixe. Avant d'entrer au service du conseiller en placements, M. Bradstreet a été analyste en placements, gestionnaire des placements, puis vice-président adjoint, Placements chez Confederation Life. M. Bradstreet est titulaire d'un baccalauréat ès arts (économie) de l'Université Wilfrid-Laurier et d'une maîtrise en arts (économie) de l'Université York et il a reçu la désignation d'analyste financier agréé en 1978. M. Bradstreet est un résident de Toronto, en Ontario, au Canada.

Wade Burton (43 ans) — M. Burton est directeur général et membre du comité de placement du conseiller en placements. M. Burton est entré au service du conseiller en placements en 2008. M. Burton compte plus de 18 années d'expérience dans la gestion de placements. Avant d'entrer au service du conseiller en placements en 2008, M. Burton était associé et gestionnaire de fonds chez Peter Cundill and Associates, cette dernière ayant été acquise par Mackenzie Financial. M. Burton agit en tant que vice-président et administrateur non membre de la direction chez Grivalia Properties REIC et Mytilineos Holdings S.A. Il agit également en tant qu'administrateur non membre de la direction de Eurobank Ergasias S.A. M. Burton est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Western Ontario et a reçu la désignation d'analyste financier agréé en 1999. M. Burton est un résident de Toronto, en Ontario, au Canada.

Fairbridge

Le conseiller en placements a retenu les services de Fairbridge, en tant que sous-conseiller, afin d'aider le conseiller en placements à exécuter son mandat d'impartition et de services-conseils à l'égard des placements de la Société, de MI Co, de MI Sub et de toute autre filiale par l'intermédiaire desquelles la Société investit en Inde à l'occasion. Fairbridge est une filiale en propriété exclusive indirecte de Fairfax qui a été créée en 2011 et qui agit comme son conseiller en placements établi en Inde et dont le mandat est de repérer et d'analyser une vaste gamme d'occasions de placement pour Fairfax, de fournir à celle-ci des recommandations et des conseils à l'égard de ces occasions de placement ainsi que d'en faciliter la réalisation. Fairbridge est composée d'une équipe de cinq personnes dirigée par M. Harsha Raghavan.

Fairbridge aide, en sa capacité de sous-conseiller au conseiller en placements, le conseiller en placements à rechercher et à repérer des occasions de placement pour la Société, MI Co, MI Sub et de toute autre filiale, par l'intermédiaire desquelles la Société investit en Inde à l'occasion, de même qu'à fournir à celles-ci des recommandations et des services de consultation à l'égard de ces occasions de placement. Tous les honoraires facturés par Fairbridge pour ces services seront à la charge du conseiller en placements et aucun montant supplémentaire ne sera payable par la Société.

Le siège social de Fairbridge est situé à l'ICICI Lombard House, 414 Veer Savarkar Marg, Prabhadevi, Maharashtra, Mumbai, Inde, 400025.

La haute direction de Fairbridge est composée de deux professionnels hautement expérimentés en matière de placements :

Harsha Raghavan (43 ans) — M. Harsha Raghavan est le directeur général et chef de la direction de Fairbridge depuis sa création en 2011. M. Raghavan est actif au sein du secteur des investissements en capital en Inde depuis 1996 et a été auparavant chef pour l'Inde de Candover Investments, cochef pour l'Inde de Goldman Sachs PIA et vice-président de Indocean Chase Capital. Dans le cadre de ces fonctions, M. Raghavan a réalisé plus de deux douzaines d'opérations d'un montant total de plus de 1,5 milliard de dollars. Chez Fairbridge, M. Raghavan a trouvé des opérations et a fourni des conseils à l'égard de celles-ci pour Fairfax et les membres du même groupe qu'elle et siège actuellement aux conseils d'administration de Thomas Cook India, de Thomas Cook Lanka (Private) Limited, de Thomas Cook (Mauritius) Holding Company Limited, d'IKYA, d'Avon Facility Management Services Ltd., de Magna Infotech Ltd. et de Sterling Resorts. M. Raghavan siège également au conseil d'administration de Nations Trust Bank, une institution financière inscrite à la cote du Colombo Stock Exchange au Sri Lanka. M. Raghavan est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'une maîtrise ès sciences en génie industriel de Stanford University de même que d'un baccalauréat ès arts de la University of California at Berkeley, où il a décroché une double mention en informatique et en économie.

Sumit Maheshwari (32 ans) — M. Maheshwari est un associé en placement chez Fairbridge depuis juillet 2011. Avant de se joindre à Fairbridge, M. Maheshwari a travaillé chez KPMG en Inde pendant 5 ans dans leurs services de conseils en audit et en comptabilité. M. Maheshwari est un expert-comptable reconnu, possédant une forte aptitude à interpréter les PCGR indiens, les PCGR américains et les normes comptables IFRS. Chez Fairbridge, M. Maheshwari participe activement à l'exécution des contrôles préalables financiers, à la préparation des rapports des sociétés de portefeuille et, de façon générale, fournit des services de consultation en ce qui a trait à la réalisation d'opérations et de placements. M. Maheshwari siège au conseil de Hofincons Infotech et d'Industrial Services Private Limited depuis juillet 2014. Il est un comptable agréé qualifié, et est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'Indian School of Business, Hyderabad ainsi que d'un baccalauréat en commerce de l'Université de Mumbai.

L'ADMINISTRATEUR DE PORTEFEUILLE

Aux termes de la convention de conseils en placement, Fairfax est chargée de fournir ou de voir à ce que soient fournis certains services d'administration de portefeuilles exigés par la Société et ses filiales relativement aux activités de conseil en placement du conseiller en placements, y compris: (i) l'analyse de portefeuilles; (ii) l'examen des rendements; (iii) les calculs quant aux tests de chute de marché; (iv) les calculs quant à l'analyse des liquidités; (v) l'analyse des valeurs comptables (p. ex. les amortissements des obligations et les provisions pour placements); (vi) l'analyse des positions de gain brut et de perte; (vii) les obligations en matière de flux de trésorerie; (viii) les rapports avec les courtiers; (ix) les réunions d'examen des placements; (x) l'examen et l'analyse des positions de change; (xi) la présentation de l'information sur le rendement de la Société; (xii) le fonctionnement et la mise à l'essai du fournisseur de logiciels, et (xiii) l'aide pour les questions comptables complexes.

De plus, Fairfax est tenue de fournir à la Société un chef de la direction et un chef des finances et secrétaire. Tant que la convention de conseils en placement reste en vigueur, Fairfax assumera toute la rémunération payable au chef de la direction et au chef des finances et secrétaire de la Société.

Fairfax aura droit d'être rémunérée par la Société pour la prestation des services précités à la Société au titre des honoraires de consultation et d'administration décrits à la rubrique « Résumé des frais ».

CALCUL DE L'ACTIF TOTAL ET DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

L'actif total de la Société à une date en particulier correspond à la juste valeur totale des actifs consolidés de la Société et de ses filiales (y compris MI Co et MI Sub) à cette date, sans déduction des passifs, exprimée en dollars américains (l'« **actif total** »). La valeur liquidative de la Société à une date en particulier correspond à la juste valeur totale des actifs consolidés de la Société et de ses filiales (y compris MI Co et MI Sub) à cette date, moins la valeur comptable totale des passifs consolidés de la Société et de ses filiales (y compris MI Co et MI Sub), et la valeur comptable des actions privilégiées émises et en circulation, le cas échéant, exprimée en dollars américains (la « **valeur liquidative** »). La juste valeur des actifs consolidés et la valeur comptable des passifs consolidés et des actions privilégiées en circulation de la Société sont établies conformément aux IFRS.

Les actifs de la Société, de MI Co, de MI Sub et de toute autre filiale par l'intermédiaire de laquelle la Société investit en Inde, de temps à autre, sont évalués par la Société conformément aux procédures décrites ci-après, sous réserve du contrôle du conseil, du conseil de MI Co, du conseil de MI Sub et du conseil d'administration de la filiale, selon le cas. Les placements libellés en devise sont évalués en utilisant les taux de change fournis par des sources indépendantes. Les actifs sont évalués aux prix du marché fournis par des sources indépendantes, sauf lorsque les prix du marché ne sont pas faciles à obtenir ou qu'ils ne reflètent pas la juste valeur des actifs. Si les prix du marché ne sont pas faciles à obtenir ou s'il est établi, après application des procédures approuvées par le conseil, que les prix du marché pourraient ne pas rendre compte de la juste valeur des actifs, la Société, en collaboration avec le conseiller en placements, évalue les actifs conformément aux politiques et procédures approuvées par le conseil, le conseil de MI Co, le conseil de MI Sub et le conseil d'administration d'une autre filiale, selon le cas. Les actifs pouvant être évalués à la juste valeur comprennent, sans s'y limiter, les titres suivants : (i) titre non coté (autre que des titres de capitaux propres non cotés); (ii) titre temporairement incessible; (iii) titre dont la négociation a été interrompue ou qui a été radié de la cote de sa bourse de valeurs principale; (iv) titre peu négocié; (v) titre dont l'émetteur est en situation de manquement ou est visé par une procédure de faillite, et pour lequel il n'existe pas de cours de marché courant; (vi) titre touché par une conjoncture particulièrement difficile; (vii) titre visé par des contrôles ou restrictions imposés en matière de devise; et (viii) titre touché par un événement important (c.-à-d. un événement survenant après la clôture des marchés sur lesquels le titre est négocié).

LES DÉPOSITAIRES

Les dépositaires, à leurs principaux bureaux respectifs à Toronto (Ontario) et à Mumbai, en Inde, ont été nommés dépositaires des actifs de la Société, de MI Co et de MI Sub, tel que le prévoient les conventions de dépôt conclues entre le dépositaire pertinent et la Société ou ses filiales, le cas échéant. Les dépositaires peuvent avoir recours à des sous-dépositaires selon qu'ils le jugent approprié dans les circonstances conformément aux modalités de la convention de dépôt applicable. Tout sous-dépositaire nommé à l'occasion doit répondre aux exigences des articles 6.2 et 6.3 du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le « **Règlement 81-102** »), s'il y a lieu.

Tout dépositaire remplaçant dont les services sont retenus par la Société sera une entité qui aurait compétence d'agir en tant que : (i) dépositaire ou sous-dépositaire pour l'actif gardé au Canada, ou (ii) dépositaire ou sous-dépositaire pour l'actif gardé à l'extérieur du Canada, selon le cas, dans chaque cas conformément à la Partie 6 du Règlement 81-102. Chacun des dépositaires a compétence d'agir en tant que dépositaire ou de sous-dépositaire pour l'actif gardé au Canada, ou dépositaire ou sous-dépositaire pour l'actif gardé à l'extérieur du Canada, selon le cas, dans chaque cas conformément à la Partie 6 du Règlement 81-102.

RÉSUMÉ DES FRAIS

Le tableau ci-après présente un résumé des frais payables ou engagés par la Société, qui réduiront par conséquent la valeur du placement d'un acheteur dans la Société.

Honoraires de consultation et d'administration et honoraires en fonction du rendement : À titre de rémunération pour les services de conseils en placements et les services d'administration du portefeuille devant être rendus par Fairfax et le conseiller en placements, la Société versera à Fairfax les honoraires de consultation et d'administration (les « **honoraires de consultation et d'administration** ») et, le cas échéant, les honoraires en fonction du rendement, dans chaque cas, en plus des taxes de vente applicables.

Les honoraires de consultation et d'administration correspondront à un montant équivalant à la somme : (i) de 1,5 % de la valeur liquidative de la Société, déduction faite de la juste valeur globale de tout capital non affecté; et (ii) de 0,5 % de la juste valeur globale de tout capital non affecté. Les honoraires de consultation et d'administration seront calculés et payables trimestriellement, le dernier jour ouvrable de chaque trimestre et répartis proportionnellement, une fois établis, en fonction de l'actif consolidé de la Société, de MI Co, de MI Sub et de toute autre filiale par l'intermédiaire de laquelle la Société investit dans des placements indiens à l'occasion, sauf convention contraire.

Les honoraires en fonction du rendement (les « **honoraires en fonction du rendement** ») seront calculés et s'accumuleront trimestriellement et seront payés pour la période allant de la date de clôture au 31 décembre 2017 et pour chaque période de trois ans consécutive par la suite (chacune, une « **période de calcul** »). Le montant des honoraires en fonction du rendement sera calculé à la fin du dernier jour de chaque période de calcul pour les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne de la Société alors en circulation. Tous les calculs à l'égard des honoraires en fonction du rendement seront effectués à la quatrième décimale près.

Les honoraires en fonction du rendement pour une période de calcul, le cas échéant, seront payés dans les 30 jours suivant la publication des états financiers audités de fin d'exercice de la Société se rapportant à la dernière année civile de cette période de calcul. Les honoraires en fonction du rendement seront répartis proportionnellement, une fois établis, en fonction de l'actif consolidé de la Société, de MI Co, de MI Sub et de toute autre filiale par l'intermédiaire de laquelle la Société investit en Inde à l'occasion, et payés par la Société à Fairfax, sauf convention contraire.

Les honoraires en fonction du rendement seront payables en espèces ou, au gré de Fairfax, en actions à droit de vote subalterne. Si Fairfax décide de payer les honoraires en fonction du rendement en actions à droit de vote subalterne, cette décision doit être prise au plus tard le 15 décembre de la dernière année de la période de calcul applicable à l'égard de laquelle

les honoraires en fonction du rendement doivent être payés. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne devant être émises sera calculé en fonction du cours (le « **cours** »), soit le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à droit de vote subalterne inscrites à la cote d'une bourse de valeurs reconnue pour les 10 jours de bourse précédant le dernier jour de la période de calcul, inclusivement, le dernier jour de la période de calcul à l'égard de laquelle les honoraires en fonction du rendement doivent être payés, peu importe la date d'émission réelle de celles-ci et aux fins du calcul des honoraires en fonction du rendement à l'égard des périodes de calcul ultérieures seront par la suite réputés impayés dès le premier jour de cette période de calcul, peu importe la date d'émission réelle. Malgré ce qui précède, à l'égard des deux premières périodes de calcul suivant la clôture, si les actions à droit de vote subalterne se négocient à un cours par action à droit de vote subalterne qui est inférieur à deux fois la valeur liquidative par action le dernier jour de la période de calcul applicable, Fairfax recevra les honoraires en fonction du rendement, le cas échéant, sous forme d'actions à droit de vote subalterne, dans la mesure autorisée en vertu de la loi applicable, selon les règles de la bourse et l'énoncé qui suit immédiatement. En aucun cas, les actions à droit de vote subalterne ne peuvent être émises pour régler les honoraires en fonction du rendement si, après cette émission, Fairfax et les membres du même groupe qu'elle devaient détenir en propriété plus de 49 % du capital-actions en circulation de la Société à la date d'émission.

Les honoraires de consultation et d'administration et les honoraires en fonction du rendement, le cas échéant, seront payés à Fairfax. Toute partie de ces honoraires auxquels a droit le conseiller en placements sera payée par Fairfax au conseiller en placements.

Les honoraires en fonction du rendement aux fins de la période de calcul correspondront au produit:

a) du nombre d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne en circulation à la fin du dernier jour de chaque période de calcul (chacune, une « **date de calcul** ») pendant cette période de calcul (calculées sans tenir compte de toute action à droit de vote subalterne pouvant être émise en règlement des honoraires en fonction du rendement pour cette période de calcul), et

b) de 20 % de l'excédent de la somme:

(i) de la valeur liquidative par action de la Société à la fin de cette période de calcul (calculée sans tenir compte des honoraires en fonction du rendement payables pendant la période se terminant à la date de calcul pour cette période de calcul), et

(ii) du montant total des distributions payées sur les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne pendant cette période de calcul et toutes les périodes de calcul consécutives qui précèdent immédiatement, le cas échéant, à l'égard desquelles aucun honoraire en fonction du rendement n'a été versé divisé par le nombre moyen pondéré des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne en circulation pendant ces périodes de calcul,

sur la valeur la plus élevée :

(i) le prix record,

(ii) le cours minimal par action.

Frais courants :

Le conseiller en placements et Fairfax seront chacun responsables de leurs propres frais d'exploitation quotidiens, y compris dans le cadre de la prestation de services de conseils en placements (y compris la découverte et l'évaluation d'occasions de placement) et de services d'administration du portefeuille à la Société et à ses filiales, de la rémunération du personnel professionnel, du coût des locaux à bureaux et des fournitures de bureau, des frais liés aux communications, à la téléphonie, aux nouvelles, au système de cotation, au matériel

informatique, et aux services publics et de tous autres frais indirects usuels. Le conseiller en placements assumera également les frais payables à tout sous-conseiller.

La Société et ses filiales assumeront chacune leurs propres frais d'exploitation, y compris : (i) tous les frais engagés dans le cadre de la négociation et de l'acquisition, de la détention ou de la disposition de placements après la recommandation du conseiller en placements, y compris les taxes, les frais et les commissions de courtage, les commissions et les escomptes de placement, les frais liés aux obligations d'indemnisation et les honoraires juridiques et comptables, les frais de placement, les honoraires de consultation et les frais de service d'information et autres honoraires professionnels s'y rapportant; (ii) tous les frais liés aux opérations de placement non réalisées après la recommandation du conseiller en placements, ainsi que les honoraires juridiques et comptables, les frais de placement, les honoraires de consultation et les frais de service d'information et autres honoraires professionnels connexes; (iii) les taxes et impôts liés aux entités; (iv) tous les frais relatifs à la préparation des états financiers, aux audits et aux rapports financiers et fiscaux, aux évaluations de portefeuilles, aux déclarations fiscales et aux autres rapports et documents d'information continue, y compris les frais et les dépenses de toute société de services dont les services ont été retenus pour fournir des services de comptabilité et de tenue de livres; (v) tous les frais juridiques et de conformité courants et les coûts engagés pour la poursuite ou la défense dans le cadre de toute action en justice en faveur ou contre la Société, MI Co, MI Sub, le conseil, le conseil de MI Co, le conseil de MI Sub, toute autre filiale par l'intermédiaire de laquelle la Société investit dans des placements indiens à l'occasion et son conseil d'administration, le conseiller en placements, Fairfax ou tout membre de leur groupe respectif relativement aux affaires internes de la Société; (vi) la rémunération des membres de la direction et des employés (à l'exception du chef de la direction et du chef des finances et secrétaire de la Société); (vii) tous les frais et droits des dépôts auprès du gouvernement effectués par la Société ou ses filiales; (viii) tous les frais des administrateurs, y compris les honoraires des administrateurs et les frais de déplacement; (ix) les frais liés à la tenue de dossiers et de livres comptables d'entreprise, y compris les honoraires de comptabilité et d'audit, les débours et les frais de secrétariat d'entreprise; et (x) les frais liés à l'organisation et à la tenue des réunions des administrateurs et des assemblées des actionnaires et à la préparation et à la distribution de tous les rapports aux actionnaires, et des autres communications envoyés à ceux-ci, les frais liés à l'émission et au transfert d'actions et au versement de dividendes ou d'autres distributions sur celles-ci, les frais extraordinaires et autres frais semblables.

Le montant total de la rémunération devant être versé par la Société et ses filiales à l'égard des administrateurs, des dirigeants et des employés devrait, globalement, être inférieur à 1,5 million de dollars par année.

Tout arrangement pour des services additionnels devant être fournis à la Société ou à ses filiales par le conseiller en placements, Fairfax ou tout membre du même groupe qu'elles qui n'ont pas été décrits dans la présente notice annuelle sera établi selon des modalités qui ne sont pas moins favorables pour la Société ou ses filiales que celles qui sont prévues pour des personnes qui n'ont pas de lien de dépendance (au sens de la Loi de l'impôt) pour des services comparables, et la Société ou la filiale, selon le cas, paiera tous les frais associés à ces services additionnels.

Le « prix record » sera a) à l'égard de la période de calcul initiale, le produit net des placements à la date de clôture, divisé par le nombre global d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne en circulation à la date de clôture, et b) à l'égard de toute période de calcul par la suite, (x) la valeur liquidative par action la plus élevée à toute date de calcul précédente pendant une période de calcul à l'égard de laquelle des honoraires en fonction du rendement ont été payés (calculés après avoir tenu compte des honoraires en fonction du rendement, le cas échéant, à l'égard de cette période de calcul, y compris les honoraires en fonction du rendement qui sont payés dans le cadre de l'émission des actions à droit de vote subalterne) ou (y) si aucun honoraire en fonction du rendement n'a encore été payé, le prix record à l'égard de la période de calcul initiale.

Le « cours minimal par action » pendant une période de calcul correspondra au quotient :

a) de la somme :

(x) du produit (1) de la moyenne pondérée du capital ajusté pendant la période allant de la date de clôture jusqu'à la date de calcul pour cette période de calcul, (2) de 5 %, et (3) du nombre d'années (qui ne doit pas nécessairement être un nombre entier) depuis la date de clôture, et

(y) du capital ajusté à la date de calcul pendant cette période de calcul, divisée par

b) le nombre d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne en circulation à la date de calcul pendant cette période de calcul (calculé sans tenir compte des actions à droit de vote subalterne émises en règlement des honoraires en fonction du rendement pour cette période de calcul).

Le « capital ajusté » à toute date correspond au produit net tiré de l'émission des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne à la date de clôture, majoré du produit net tiré de toute émission d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne, et en contrepartie de celle-ci (sauf dans le cadre d'une conversion d'actions) après la date de clôture, mais au plus tard à cette date, moins tous les montants payés par la Société dans le cadre de tout achat aux fins d'annulation d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne après la date de clôture, mais au plus tard à cette date.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans la Société et les actions à droit de vote subalterne comporte un certain nombre de risques, dont beaucoup sont tributaires des activités devant être exercées par la Société, y compris le risque que la totalité du placement soit perdue. Outre tous les autres renseignements présentés dans la présente notice annuelle, les facteurs particuliers suivants pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société. D'autres risques et impondérables que la Société ne juge pas importants ou dont elle n'a pas connaissance à l'heure actuelle peuvent devenir des facteurs importants qui ont une incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société. La concrétisation de l'un des risques exposés ci-après pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les perspectives, la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

Facteurs de risque liés à l'impôt canadien

Régime fiscal applicable à la Société

La Société est imposée au cours de chaque année d'imposition, conformément à la partie I de la Loi de l'impôt, sur le montant de son revenu pour l'année, y compris le revenu qui est réputé s'accumuler en sa faveur à l'égard du REATB de l'une de ses SEAC ou de ses SEAC indirectes. Dans la mesure où une SEAC de la Société, y compris MI Co et MI Sub ou une SEAC indirecte, y compris MI Sub, gagne un revenu qui est qualifié de REATB pour une année d'imposition donnée de la SEAC ou de la SEAC indirecte, le REATB de la SEAC attribuable à la Société devra être inclus dans le calcul du revenu de la Société pour l'application de l'impôt sur le revenu fédéral canadien pour l'année d'imposition de la Société au cours de laquelle l'année d'imposition de la SEAC ou de la SEAC indirecte prend fin, que la Société reçoive réellement ou non une distribution au titre de ce REATB. Il est prévu que la Société, MI Co et MI Sub réalisent un REATB à l'égard de certains intérêts, dividendes et gains en capital qu'elles reçoivent à l'égard de leurs placements, y compris, dans certaines circonstances, un REATB qui découle du revenu réputé, conformément à l'article 94.1 de la Loi de l'impôt. Par conséquent, on s'attend à ce que la Société soit assujettie à l'impôt canadien même si elle pourra ne pas distribuer son revenu sous forme de dividendes aux porteurs.

Étant donné que la Société et ses filiales investiront dans des titres de placement émis par des émetteurs étrangers, la Société et ses filiales peuvent être assujetties à des retenues fiscales étrangères relativement à des paiements reçus ou réputés être reçus dans le cadre de ces placements, pour lesquelles elles pourraient ne pas pouvoir obtenir de dégrèvements sous forme de déductions ou de crédits applicables aux impôts qui devraient autrement être payés.

Les lois fiscales de l'Inde s'appliquant aux investisseurs directs et indirects dans les placements indiens, y compris les actionnaires de la Société, sont incertaines et en pleine évolution et il est difficile d'établir, sur le plan

pratique, comment elles pourraient s'appliquer aux ressortissants étrangers effectuant des opérations sur les actions d'une société ouverte à une bourse de valeurs étrangère. Par conséquent, il existe un risque qu'un actionnaire de la Société résident du Canada soit assujéti à un impôt sur le revenu ou à une retenue d'impôt en Inde sur les gains qu'il réalise à la disposition d'actions de la Société et les versements de dividendes effectués par la Société à ses actionnaires pourraient également être assujéti à une retenue d'impôt en Inde si les actions de la Société tirent, directement ou indirectement, leur valeur essentiellement des actifs qui se trouvent en Inde. La Loi de l'impôt contient des règles exhaustives qui accordent des crédits ou des déductions pour impôt étranger aux résidents canadiens à l'égard des impôts sur le revenu et des retenues d'impôt payées par ces résidents (ou en leur nom) à un gouvernement autre que le gouvernement canadien. Cependant, ces règles sont complexes et elles sont assujétiées à plusieurs exceptions et restrictions; par conséquent, il existe un risque qu'un actionnaire de la Société résident du Canada ne puisse obtenir un crédit et/ou une déduction pour impôt étranger qui compenserait entièrement le montant d'impôt indien payé par cet actionnaire. Se reporter à la rubrique ci-après « Facteurs de risque liés aux placements en Inde — Droit fiscal indien ».

Régime fiscal applicable à MI Co et à MI Sub

On suppose que MI Co et MI Sub seront, en tout temps, des non-résidents du Canada pour l'application de la Loi de l'impôt. Cependant, MI Co et MI Sub comptent des administrateurs qui sont des résidents du Canada. Une société dont l'« âme dirigeante » (*mind and management*) se trouve au Canada sera considérée comme un résident du Canada pour l'application de l'impôt sur le revenu fédéral canadien. La Société a l'intention d'exploiter MI Co et MI Sub de sorte que leur « âme dirigeante » (*mind and management*) ne réside pas au Canada et qu'elles n'exercent pas d'activités au Canada. Cependant, les conseillers juridiques de la Société ne peuvent donner aucune garantie quant à une telle détermination factuelle. S'il était conclu que MI Co ou MI Sub était un résident du Canada, MI Co ou MI Sub, selon le cas, serait assujéti à l'impôt au Canada sur son revenu mondial. S'il était conclu que MI Co ou MI Sub exerçait des activités au Canada, elle serait assujéti à l'impôt au Canada sur son revenu tiré de ses activités exercées au Canada.

Si MI Co et MI Sub sont des non-résidents du Canada en vertu de la Loi de l'impôt et qu'elles n'exercent aucune activité au Canada, elles ne devraient pas être assujétiées à l'impôt au Canada.

Facteurs de risque liés aux activités de la Société

Perte importante de capital

Les placements devant être réalisés par la Société sont de nature spéculative, et les acquéreurs d'actions à droit de vote subalterne peuvent perdre la totalité ou la quasi-totalité de leur placement dans la Société. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de faire ou de réaliser des placements ou de générer des rendements positifs. De plus, rien ne garantit que les rendements réalisés, le cas échéant, seront proportionnels aux risques découlant d'un placement dans les types de placements envisagés par la Société conformément à ses objectifs de placement. Ainsi seules les personnes qui peuvent se permettre de perdre la totalité de leur investissement devraient envisager un placement dans la Société.

Les actionnaires n'ont aucun droit de vote à l'égard des placements proposés par la Société

Pour déterminer la meilleure façon d'investir le produit net tiré du placement, la Société s'en remettra au conseiller en placements, qui sera chargé de repérer des placements appropriés. Par conséquent, les porteurs d'actions à droit de vote subalterne n'auront pas l'occasion d'approuver une occasion de placement de la Société ni de s'y opposer. Ainsi la Société peut aller de l'avant avec un placement même si la majorité des porteurs de titres de ses capitaux propres en circulation ne sont pas en faveur du placement proposé.

Nature à long terme du placement

Un placement dans les actions à droit de vote subalterne exige un engagement à long terme sans aucune certitude quant au rendement. La plupart des placements devant être faits par la Société ne devraient générer aucun rendement courant. Par conséquent, le remboursement du capital en faveur de la Société et la réalisation de gains, le cas échéant, sur un placement de la Société ne surviendront en règle générale qu'au moment de la réalisation ou de l'aliénation partielle ou totale du placement. Même si la Société peut réaliser un placement ou l'aliéner à tout moment, la réalisation ou l'aliénation de la plupart des placements de la Société n'aura pas lieu avant plusieurs années suivant le moment où le placement a été fait.

Nombre limité de placements

Sous réserve des restrictions en matière de concentration des placements, il est possible que la Société soit propriétaire d'un nombre limité de placements. Par conséquent, le fait qu'un ou plusieurs placements importants affichent un rendement médiocre ou que la Société doive déprécier la valeur d'un placement important peut avoir une incidence défavorable marquée sur le rendement global de la Société.

Concentration géographique des placements

La Société a l'intention d'investir la totalité du produit net tiré des placements dans diverses occasions de placement en Inde, et dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises ayant des clients, des fournisseurs ou des activités qui sont situés principalement en Inde ou qui dépendent principalement de ce pays. Par conséquent, le rendement de la Société sera particulièrement sensible aux changements économiques en Inde. La valeur marchande des placements de la Société, le revenu que réalise la Société et le rendement de la Société seront particulièrement sensibles aux changements dans la situation économique et la réglementation en Inde. Des changements défavorables dans la situation économique ou la réglementation en Inde peuvent avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les flux de trésorerie, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Manque éventuel de diversification

Bien que les placements de la Société doivent être réalisés en Inde et dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises ayant des clients, des fournisseurs ou des activités qui sont situés principalement en Inde ou qui dépendent principalement de ce pays, la Société n'a fixé aucun plafond précis relativement aux placements dans des entreprises d'un secteur ou d'une taille donnée. Par conséquent, les placements de la Société peuvent être plus sensibles aux variations de valeur qui découlent d'une conjoncture économique défavorable touchant une branche ou un secteur d'activité particulier en Inde que ce ne serait le cas si la Société était tenue de respecter certaines lignes directrices en matière de placement relativement à la diversification des entreprises.

Fluctuations des marchés des capitaux

La Société a l'intention d'investir à la fois dans des sociétés fermées et des sociétés cotées en bourse. Pour ce qui est des sociétés cotées en bourse, les fluctuations des cours de leurs titres peuvent avoir un effet défavorable sur la valeur de ces placements. De plus, l'instabilité générale du marché de la dette publique et d'autres marchés des valeurs mobilières peut freiner la capacité d'une entreprise de refinancer sa dette au moyen de la vente de nouveaux titres, ce qui restreindra les options de placement de la Société en ce qui a trait à un placement de portefeuille en particulier.

Au cours des dernières années, les marchés financiers mondiaux ont connu une volatilité et des perturbations extrêmes, comme en témoignent la faillite de grandes institutions financières, les radiations importantes subies par le secteur des services financiers, la réévaluation du risque de crédit, la non-disponibilité de crédit ou la révision à la baisse de la cote d'émetteurs souverains ou la possibilité d'un défaut de paiement de leur part, la sortie forcée ou le retrait volontaire d'un pays d'une monnaie commune et/ou la dévaluation. Malgré les mesures prises par des autorités gouvernementales, ces événements ont aggravé l'état de la conjoncture économique générale et ont entraîné de niveaux élevés de chômage dans les économies occidentales et la mise en place de mesures d'austérité par les gouvernements.

Cette détérioration des marchés des capitaux et de la conjoncture économique peut avoir un effet négatif sur les évaluations des positions de placement et sur la capacité de la Société de sortir, totalement ou partiellement, d'une position de placement. Une conjoncture économique défavorable peut également abaisser la valeur des sûretés garantissant certaines de ses positions, ce qui obligera la Société à donner des sûretés supplémentaires.

Compte tenu des conditions du marché, il est possible que la Société subisse d'importantes pertes réalisées et non réalisées au cours de périodes ultérieures, lesquelles peuvent avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats d'exploitation et la valeur d'un placement dans la Société.

Cadence à laquelle les placements sont réalisés

L'activité de la Société consiste à repérer, avec l'aide du conseiller en placements, des occasions de placement appropriées et à les réaliser. Le fait que la Société ne soit pas en mesure de repérer et de gérer ses placements en toute efficacité aurait une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Aucune garantie n'est donnée quant à la cadence à laquelle seront repérées et mises en œuvre des occasions de placement.

Il est également possible qu'il existe seulement un nombre restreint d'occasions de placement appropriées à un moment donné. De ce fait, il se peut que la Société, pendant qu'elle affecte le produit en espèces (tiré du produit net du placement, de rentrées de fonds futures ou autrement) non investi, détienne d'importantes réserves en espèces ou en quasi-espèces ou un nombre important de placements autorisés. Le fait que le capital ne soit pas investi pendant une longue période peut avoir une incidence défavorable sur le rendement global de la Société.

Risque lié aux positions de contrôle ou d'influence notable

Même si elle peut également faire des placements ne conférant pas le contrôle, en règle générale, la Société a l'intention, sous réserve du respect des lois applicables, d'effectuer des placements lui permettant d'acquérir le contrôle d'une entreprise ou d'exercer une influence notable sur sa direction et son orientation stratégique. L'exercice du contrôle d'une entreprise crée des risques de responsabilité supplémentaires liés aux dommages environnementaux, aux défauts de produit, à l'omission de surveiller la direction et à d'autres types de responsabilité dans lesquels la caractéristique de responsabilité limitée des activités d'exploitation peut être ignorée. Le fait de contrôler un placement peut exposer les actifs de la Société aux réclamations présentées par l'entreprise visée, ses actionnaires et ses créanciers. Bien que la Société ait l'intention de gérer ses placements de façon à réduire au minimum l'exposition à ces risques, il est possible que les entités qui présentent de telles réclamations obtiennent gain de cause.

Placements minoritaires

La Société peut effectuer des placements de capitaux propres minoritaires dans des entreprises dans lesquelles elle ne participe pas à la direction ou ne contrôle pas autrement les activités commerciales ou affaires internes. La Société surveillera le rendement de chaque placement et maintiendra un dialogue avec l'équipe de direction de chaque entreprise. Cependant, il incombera à la direction de l'entreprise d'exercer ses activités au quotidien, et il est possible que la Société n'ait pas le droit de contrôler l'entreprise.

Rang des placements de la Société et subordination structurelle

La Société investira dans des titres de capitaux propres et des titres de créance émis par des sociétés ouvertes et fermées. Les placements du portefeuille peuvent comporter d'autres créances qui sont de rang égal ou supérieur aux créances dans lesquelles la Société investit ou peuvent être autorisés à comporter de telles créances. Selon leurs modalités, ces titres de créance peuvent autoriser les porteurs à recevoir un versement d'intérêt ou un remboursement de capital au plus tard aux dates auxquelles la Société est autorisée à recevoir les paiements à l'égard des titres de créance dans lesquels elle investit. En outre, en cas d'insolvabilité, de liquidation, de dissolution, de réorganisation ou de faillite d'une entreprise faisant partie du portefeuille, les porteurs de titres de créance de rang supérieur au placement de la Société dans l'entreprise faisant partie du portefeuille seraient généralement autorisés à recevoir un paiement intégral avant que la Société ne reçoive de distribution. Après le remboursement de ces créanciers de premier rang, l'entreprise faisant partie du portefeuille pourrait ne pas avoir suffisamment d'actifs pour rembourser son obligation envers la Société. Si une créance est de rang égal avec les titres de créance dans lesquels investit la Société, cette dernière devrait partager à parts égales les distributions avec les autres créanciers détenant une telle créance en cas d'insolvabilité, de liquidation, de dissolution, de réorganisation ou de faillite de l'entreprise faisant partie du portefeuille pertinente.

Placements de suivi

Après le placement initial dans une entreprise, il est possible que la Société soit appelée à fournir des fonds additionnels ou qu'elle ait l'occasion d'augmenter son placement dans l'entreprise au moyen de l'exercice d'un bon de souscription ou d'un autre droit permettant l'achat de titres ou de financer d'autres placements par l'intermédiaire de l'entreprise. Rien ne garantit que la Société fera des placements de suivi ou que la Société aura des fonds suffisants pour faire de tels placements. Même si la Société possède des capitaux suffisants pour faire un placement de suivi souhaité, elle peut décider de ne pas aller de l'avant parce qu'elle ne souhaite pas hausser son niveau de risque, qu'elle préfère d'autres

occasions de placement ou qu'elle ne peut pas le faire en raison de ses lignes directrices en matière de placement. La décision de la Société de ne pas faire un placement de suivi ou son incapacité de le faire peut avoir une incidence négative sur l'entreprise faisant partie du portefeuille qui a besoin de ce placement, peut faire en sorte que la Société manque une occasion d'augmenter sa participation dans une entreprise à succès ou peut réduire le rendement prévu sur le placement.

Remboursements anticipés de titres de créance

Les placements dans des titres de créance faits par la Société peuvent être remboursés ou remboursés par anticipation par des entreprises faisant partie du portefeuille avant l'échéance. Dans ce cas, la Société réinvestira en règle générale le produit dans des placements temporaires avant de l'investir par la suite dans de nouvelles entreprises faisant partie du portefeuille. D'habitude, ces placements temporaires auront un rendement nettement inférieur à celui du titre de créance remboursé par anticipation, et il est possible que la Société connaisse d'importants retards avant de pouvoir réinvestir ces sommes. De plus, tout placement futur dans une nouvelle entreprise faisant partie du portefeuille peut présenter un rendement inférieur à celui du titre de créance qui a été remboursé. Par conséquent, le fait qu'une ou plusieurs entreprises faisant partie du portefeuille choisissent de rembourser par anticipation des sommes dues à la Société peut avoir une incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation de la Société. Des changements de taux d'intérêt peuvent entraîner l'accélération des remboursements par anticipation par rapport au rythme prévu, ce qui devancera dans les faits l'échéance du titre et fera en sorte que le titre soit moins susceptible de produire du revenu. En outre, les remboursements par anticipation, déduction faite des frais liés au remboursement anticipé (le cas échéant), peuvent avoir un effet négatif sur le rendement des capitaux propres de la Société.

Risques liés à l'aliénation de placements

Dans le cadre de l'aliénation d'un placement dans une entreprise, la Société peut être tenue de faire des déclarations sur l'entreprise et les affaires financières de l'entreprise ou peut être tenue responsable, à titre d'actionnaire vendeur, du contenu présenté dans les documents d'information continue conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société pourrait également être tenue d'indemniser les emprunteurs, les investisseurs ou les acheteurs d'un tel placement ou les preneurs fermes dans la mesure où une telle déclaration se révélerait inexacte ou trompeuse.

Financement provisoire

À l'occasion, la Société peut prêter des fonds à des entreprises sur une base à court terme et non garantie en prévision de l'émission ultérieure de titres de capitaux propres ou de titres à long terme. Le plus souvent, il sera possible de convertir ces prêts-relais en des titres plus permanents à long terme. Cependant, pour des raisons qui sont souvent indépendantes de la volonté de la Société, il se peut que l'émission de ces titres à long terme n'ait pas lieu et que l'encours des prêts-relais demeure. En pareil cas, le taux d'intérêt applicable à ces prêts peut ne pas tenir compte comme il se doit du risque lié à la position non garantie contractée par la Société.

Dépendance envers les employés clés et risques liés à la convention de conseils en placement

La direction et la gouvernance de la Société dépendent des services offerts par certains employés clés, y compris le conseiller en placements, Fairfax, à titre d'administrateur de portefeuille, et certains membres de la haute direction de la Société. La perte des services d'un employé clé, plus particulièrement V. Prem Watsa et Chandran Ratnaswami, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société ainsi que sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

La Société s'en remettra, à l'occasion, au conseiller en placements et à ses sous-conseillers, y compris Fairbridge, pour repérer des placements et lui donner des conseils relativement à leurs placements. Par conséquent, la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs en matière de placement dépend en grande partie du conseiller en placements et de sa capacité de repérer des occasions de placement attrayantes et de conseiller la Société à leur égard. Les placements de la Société sont donc tributaires des contacts d'affaires du conseiller en placements, de la capacité de ce dernier d'embaucher, de former, de surveiller et de gérer son personnel et de sa capacité de maintenir ses systèmes d'exploitation. Si la Société perdait les services offerts par le conseiller en placements ou ses employés clés ou si le conseiller en placements n'était pas en mesure de respecter ses obligations aux termes de la convention de conseils en placement, il est possible que les placements et les perspectives de croissance de la Société déclinent.

La Société peut ne pas être en mesure de répliquer la qualité et la profondeur de la direction offertes par le conseiller en placements si la Société décidait de repérer et de gérer ses propres placements ou si elle décidait d'embaucher un autre conseiller en placements. Les éventuels investisseurs ne doivent pas acquérir de titres de la Société à moins d'être prêts à s'en remettre aux administrateurs, aux administrateurs de MI, aux membres de la haute direction de la Société et de MI et au conseiller en placements. Dans certaines circonstances, la convention de conseils en placement peut être résiliée et elle n'est renouvelable qu'à certaines conditions. Par conséquent, rien ne garantit que la Société continuera de tirer avantage des services offerts par le conseiller en placements ou par Fairfax, y compris les services de leurs membres de la haute direction respectifs, que le conseiller en placements continuera d'être le conseiller en placements de la Société ou que Fairfax continuera d'offrir des services d'administration en matière de placement. Si le conseiller en placements cessait, peu importe la raison, d'être le conseiller en placements de la Société ou si Fairfax cessait d'offrir des services en matière de placement à la Société, les frais devant être engagés afin d'obtenir des services de remplacement pourraient se révéler supérieurs à ceux que la Société versera au conseiller en placements et à Fairfax aux termes de la convention de conseils en placement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs et de mener à bien sa stratégie, ce qui pourrait alors avoir une incidence défavorable et importante sur les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Incidences des honoraires

La Société sera tenue de verser les honoraires de consultation et d'administration (y compris les honoraires en fonction du rendement) à Fairfax. Le paiement de ces honoraires réduira à l'occasion les rendements réalisés des porteurs d'actions à droit de vote subalterne. Une tranche de ces honoraires sera payable à Fairfax, que la Société génère ou non des rendements de placement positifs.

Les honoraires en fonction du rendement peuvent inciter Fairfax à faire des placements spéculatifs

Les honoraires en fonction du rendement qui peuvent être payables à Fairfax peuvent inciter le conseiller en placements à faire ou à recommander des placements qui sont plus spéculatifs ou qui comportent plus de risque que ce qui aurait été le cas en l'absence d'un tel arrangement relatif à la rémunération. La façon dont les honoraires en fonction du rendement sont déterminés (calculés en fonction d'un pourcentage du rendement qui dépasse un montant précis du capital investi) peut encourager le conseiller en placements à utiliser un levier financier ou à en recommander l'utilisation afin d'améliorer le rendement sur les placements de la Société. Le recours à un levier financier et le risque accru correspondant lié au remplacement de ce levier financier à l'échéance pourrait augmenter le risque de défaut, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable et importante sur les flux de trésorerie, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Risques financiers et d'exploitation des placements

Les entreprises dans lesquelles la Société investit peuvent se dégrader en raison, entre autres choses, d'une évolution défavorable de leurs activités d'exploitation, d'un changement dans l'environnement concurrentiel ou d'un ralentissement économique. Par conséquent, les entreprises qui, selon la Société, devraient être stables, pourraient exercer leurs activités à perte ou pourraient s'attendre à le faire, ou encore pourraient connaître des variations substantielles dans les résultats d'exploitation, pourraient avoir besoin d'un important apport de capital afin de financer leurs activités ou de maintenir leur position concurrentielle, ou pourraient autrement connaître une mauvaise situation financière ou des difficultés financières. Dans certains cas, la réussite de la stratégie de placement de la Société dépendra, en partie, de la capacité de la Société de restructurer et d'améliorer les activités d'une entreprise dans laquelle elle a investi. Le fait de repérer et de mettre en œuvre des programmes de restructuration et d'améliorer les activités dans les entreprises comporte un degré élevé d'incertitude. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de repérer et de mettre en œuvre avec succès ces programmes de restructuration et ces améliorations.

Bien que la Société mette l'accent sur un contrôle serré du risque dans le cadre de sa stratégie de placement, rien ne garantit qu'il sera possible de maîtriser avec succès les divers risques liés à un placement ou d'éviter l'ensemble des pertes.

Affectation du personnel

Les dirigeants et les employés du conseiller en placements ne seront pas en mesure de consacrer toute leur attention et tout leur temps de travail à la Société étant donné qu'ils continueront de participer aux activités des autres

secteurs d'activité du conseiller en placements. Les dirigeants et les employés du conseiller en placements consacreront aux affaires de la Société le temps et l'attention qu'ils jugent raisonnablement nécessaires afin de mener à bien les activités et de s'acquitter de façon satisfaisante de leurs obligations aux termes de la convention de conseils en placement.

Conflits d'intérêts éventuels

La Société s'en remettra à l'expertise du conseiller en placements pour ce qui est de repérer des occasions de placement et de donner des conseils à leur égard, d'exécuter des opérations, et pour ce qui est des compétences de gestion d'actifs. Le conseiller en placements offre également des services semblables à d'autres filiales de Fairfax. Les services de consultation devant être fournis par le conseiller en placements aux termes de la convention de conseils en placement seront offerts sur une base non exclusive à la Société et à ses filiales et, par conséquent, le conseiller en placements n'est assujéti à aucune restriction qui l'empêcherait d'offrir de services semblables à d'autres entités, y compris à Fairfax et à ses filiales, ou de se lancer dans d'autres activités dans l'avenir (que les objectifs, les stratégies ou les politiques de placement soient semblables à ceux de la Société ou non). La Société reconnaît que le conseiller en placements répartira les occasions de placement parmi la Société et ses filiales et les autres clients de portefeuille du conseiller en placements conformément à sa politique sur la répartition équitable. En raison de cette politique sur la répartition équitable, il se peut que la Société ne puisse pas participer à une occasion de placement repérée par le conseiller en placements qui se conformerait autrement aux objectifs et aux restrictions en matière de placement de la Société. De plus, même si la répartition des occasions de placement se fera conformément à la politique sur la répartition équitable du conseiller en placements, il est possible que ce dernier soit aux prises avec des conflits d'intérêts au moment de répartir des occasions de placement parmi la Société et les autres clients de portefeuille du conseiller en placements.

Il n'est pas interdit au conseiller en placements de créer d'autres fonds d'investissement, de conclure d'autres relations d'affaires en matière de conseils en placement, d'exercer une responsabilité quant aux placements, de se lancer dans d'autres activités commerciales (ou non commerciales) ou d'acheter, de vendre, de détenir ou de négocier autrement, directement ou indirectement, des titres pour le compte d'une autre entreprise ou pour d'autres clients de portefeuille (notamment, au nom des clients qui investissent ou qui peuvent investir dans la Société). Ces activités peuvent livrer concurrence à la Société ou exiger beaucoup de temps et de ressources du conseiller en placements. Ces activités, y compris l'établissement d'autres fonds d'investissement dont la concentration peut être plus ou moins élevé ou sensiblement la même que celle de la Société, peuvent donner lieu à d'autres conflits d'intérêts.

De plus, certaines filiales indirectes indiennes de Fairfax, dont chacune compte sa propre équipe de direction, continueront d'exercer leurs activités existantes comme bon leur semble et de repérer d'autres occasions de placement en Inde pour elles, à leur gré. Cette concurrence peut augmenter le coût des occasions de placement qui sont susceptibles d'intéresser la Société, accroître la concurrence autour des ces occasions de placement en général ou empêcher leur concrétisation.

En outre, les administrateurs MI feront affaire à l'occasion, dans le cadre de leurs responsabilités individuelles, avec des parties avec lesquelles la Société ou ses filiales peuvent faire affaire ou chercheront à repérer des placements semblables à ceux qui sont susceptibles d'intéresser la Société ou ses filiales. Il est possible que les intérêts de ces personnes entrent en conflit avec ceux de la Société ou de ses filiales. Le droit des sociétés applicable renferme des dispositions sur les conflits d'intérêts selon lesquelles les administrateurs sont tenus de divulguer leurs intérêts dans certains contrats et certaines opérations et de s'abstenir de voter à l'égard de ces questions.

Le fait que certains administrateurs fassent partie du groupe du conseiller en placements peut aussi donner lieu à certains conflits. Même si la Société et le conseiller en placements concluront certains arrangements, le conseiller en placements et les membres de son groupe exercent leurs activités dans de nombreux secteurs, et la Société peut, par conséquent, participer à des opérations qui entrent en conflit avec les intérêts du conseiller en placements et/ou des membres de son groupe.

La responsabilité du conseiller en placements est limitée, et la Société et le conseiller en placements n'ont pas été représentés par des conseillers juridiques distincts

Aux termes de la convention de conseils en placement, le conseiller en placements n'engage aucunement sa responsabilité outre le fait qu'il se charge de s'acquitter des obligations, des devoirs et des responsabilités exposés dans la convention de conseils en placement. Par conséquent, le droit de la Société d'obtenir des dommages-intérêts du conseiller en placements peut se limiter aux dommages-intérêts découlant du respect ou du non-respect des responsabilités énoncées

de façon explicite dans la convention de conseils en placement. De plus, la convention de conseils en placement comprend des dispositions qui prévoient l'exonération du conseiller en placements et de personnes liées à l'égard de toute responsabilité liée à l'exécution de leurs obligations aux termes de la convention de conseils en placement ou l'indemnisation du conseiller en placements ou de personnes liées dans certaines circonstances, même si le conseiller en placements a fait preuve de négligence. Ces protections en matière de responsabilité peuvent faire en sorte que le conseiller en placements accepte un degré de risque plus élevé au moment de prendre des décisions ou de donner des conseils en matière de placement que ce qui aurait autrement été le cas, y compris lorsque vient le temps de déterminer si le recours à un levier financier est approprié ou de donner des conseils relativement à un levier financier dans le cadre de certains placements.

La Société et le conseiller en placements n'ont pas été représentés par des conseillers juridiques distincts dans le cadre de l'organisation de la Société, de ses activités, de ses relations contractuelles et du placement, et les modalités de ces accords n'ont pas été négociées sans lien de dépendance.

L'inconduite d'employés chez le conseiller en placements pourrait nuire à la Société

Le risque existe que les employés du conseiller en placements fassent preuve d'une inconduite qui a une incidence défavorable sur la réputation et les activités du conseiller en placements et sur sa capacité de mettre en œuvre avec succès sa stratégie de placement, ce qui peut, par ricochet, nuire aux activités et à la situation financière de la Société. Les activités du conseiller en placements l'amènent souvent à s'occuper de questions confidentielles touchant les sociétés sur lesquelles il peut donner des conseils ou dans lesquelles il peut investir. Il n'est pas toujours possible de déceler ou de décourager l'inconduite des employés, et les mesures que prend le conseiller en placements afin de déceler et de décourager ce type d'activités peuvent se révéler inefficaces dans certains cas. Si l'un des employés du conseiller en placements devait faire preuve d'inconduite ou être accusé d'inconduite, que ce soit fondé ou non, il se peut que les activités et la réputation du conseiller en placements en souffrent et qu'il en découle une perte de confiance de la part des investisseurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

Les méthodes d'évaluation comportent des jugements subjectifs

Pour les besoins de la communication de l'information financière conformément aux IFRS, l'actif et le passif de la Société seront évalués selon les IFRS. Par conséquent, la Société est tenue d'appliquer un cadre précis afin de déterminer la juste valeur de son actif et de son passif et, dans ses états financiers audités, de fournir certains renseignements sur les évaluations à la juste valeur.

Les directives comptables sur les évaluations à la juste valeur établissent un cadre hiérarchique pour la divulgation de l'information qui classe le caractère observable des données du marché utilisées dans l'évaluation d'instruments de financement à la juste valeur. Le caractère observable des données dépend d'un certain nombre de facteurs, y compris le type d'instrument financier, les caractéristiques propres à l'instrument financier et l'état du marché, y compris l'existence d'opérations conclues entre les participants du marché et leur transparence. Les instruments financiers dont le cours est facilement accessible ou dont une juste valeur peut être calculée à partir des cours dans des marchés actifs auront généralement un caractère observable élevé pour ce qui est du cours et le jugement exercé au moment de déterminer la juste valeur sera moindre.

Une tranche des placements de portefeuille de la Société peut être sous forme de titres qui ne sont pas cotés en bourse. La juste valeur des titres et d'autres placements qui ne sont pas cotés en bourse pourrait être difficile à établir. La Société évaluera ces titres sur une base trimestrielle selon la juste valeur calculée de bonne foi par la Société et conformément aux politiques et aux procédures d'évaluation décrites à la rubrique « Calcul de l'actif total et de la valeur liquidative ». Cependant, il est possible que la Société soit tenue d'évaluer ses titres selon la juste valeur, tel qu'il est établi de bonne foi par le conseil afin de tenir compte des événements marquants qui influent sur la valeur de ses titres. La Société peut faire appel aux services d'une société d'évaluation indépendante pour l'aider à calculer la juste valeur de ces titres. Les facteurs qui peuvent entrer en ligne de compte dans le cadre de l'évaluation à la juste valeur des placements de la Société comprennent la nature et la valeur pouvant être réalisée de toute garantie, la capacité de l'entreprise faisant partie du portefeuille d'effectuer des paiements ainsi que ses bénéfices, les marchés dans lesquels le placement de portefeuille fait affaire, la comparaison avec des sociétés cotées en bourse, la valeur actualisée des flux de trésorerie et d'autres facteurs pertinents. Étant donné que ces évaluations, et plus particulièrement les évaluations de titres et de sociétés qui ne sont pas cotés en bourse, sont de nature incertaine, elles peuvent fluctuer sur de courtes périodes et peuvent être fondées sur des estimations, et la juste valeur déterminée par la Société pourrait différer sensiblement de la valeur qui aurait été utilisée si

un marché organisé pour la négociation de ces titres avait existé. Le fait que les évaluations de la Société à l'égard de la juste valeur de ses placements sont nettement supérieures aux valeurs qu'elle réalise finalement au moment d'aliéner ces titres peut avoir une incidence défavorable importante sur la valeur de l'actif total de la Société.

De plus, la valeur du portefeuille de la Société peut être touchée par des modifications apportées aux normes, aux politiques ou aux pratiques comptables. À l'occasion, la Société sera tenue d'adopter de nouvelles normes ou lignes directrices comptables ou des normes ou lignes directrices révisées. Il se peut que les normes comptables futures que doit adopter la Société influent sur l'évaluation de l'actif et du passif de la Société.

En raison d'une grande variété de facteurs du marché et de la nature de certains titres que la Société détiendra, rien ne garantit que la valeur établie par la Société ou une société d'évaluation tierce représentera la valeur qui sera réalisée finalement par la Société au moment d'aliéner le placement ou qui serait réalisée en fait à l'aliénation immédiate du placement. En outre, les évaluations devant être effectuées par la Société ou une société d'évaluation tierce sont différentes en soi de l'évaluation des titres détenus par la Société qui serait effectuée si la Société était forcée de liquider la totalité ou une partie importante de ses titres, et cette évaluation de liquidation pourrait être sensiblement plus faible.

Poursuites

De temps à autre, la Société peut être partie à diverses réclamations en droit ou procédures réglementaires au Canada, en Inde, à Maurice ou ailleurs. L'existence de telles réclamations contre la Société ou les membres de son groupe, ses administrateurs ou ses dirigeants, pourrait avoir différents effets défavorables, y compris l'engagement de frais juridiques importants pour leur défense, même si ces réclamations sont sans fondement. La Société a l'intention de gérer le risque juridique et réglementaire inhérent à ses activités de tous les jours principalement en mettant en œuvre des politiques, des procédures et des contrôles appropriés. Les conseillers juridiques internes et externes de la Société sont également censés travailler en collaboration étroite avec la Société afin de cerner et d'atténuer le risque juridique et réglementaire éventuel.

Fluctuation de change

L'ensemble des placements de portefeuille de la Société, une fois réalisés, sera effectué en Inde, dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises ayant des clients, des fournisseurs ou des activités qui sont situés principalement en Inde ou qui dépendent principalement de ce pays, ou encore dans des placements autorisés, et la situation financière et les résultats de ces placements devraient être libellés principalement en roupies indiennes (l'« INR »). La monnaie de présentation de la Société est le dollar américain. Par conséquent, les revenus et les frais associés aux placements indiens seront convertis selon des taux de change moyens en vigueur au cours de la période de présentation applicable. L'actif et le passif seront convertis selon les taux de change en vigueur à la date du bilan. Par conséquent, la situation financière consolidée de la Société est assujettie au risque de change, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Bien que la Société puisse conclure des contrats de couverture du risque de change à l'égard de ses flux de trésorerie en devises, rien ne garantit que la Société le fera ou, si elle le fait, que la totalité du montant exposé au risque de change sera couvert à tout moment.

Risques liés aux instruments dérivés

La Société peut utiliser des techniques de couverture pour réduire au minimum certains risques d'investissement que représentent les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change; toutefois, la Société ne peut garantir l'efficacité de ces stratégies. Si la Société s'engage dans des opérations de couverture, elle peut être exposée aux risques propres à ce type d'opérations. La Société peut avoir recours à des instruments comme des contrats à terme de gré à gré, des contrats d'options sur devises et des swaps de taux d'intérêt, des plafonds, des tunnels de change et des planchers pour obtenir une couverture contre les variations de la valeur relative des positions de portefeuille de la Société découlant de fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés. La couverture contre une baisse de la valeur des positions de portefeuille de la Société n'élimine pas toute possibilité de variations de la valeur de ces positions ni n'empêche-t-elle des pertes si les valeurs de ces positions fléchissent. Cependant, une telle couverture peut établir d'autres positions conçues pour tirer profit de ces mêmes développements, compensant ainsi le fléchissement des valeurs de ces positions de portefeuille. De telles opérations de couverture peuvent également limiter la possibilité de réaliser des gains si la valeur des positions de portefeuille devait augmenter. Qui plus est, il pourrait être impossible de couvrir une fluctuation des taux de change ou des taux d'intérêt si une telle fluctuation est prévue de façon si générale que la Société n'est pas en mesure de conclure une opération de couverture à un prix acceptable.

Le degré de corrélation entre les fluctuations des prix des instruments utilisés dans le cadre d'une stratégie de couverture et les fluctuations des prix des positions de portefeuille couvertes peut varier. De plus, pour diverses raisons, la Société peut ne pas chercher à établir une corrélation parfaite entre ces instruments de couverture et les avoirs en portefeuille couverts. Une telle corrélation imparfaite pourrait empêcher la Société de réaliser la couverture souhaitée et l'exposer au risque de perte. En outre, il pourrait être impossible de couvrir totalement ou parfaitement les fluctuations des taux de change ayant une incidence sur la valeur des titres libellés dans des devises autres que le dollar américain. Bien que la Société n'ait pas actuellement l'intention de s'engager dans les opérations de couverture décrites ci-dessus, elle se réserve néanmoins le droit de le faire dans l'avenir.

Qualités et risques inconnus des placements futurs

Bien que les dirigeants et les administrateurs de la Société et le conseiller en placements tenteront d'évaluer les risques propres à un placement donné, rien ne garantit que la Société ou le conseiller en placements déterminera ou évaluera comme il se doit tous les risques importants ou que la Société ou le conseiller en placements aura suffisamment de temps pour réaliser les enquêtes appropriées dans le cadre du contrôle préalable. De plus, certains de ces risques pourraient être indépendants de la volonté de la Société, ce qui signifie que la Société ne serait pas en mesure de contrôler ou de réduire la probabilité que ces risques aient une incidence défavorable sur une entreprise cible.

Aucun avis ne devrait être obtenu de banques d'investissement ou de cabinets comptables indépendants

La Société n'est pas tenue d'obtenir d'une banque d'investissement ou d'un cabinet comptable indépendant un avis selon lequel le prix que la Société paie pour un placement particulier est équitable pour la Société d'un point de vue financier. Si aucun avis n'est obtenu, les porteurs d'actions à droit de vote subalterne se fonderont sur le jugement du conseil et de ses membres de la haute direction ainsi que du conseiller en placements, lesquels détermineront la juste valeur marchande en se fondant sur des normes généralement acceptées dans les milieux financiers. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la Société n'a pas l'intention d'obtenir un avis d'une banque d'investissement ou d'un cabinet comptable indépendant avant de faire chacun de ses placements.

Des ressources pourraient être dilapidées dans la recherche d'occasions de placement qui ne seront finalement pas concrétisées

La Société prévoit que la tenue d'une enquête sur chaque occasion de placement particulière qui a été recommandée par le conseiller en placements et que la négociation, l'ébauche et la signature des conventions, des documents d'information et des autres actes pertinents prendront beaucoup de temps et demanderont beaucoup de ressources de la part des membres de la direction et entraîneront des coûts substantiels, notamment pour les comptables et les avocats. Si la Société choisissait de ne pas aller de l'avant avec un placement particulier, elle ne devrait vraisemblablement pas pouvoir récupérer les coûts engagés jusqu'à ce point pour l'opération proposée. Qui plus est, si la Société concluait une entente relativement à un placement particulier, elle pourrait ne pas faire le placement pour un certain nombre de raisons, y compris des raisons indépendantes de sa volonté. Toute situation de ce type sera autant susceptible d'entraîner la perte pour la Société des coûts connexes engagés, notamment pour les comptables et les avocats.

Des placements pourront être faits dans des entreprises fermées étrangères alors que l'information les concernant n'est pas fiable ou ne peut pas être obtenue

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de placement de la Société, la Société peut chercher à faire un ou plusieurs placements dans des entreprises fermées. Comme l'information accessible au public concernant les entreprises fermées est minimale, la Société pourrait devoir prendre la décision de faire un placement éventuel dans une entreprise fermée en ne se fondant que sur de l'information limitée, ce qui pourrait l'amener à investir dans une entreprise qui n'est pas aussi profitable que la Société ne le supposait initialement, si tant est que le placement est profitable.

Les placements dans des entreprises privées posent certains risques supplémentaires par rapport aux placements dans des sociétés ouvertes, y compris que les entreprises privées :

- ont un accès restreint aux marchés financiers, ce qui vient réduire leurs ressources en capital et leur capacité à résister aux difficultés financières;

- peuvent avoir des ressources financières limitées et être incapables de satisfaire à leurs obligations aux termes des titres de créance que la Société peut détenir, ce qui peut aller de pair avec une détérioration de la valeur des biens donnés en garantie et une diminution de la probabilité que la Société réalise les garanties qu'elle a obtenues relativement à son placement;
- peuvent avoir des antécédents d'exploitation moindres, des gammes de produits réduites et des parts de marché inférieures que les entreprises de plus grande taille, ce qui tend à les rendre plus vulnérables aux démarches de ses concurrents et à l'évolution des conditions des marchés ainsi qu'aux ralentissements économiques généraux;
- sont plus susceptibles de dépendre des personnes de talent qui font partie de leur équipe de direction ainsi que des efforts déployés par un petit groupe de personnes; dès lors, le fait que l'une ou plusieurs de ces personnes décèdent, deviennent invalides, démissionnent ou soient licenciées pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le placement du portefeuille et, par ricochet, sur la Société;
- ont en général des résultats d'exploitation moins prévisibles, peuvent à l'occasion être parties à un litige, peuvent exercer leurs activités dans un secteur qui évolue rapidement et dont les produits sont exposés à un risque important d'obsolescence, et peuvent avoir besoin de capitaux supplémentaires substantiels pour soutenir leur exploitation, financer leur expansion ou maintenir leur position concurrentielle.

Information non publique et importante

La Société peut largement participer à la conduite, aux affaires ou à la gestion d'entreprises faisant partie du portefeuille dans lesquelles elle investit, ou exercer une grande influence à cet égard. Des administrateurs, des dirigeants, des employés et des représentants désignés de la Société ainsi que des personnes qui ont des liens avec la Société ou des membres de son groupe peuvent, à l'occasion, siéger à titre d'administrateurs, ou exercer des fonctions semblables, dans des entreprises dans lesquelles la Société investit. En raison des responsabilités qui leur incombent relativement à ces activités et à d'autres activités, certains membres du personnel ou conseillers de la Société ou du conseiller en placements peuvent obtenir de l'information non publique confidentielle ou importante ou peuvent se voir interdire d'effectuer des opérations sur certains titres. La Société n'aura pas le droit de faire des démarches en se fondant sur l'information ainsi obtenue. De plus, ces personnes peuvent être assujetties à des restrictions visant les opérations conformément aux politiques internes sur les opérations de ces entreprises. En raison de ces restrictions, la Société ne sera pas nécessairement en mesure de faire des opérations qu'elle aurait pu faire autrement et elle ne sera pas nécessairement en mesure de vendre un placement qu'elle aurait autrement pu vendre. La Société n'aura pas nécessairement accès à de l'information non publique et importante qui est en la possession du conseiller en placements et qui pourrait être pertinente pour une décision de placement qu'elle doit prendre et la Société pourrait faire une opération ou procéder à la vente d'un placement alors qu'elle n'aurait pas fait cette opération ou qu'elle n'aurait pas procédé à cette vente si elle avait eu connaissance de cette information.

Caractère illiquide des placements

Certains des placements de la Société en Inde ou dans des entreprises indiennes ou d'autres entreprises dont les clients, les fournisseurs ou les activités dépendent principalement de l'Inde ou dont les activités sont exercées principalement en Inde devraient viser des entreprises privées et, par ricochet, être très illiquides. Par conséquent, rien ne garantit que la Société sera en mesure de réaliser la valeur de ses placements en temps opportun, si tant est qu'elle puisse le faire, ce qui peut aussi faire en sorte qu'il soit difficile d'évaluer avec exactitude la valeur de la Société. L'illiquidité peut résulter de l'absence de marché établi pour les placements ainsi que de restrictions légales ou contractuelles visant leur revente. De plus, les placements dans des entreprises fermées sont de par leur nature souvent difficiles à liquider et le processus de liquidation est souvent long. Si la Société doit liquider rapidement la totalité ou une partie de ses placements en portefeuille, elle peut obtenir un montant nettement inférieur à la valeur à laquelle la Société avait précédemment inscrit ces placements.

En outre, il est possible que les entreprises faisant partie du portefeuille qui ne sont pas cotées et dans lesquelles la Société investit envisagent d'inscrire leurs titres à la cote d'une bourse indienne ou étrangère dans le but de créer de la liquidité pour leurs investisseurs. Toutefois, rien ne garantit qu'une telle inscription créera un mécanisme de sortie viable, comme ces titres peuvent avoir de faibles volumes de négociation et une faible capitalisation boursière au moment de leur

cession prévue. Qui plus est, les règlements du SEBI imposent généralement une période d'immobilisation aux avoirs des promoteurs dans des entreprises qui cherchent à obtenir une inscription à la cote par voie de premiers appels publics à l'épargne, ce qui réduirait la liquidité sur le marché secondaire. Même si la Société s'efforcerait en règle générale à éviter ou à réduire ces restrictions en matière d'immobilisation en ce qui concerne ses avoirs en actions de ses placements de portefeuille, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de le faire.

Marché concurrentiel pour les occasions de placement

La Société livrera concurrence à un grand nombre d'autres investisseurs axés sur l'Inde, comme des fonds de capital-investissement, des fonds mezzanine, des banques d'investissement et d'autres fonds d'investissement ouverts et fermés axés sur les titres de capitaux de propres et non axés sur les titres de capitaux propres, et d'autres sources de financement, y compris des sociétés de services financiers classiques, comme les banques commerciales. Les concurrents peuvent avoir un coût de financement inférieur et avoir accès à des sources de financement dont la Société ne dispose pas. De plus, certains concurrents de la Société peuvent avoir une tolérance au risque supérieure ou des évaluations de risques différentes, ce qui leur permettrait d'envisager un plus grand éventail de placements et d'établir davantage de relations et de faire croître leurs parts de marché respectives. Rien ne garantit que les pressions concurrentielles subies par la Société n'auront pas d'incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. De plus, en raison de cette concurrence, la Société ne pourra pas nécessairement tirer parti des occasions de placement intéressantes qui se présentent à l'occasion et rien ne garantit qu'elle sera en mesure de repérer et de faire des placements.

La réussite de la Société dépendra de la disponibilité d'occasions de placement appropriées et de la capacité du conseiller en placements de repérer de telles occasions, d'en définir la source et de faire des recommandations à leur égard. Rien ne garantit qu'il y aura un nombre suffisant d'occasions de placement appropriées pour que la Société puisse investir la totalité du produit net des placements ou que ces occasions de placement donneront effectivement lieu à des placements par la Société. Comme il est précisé ci-dessus, la Société livrera concurrence à des fonds de capital-investissement ainsi qu'à des fonds mezzanine, à des investisseurs institutionnels et, éventuellement, à des investisseurs stratégiques pour d'éventuels placements. En raison de cette concurrence, rien ne garantit que la Société sera en mesure de repérer des occasions de placement appropriées, d'acquérir les placements selon des modalités acceptables, d'atteindre son taux de rendement ciblé ou d'investir la totalité du produit net du placement.

Utilisation de levier financier

La Société peut utiliser un levier financier lorsqu'elle fait des placements. La capacité d'obtenir des taux de rendement intéressants sur ces placements dépendra largement de la capacité continue de la Société d'avoir accès à des sources de financement par emprunt selon des modalités intéressantes. Toute hausse des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés ou toute augmentation de la répartition des risques exigée par les prêteurs ferait en sorte qu'il devienne plus coûteux pour la Société de financer ses placements, ce qui viendrait réduire à son tour les rendements nets obtenus. Des taux d'intérêt accrus pourraient également avoir pour résultat qu'il devienne plus difficile pour la Société de repérer et de faire des placements puisque d'autres acheteurs éventuels, y compris des sociétés en exploitation qui agissent à titre d'acheteurs stratégiques, pourraient faire une offre plus élevée pour un actif du fait que leur coût du capital global est moindre. La disponibilité de capitaux sur les marchés de la dette est très volatile et la Société ne sera pas nécessairement en mesure d'avoir accès à ces marchés selon des modalités intéressantes, si tant est qu'elle y ait accès, lorsqu'elle réalise un placement. L'une des circonstances mentionnées ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Investissements dans des entreprises à levier financier

La Société peut investir dans des entreprises à fort levier financier, ce qui comporte un degré de risque élevé et accroîtra l'exposition de la Société à des facteurs économiques défavorables, comme les ralentissements économiques ou les détériorations de l'état de l'entreprise dans laquelle la Société a choisi d'investir ou dans son secteur. Si une entreprise dans laquelle la Société investit ne peut générer des flux de trésorerie appropriés pour satisfaire à ses obligations en matière de service de la dette, la Société peut perdre la totalité ou une partie du capital investi dans l'entreprise. Un tel événement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le rendement réalisé par la Société sur son investissement.

Règlementation

La Société est assujettie à diverses lois et divers règlements régissant son entreprise, ses normes d'emploi, ses taxes et impôts et d'autres questions. Il est possible que des changements apportés dans l'avenir aux lois ou aux règlements fédéraux ou provinciaux ou de *common law* applicables ou que des changements apportés à leur application ou à leur interprétation puissent entraîner des changements dans les exigences légales visant la Société (y compris rétroactivement). Tout changement dans les lois régissant la Société pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les placements de la Société et son entreprise en général. Il est impossible de prédire s'il y aura dans l'avenir des changements dans les régimes de réglementation auxquels la Société est assujettie ni quel sera l'effet de tels changements sur ses placements. De la même façon, les entreprises dans lesquelles la Société entend investir devraient être principalement assujetties aux lois indiennes. Tout changement dans les lois indiennes actuelles pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les entreprises dans lesquelles la Société investit, ce qui pourrait, par ricochet, avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

La Société n'est pas assujettie aux règles visant les SAVS de la TSX

Il est entendu que la Société n'est pas assujettie aux règles visant les SAVS de la TSX. Par conséquent, les investisseurs qui participent au placement ne bénéficieront pas de certaines des caractéristiques de protection des investisseurs que les SAVS doivent mettre en place aux termes des règles visant les SAVS, y compris : (i) les acheteurs d'actions à droit de vote subalterne n'auront pas le droit d'approuver au préalable les placements effectués en Inde; et (ii) il n'y aura aucune mesure mise en place pour remettre des fonds à des acheteurs d'actions à droit de vote subalterne si une partie du produit du placement n'est pas utilisée.

Facteurs de risque liés aux placements en Inde

Restrictions visant les placements et le rapatriement

Les placements étrangers dans les titres d'entreprises indiennes font l'objet, à divers degrés, de restrictions ou de contrôles. Ces restrictions ou ces contrôles peuvent limiter, voire empêcher, les placements étrangers dans certains secteurs et accroître les coûts et les frais qui incombent à la Société. Bien que ces restrictions aient été progressivement assouplies pour permettre les placements étrangers et les attirer, rien ne garantit que cette politique de libéralisation sera maintenue. Tout renversement d'une telle politique pourrait être appliqué rétrospectivement et avoir une incidence sur la valeur tirée de placements en cours ainsi que sur la capacité de la Société de garantir des droits négociés.

Pour que la Société puisse acquérir des titres indiens inscrits à la cote d'une bourse en Inde ou des titres de créance indiens, la Société ou l'une de ses filiales devra être inscrite à titre d'investisseur de portefeuille étranger en Inde en vertu des règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers. La Société entend faire ses placements en Inde conformément à l'inscription à titre d'investisseur de portefeuille étranger accordé par le SEBI à MI Sub, cette inscription ayant été obtenue par MI Sub. En vertu des règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers, les avoirs individuels d'un investisseur de portefeuille étranger doivent être inférieurs à 10 % du capital-actions libéré total d'une société inscrite à la cote d'une bourse en Inde. Le total des avoirs des investisseurs de portefeuille étrangers doit être inférieur à 24 % du capital-actions libéré total de la société (ou à tout autre pourcentage supérieur approuvé par la société assujettie au plafond sectoriel). Dans la mesure où les limites maximales visant les investisseurs de portefeuille étrangers ont été atteintes pour la société, plus aucun placement ne sera autorisé dans celle-ci par un investisseur de portefeuille étranger. Dès lors, aux termes de l'inscription à titre d'investisseur de portefeuille étranger, le montant que MI Sub peut investir dans une entreprise donnée peut être limité et les occasions de placement dans certains émetteurs ou secteurs peuvent être restreintes, voire totalement inexistantes.

Après la réception des inscriptions nécessaires, il est aussi possible que la licence accordée à MI Sub soit révoquée ou suspendue. Si l'inscription à titre d'investisseur de portefeuille étranger n'était pas accordée ou prorogée à un moment donné, MI Sub et la Société ne seraient pas autorisées à acquérir des titres indiens inscrits à la cote d'une bourse en Inde ni plusieurs types de titres de créance d'entreprises indiennes. MI Co pourrait, dans un tel cas, faire certains placements en tant qu'investisseur dans des investissements étrangers directs, sous réserve des dispositions de la politique et des règlements établis par le gouvernement de l'Inde en matière d'investissements étrangers directs. Toutefois, dans un tel cas, la Société, avec ses filiales, ne serait pas autorisée à acquérir des titres par l'intermédiaire d'une bourse de valeurs reconnue en Inde (ce qui signifie qu'il deviendra moins intéressant, du point de vue de l'imposition, pour les actionnaires indiens actuels de vendre des actions à la Société).

La capacité de la Société d'investir dans certaines entreprises peut être restreinte, et rien ne garantit que d'autres restrictions visant les placements autorisés pour un investisseur de portefeuille étranger ne seront pas imposées dans l'avenir ou que les règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers ne seront pas modifiés, clarifiés, interprétés par voie de décision judiciaire ou administrative ou remplacés dans l'avenir de façon à nuire à la Société. Par conséquent, la révocation ou la suspension de cet inscription à titre d'investisseur de portefeuille étranger pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, les activités et les résultats financiers de la Société.

La capacité d'investir dans des titres indiens, de changer des roupies indiennes en dollars américains et de rapatrier des revenus de placements, des capitaux et le produit de la vente de ses placements dans des titres indiens est assujettie à la loi indienne intitulée *Foreign Exchange Management Act, 1999* (la « **FEMA** ») et aux règles, règlements et avis pris en application de cette loi ainsi qu'à la politique et aux règlements en matière d'investissements étrangers mis en place par le gouvernement indien. Dans certains cas, comme la modification d'une loi ou d'un règlement ou la perte de l'autorisation à titre d'investisseur de portefeuille étranger, il peut être nécessaire d'obtenir l'inscription ou l'approbation auprès d'un organisme gouvernemental à l'égard du rapatriement de revenus de placements, de capitaux ou du produit de la vente de titres par des investisseurs étrangers. De plus, advenant une détérioration de la balance des paiements de l'Inde ou pour toute autre raison, l'Inde peut restreindre temporairement les envois de capitaux étrangers à l'étranger. Tout retard dans l'obtention de l'approbation requise d'un organisme gouvernemental à l'égard du rapatriement de capitaux, ou tout refus d'accorder une telle approbation, ainsi que l'imposition de restrictions sur les placements à la Société pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. La Société sera assujettie aux retenues d'impôt et à l'impôt sur les gains en capital lorsqu'ils s'appliquent.

La Société et MI Co entendent faire des placements dans des titres de capitaux propres de sociétés indiennes cotées et non cotées à titre d'investissements étrangers directs. Bien que les avoirs en actions ne soient pas plafonnés pour un investissement étranger direct, il existe des limites sectorielles, une immobilisation minimale des placements, des exigences minimales de capitalisation, des directives en matière de prix et des exigences quant à la communication de l'information. En outre, ceux qui investissent dans des investissements étrangers directs ne sont pas autorisés à investir dans des titres de créance, sauf des obligations convertibles en devises, lesquelles seront assujetties à un plafonnement du coût réel, à des restrictions visant les emprunteurs admissibles, à des restrictions visant les prêteurs reconnus, à des exigences minimales en matière d'échéance et à des restrictions relatives à l'utilisation finale du produit de la dette. Celui qui investit dans un investissement étranger direct n'a pas plus le droit d'acquérir des actions sur une bourse de valeurs reconnue en Inde, sauf dans certaines circonstances limitées.

Restrictions relatives à la totalisation

Aux termes des règlements 2011 du SEBI (acquisitions d'actions importantes et prises de contrôle), Fairfax et les membres de son groupe seraient réputés être des personnes agissant de concert auprès de la Société. Bien que la disposition de présomption soit une présomption réfutable fondée sur des faits, s'il est établi conformément à la législation indienne que Fairfax et les membres de son groupe sont des personnes agissant de concert avec la Société et ses filiales, et que leur avoir global dépasse 25 % ou plus d'une société indienne inscrite à la cote d'une bourse, la Société peut être tenue de présenter une offre publique visant la totalité des titres émis et en circulation de la société indienne. Par conséquent, tout placement indien inscrit à la cote d'une bourse faisant l'objet d'une acquisition par Fairfax ou les membres de son groupe peut donner lieu à la réduction du montant autorisé que la Société sera autorisé à acquérir pour le même placement indien sans déclencher les exigences relatives à une offre publique.

De plus, Fairfax et certains membres de son groupe ont obtenu des inscriptions à titre d'investisseurs de portefeuille étrangers ou pourraient obtenir de telles inscriptions dans l'avenir, ou encore ont amorcé le processus visant l'obtention de telles inscriptions. S'il est établi en vertu de la loi indienne que MI Sub, d'une part, et Fairfax et les membres de son groupe, d'autre part, ont ensemble des avoirs en actions, la propriété véritable ou un intérêt bénéficiaire, que ce soit directement ou indirectement, de plus de 50 %, les placements en titres de capitaux propres effectués par Fairfax et les membres de son groupe et MI Sub dans des sociétés indiennes cotées seront mis en commun aux fins du calcul du montant autorisé du placement (c'est-à-dire moins de 10 % des avoirs en actions de l'entreprise faisant partie du portefeuille) par chacun de MI Sub et de Fairfax et des membres de son groupe, afin de s'assurer de la conformité aux règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers. Par conséquent, les placements indiens acquis par Fairfax ou les membres de son groupe qui sont inscrits à titre d'investisseurs de portefeuille étrangers, peuvent réduire le montant autorisé que MI Sub pourra acquérir du même placement indien sur une bourse en Inde, de sorte que le pourcentage détenu par MI Sub, Fairfax et les membres de son groupe totalise moins de 10 % du capital-actions de l'entreprise faisant partie du portefeuille.

Restrictions visant les titres de créance

Le marché indien des obligations de sociétés n'en est qu'aux premiers stades de développement et n'affiche pas la même liquidité que les marchés obligataires établis. Tout placement dans des titres de créance fait l'objet de certaines restrictions imposées à l'occasion par le SEBI et la RBI (par exemple, le total des placements effectués par tous les investisseurs de portefeuille étrangers dans leur ensemble dans les titres émis par le gouvernement de l'Inde est plafonné à 25 milliards de dollars américains). Le droit de timbre payable sur le transfert d'obligations de sociétés détenues sous forme papier est supérieur à ce que prévoient les normes internationales et n'est pas uniforme dans tous les États indiens. Tout placement dans des obligations de sociétés indiennes pourrait être considéré comme risqué étant donné que le cadre juridique pour la récupération de placements impose de longs délais et qu'il peut être long et coûteux d'obtenir l'exécution des contrats.

Directives en matière de prix

Conformément aux règles et aux règlements de la RBI en vertu de la FEMA et des règlements pris en application de celle-ci, les investissements étrangers directs dans des entreprises indiennes sont assujettis à certaines directives en matière d'évaluation minimale et de prix. De telles directives peuvent faire en sorte qu'il soit plus difficile pour la Société d'investir dans des entreprises indiennes à des prix intéressants. La RBI a également fixé certaines directives en matière d'évaluation maximale et de prix pour les personnes physiques et morales résidant à l'extérieur de l'Inde qui vendent des actions d'entreprises indiennes à des personnes physiques et morales résidant en Inde. De telles directives peuvent faire en sorte qu'il soit plus difficile pour la Société de vendre ses placements dans des entreprises indiennes à une évaluation supérieure à celle qu'elle pourrait obtenir en l'absence des restrictions susmentionnées imposées par la RBI.

Marchés émergents

L'objectif de placement de la Société consiste à réaliser une plus-value du capital à long terme tout en préservant le capital, en investissant dans des placements indiens. Le risque lié aux placements étrangers est particulièrement élevé étant donné que la Société investit dans des titres d'émetteurs établis ou faisant affaire dans un pays à marché émergent.

L'économie des pays à marché émergent a également souffert et pourrait continuer de souffrir de la conjoncture économique des pays dont ils sont des partenaires commerciaux. L'économie des pays à marché émergent peut également n'être fondée en grande partie que sur quelques industries ou dépendre de revenus tirés de marchandises particulières. De plus, les frais pour service de dépôt et autres frais associés aux placements pourraient s'avérer plus élevés dans les marchés émergents que dans bien d'autres marchés développés, ce qui pourrait réduire les revenus que tire la Société des titres ou des instruments de créance d'émetteurs de pays à marché émergent.

La possibilité que des retenues d'impôt soient imposées sur les intérêts créditeurs ou les revenus de dividendes tirés de titres de marchés émergents est accrue. Les gouvernements des pays à marché émergent peuvent mettre en place un système d'imposition spoliatrice ou procéder à l'expropriation de revenus et/ou d'actifs pour générer des recettes ou pour mettre en œuvre un programme politique dans leur pays. Par le passé, des pays à marché émergent ont nationalisé des actifs, des sociétés et parfois même des secteurs tout entiers, y compris les actifs d'investisseurs étrangers, et la compensation pour les propriétaires antérieurs était inadéquate, voire inexistante. Rien ne garantit que la Société ne subira pas la perte de la totalité ou d'une partie de ses placements, ou des intérêts ou des dividendes y afférents, en raison de changements défavorables apportés notamment à la politique fiscale ou autre des pays à marché émergent.

Les gouvernements de plusieurs pays à marché émergent ont exercé et continuent d'exercer une influence considérable à l'égard de plusieurs aspects du secteur privé. Dans certains cas, le gouvernement possède ou contrôle plusieurs sociétés, parmi lesquelles se retrouvent certaines des plus importantes du pays. De ce fait, les mesures prises par un gouvernement pourraient avoir un effet important sur les conditions économiques au sein d'un pays à marché émergent de même que sur les conditions du marché, les cours et les rendements des titres faisant partie du portefeuille de la Société.

Les lois sur la faillite et les processus de réorganisation des créanciers peuvent être très différents de ceux qui s'appliquent au Canada et aux États-Unis, ce qui entraîne une plus grande incertitude pour ce qui est des droits des créanciers, du caractère exécutoire de ces droits, du moment de la réorganisation ainsi que du classement, du rang et du traitement des réclamations. Dans certains pays à marché émergent, bien que des lois sur la faillite aient été promulguées, le processus de réorganisation demeure très incertain. De plus, il peut être impossible d'obtenir un redressement judiciaire à l'égard d'un émetteur qui est un État souverain.

De plus, étant donné que les titres de créance négociés en bourse des émetteurs des pays à marché émergent représentent une innovation relativement récente sur les marchés de la dette mondiaux, on dispose de très peu de données historiques ou de données connexes à l'égard des attributs de ces titres pour ce qui est de toutes les conditions économiques, conditions de marché et conditions politiques.

Parmi les autres risques accrus liés aux placements dans des marchés émergents, citons notamment : (i) les risques liés à une stabilité sociale, politique et économique plus faible, y compris le risque de guerre, le terrorisme, la nationalisation, les limites sur le rapatriement des fonds ou autres actifs, ou des développements diplomatiques qui se répercutent sur les placements effectués au sein des pays à marché émergent; (ii) la taille réduite du marché pour les titres et un volume d'opérations moindre, avec pour résultat un manque de liquidité et une volatilité des prix; (iii) certaines politiques nationales qui peuvent restreindre les occasions de placement de la Société, y compris les restrictions visant les placements dans des émetteurs ou des secteurs réputés sensibles pour les intérêts nationaux en question et les exigences selon lesquelles l'approbation du gouvernement doit être obtenue avant tout placement par des personnes étrangères; (iv) certaines politiques nationales qui peuvent restreindre le rapatriement par la Société du revenu de placement, du capital ou du produit de la vente de titres, y compris des restrictions temporaires imposées sur les remises de capitaux étrangers; (v) l'absence de normes comptables et de normes d'audit uniformes et/ou l'existence de normes qui peuvent être très différentes des normes devant être respectées au Canada; (vi) une moins grande quantité de renseignements financiers ou autres concernant les émetteurs que le grand public peut consulter; (vii) d'éventuelles difficultés à faire respecter les obligations prévues par contrat, et (viii) des taux d'inflation et d'intérêt plus élevés et d'autres préoccupations d'ordre économique. La Société peut investir dans une large mesure dans des titres de marchés émergents qui sont libellés en INR, ce qui expose la Société à un risque de change plus important. En outre, tout placement dans des pays à marché émergent peut donner lieu à l'achat de titres d'émetteurs qui sont insolvables ou en faillite ou dont la capacité de s'acquitter de leurs obligations de paiement à l'échéance est douteuse, ce qui peut exposer la Société à un risque de crédit et/ou à un risque lié aux titres à rendement élevé qui sont accrus.

Tel qu'en fait état l'exposé ci-dessus, les placements dans des titres de marchés émergents comportent un degré de risque plus élevé que celui qui est associé aux placements dans des titres nationaux ou des titres de pays étrangers développés, ainsi que des risques particuliers.

Exigences relatives à la divulgation des renseignements concernant les sociétés, à la gouvernance et à la réglementation

Outre le fait qu'ils soient de plus petite taille, que leur liquidité soit réduite et que leur volatilité soit supérieure, les marchés des valeurs mobilières indiens sont moins développés que les marchés des valeurs mobilières canadiens et leurs différences peuvent être fondamentales. À bien des égards, les normes en matière de divulgation des renseignements et de réglementation sont moins contraignantes que les normes canadiennes. Les émetteurs en Inde sont assujettis à des normes et à des exigences en matière comptable et financière et en matière d'audit qui sont différentes, parfois de façon marquée, des normes et des exigences qui s'appliquent aux émetteurs assujettis canadiens. En particulier, les actifs et les profits qui figurent dans les états financiers d'un émetteur indien ne seront pas nécessairement le reflet de la situation financière ou des résultats d'exploitation de cet émetteur comme ce serait le cas pour des états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Dès lors, toute information dont dispose la Société, y compris des données de nature économique ou commerciale concernant certaines entreprises ou certains actifs précis, pourrait se révéler moins fiable et moins détaillée que ne le serait l'information obtenue au Canada ou aux États-Unis.

Les marchés des valeurs mobilières indiens et les activités des investisseurs, des courtiers et des autres acteurs de ces marchés sont moins réglementés et moins surveillés qu'au Canada. De plus, les émetteurs de titres en Inde ne sont pas assujettis à une réglementation aussi contraignante que ne le sont les émetteurs assujettis canadiens en ce qui concerne les règles régissant les opérations d'initiés, la réglementation des offres publiques d'achat, les exigences visant les procurations des actionnaires et la divulgation des renseignements en temps opportun. En général, il y a moins d'information accessible au public sur les émetteurs indiens que sur les émetteurs assujettis canadiens.

Risques d'ordre juridique et réglementaire

Toute modification d'ordre juridique, fiscal ou réglementaire dans le contexte entourant les investissements en Inde pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société et les placements indiens.

Bon nombre des lois qui régissent les investissements étrangers et privés, les opérations sur titres de capitaux propres et d'autres relations contractuelles en Inde n'ont pas encore été mises à l'épreuve. Dès lors, la Société pourrait être assujettie à un certain nombre de risques, y compris la protection insuffisante des investisseurs; le fait que des lois soient contradictoires; le fait que des lois soient incomplètes, floues ou en évolution; le fait que d'autres acteurs du marché ne connaissent pas les règlements ou ne les respectent pas; le manque de moyens établis ou efficaces pour exercer un recours légal; le manque de pratiques standardisées et des caractéristiques habituelles de confidentialité des marchés établis, et le fait que les règlements en place ne soient pas appliqués. Rien ne garantit que la difficulté à protéger et à faire valoir les droits n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la Société et son exploitation. Les contrôles réglementaires et la gouvernance des entreprises qui sont en place en Inde confèrent parfois une moindre protection aux actionnaires minoritaires. La notion d'obligation fiduciaire des dirigeants et administrateurs envers les investisseurs est aussi limitée dans certaines sociétés indiennes si on compare l'importance de cette notion dans les marchés occidentaux. Dans certains cas, la Société peut prendre des mesures importantes sans le consentement des investisseurs et la protection anti-dilution peut également être limitée.

Qui plus est, il est possible que le contexte entourant les investissements en Inde subisse des modifications en matière de fiscalité et de réglementation qui aient une incidence défavorable importante sur la Société et les placements indiens.

L'Inde a récemment adopté une loi qui est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2014 en vertu de laquelle Fairbridge doit être inscrite auprès du SEBI à titre d'analyste de recherche (*research analyst*) afin de pouvoir continuer à agir comme sous-conseiller du conseiller en placements à l'égard des placements de la Société et de ses filiales dans des titres qui sont ou devraient être cotés à une bourse de valeurs indienne. Fairbridge devra demander cette inscription d'ici le 30 juin 2015. Fairbridge demandera et s'attend à obtenir cette inscription en temps requis. Toutefois, rien ne garantit que l'inscription sera acceptée. Dans l'éventualité où l'inscription ne serait pas acceptée, Fairbridge ne serait plus autorisée à agir comme sous-conseiller du conseiller en placements à l'égard de ces placements de la Société et de ses filiales.

Volatilité des marchés des valeurs mobilières indiens

Les bourses en Inde ont, par le passé, connu des fluctuations marquées des prix des titres inscrits. Elles ont également connu des arrêts temporaires des opérations, des défaillances de courtiers, des retards dans les règlements et des grèves par les employés de maisons de courtage. De plus, les organismes régissant les bourses en Inde ont imposé, à l'occasion, des restrictions sur la négociation de certains titres, des limitations sur les fluctuations des prix et des dépôts de garantie obligatoire. En outre, à l'occasion, des différends ont opposé des sociétés inscrites et des bourses et d'autres organismes de réglementation, ce qui a pu avoir dans certains cas une incidence défavorable sur l'humeur du marché.

Facteurs politiques, économiques, sociaux et autres

Certains facteurs politiques, économiques, sociaux et autres ainsi que les modifications apportées aux lois ou aux règlements indiens et le statut des relations que l'Inde entretient avec d'autres pays peuvent avoir une incidence défavorable sur la valeur des actifs de la Société. De plus, l'économie indienne peut se comparer favorablement ou défavorablement à l'économie canadienne pour ce qui est du taux de croissance du PIB, du taux d'inflation, du réinvestissement des capitaux, de l'autosuffisance en matière de ressources et de la position de balance de paiements. L'agriculture occupe une place importante dans l'économie indienne et l'économie indienne est donc plus vulnérable aux événements météorologiques défavorables. Le gouvernement indien a exercé et continue d'exercer une influence importante sur de nombreux aspects de l'économie et le nombre d'entreprises du secteur public en Inde est élevé. Par conséquent, toute démarche prise par le gouvernement indien dans l'avenir pourrait avoir une incidence importante sur l'économie indienne, ce qui pourrait influencer sur les conditions des marchés ainsi que sur les prix et les rendements des placements de la Société. En outre, certains événements (comme une éventuelle nationalisation ou expropriation ou l'éventuelle mise en place d'une imposition punitive) pourraient nuire à la valeur des placements indiens.

Depuis le milieu de 1991, le gouvernement indien s'est engagé à mettre en œuvre un programme de réforme structurelle de l'économie dans le but de libéraliser les politiques de change et les politiques commerciales de l'Inde, de réduire le déficit financier, de contrôler l'inflation, de favoriser une politique monétaire saine, de réformer le secteur financier et de se fonder davantage sur les mécanismes du marché pour diriger l'activité économique. Une partie importante du programme porte sur la promotion des placements étrangers dans des secteurs clés de l'économie ainsi que sur le développement continu du secteur privé et l'assouplissement des restrictions qui y sont imposées. Ces politiques ont été jumelées à un plan visant à ce que la fonction de planification centrale du gouvernement soit orientée vers la délivrance

de lignes directrices indicatives et détournée de l'affectation des ressources. Bien que les politiques gouvernementales aient entraîné une amélioration du rendement économique, rien ne garantit que la reprise économique sera durable. De plus, rien ne garantit que ces réformes économiques seront maintenues. L'incertitude entourant les changements éventuels apportés aux politiques économiques indiennes, compte tenu de l'arrivée d'un nouveau gouvernement, pourrait causer une forte volatilité dans la valeur des entreprises indiennes.

La population indienne est composée de divers groupes ethniques, linguistiques et religieux et des conflits frontaliers demeurent un problème en Inde. Au cours des dernières années, il y a eu des incidents violents entre les communautés hindoue et musulmane. En outre, l'Inde a connu à l'occasion de l'agitation civile et des hostilités ont éclaté avec des pays voisins, comme le Pakistan. L'incapacité du gouvernement indien de contrôler la violence et les perturbations qu'engendrent de telles tensions pourrait avoir une incidence défavorable sur l'économie indienne et, par conséquent, avoir une incidence défavorable importante sur les placements de la Société. De plus, depuis le début de 2003, il y a eu de l'agitation civile et des interventions militaires en Afghanistan, en Iraq, en Syrie, au Liban et dans d'autres pays d'Asie. Ces événements pourraient nuire à l'économie indienne et, par conséquent, avoir une incidence défavorable importante sur les placements de la Société.

Risque lié à la gouvernance

De récents cas de problèmes de gouvernance survenus en Inde pourraient éventuellement dissuader les investisseurs et saboter les perspectives de croissance de l'économie indienne. Ils créent aussi un contexte d'incertitude économique et réglementaire et pourraient avoir une incidence défavorable sur les rendements du capital investi.

Droit fiscal indien

Le risque existe qu'au moment de l'application du droit fiscal indien, y compris l'imposition des revenus et des gains de la Société, certains porteurs d'actions à droit de vote subalterne ne reçoivent pas tous les crédits pour impôt étranger. Les porteurs d'actions à droit de vote subalterne qui ne sont pas en mesure de se prévaloir de tous les crédits pour impôt étranger qui s'offrent à eux assumeront indirectement une partie de ces obligations fiscales indiennes.

De plus, les gains découlant du transfert d'actions de la Société pourraient être imposables en Inde en vertu de la Loi indienne de l'impôt si les actions de la Société tire essentiellement leur valeur, directement ou indirectement, des actifs situés en Inde. De plus, tout versement de dividendes par la Société pourrait également être assujéti à une retenue d'impôt en Inde si les actions de la Société tire essentiellement leur valeur, directement ou indirectement, des actifs situés en Inde. Toutefois, ceci devrait être assujéti aux prestations disponibles, selon le cas, aux termes d'un accord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale (l'« **accord en vue d'éviter les doubles impositions** »).

Modifications d'ordre législatif

Le cadre juridique de la République de Maurice aux termes duquel MI Co et MI Sub investiront en Inde peut être modifié dans l'avenir, ce qui pourrait entraîner des coûts ou des fardeaux supplémentaires dans le cadre de l'exploitation de la Société. Toute modification future apportée au droit de Maurice ou au droit indien ou à l'accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice, ou aux interprétations de ceux-ci par les autorités de réglementation, pourrait imposer des coûts ou des obligations supplémentaires aux activités exercées par MI Co et MI Sub à Maurice ou en Inde. Si MI Co ou MI Sub n'était pas admissibles aux avantages conférés par l'accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice, il pourrait en résulter d'importantes incidences fiscales défavorables. Rien ne garantit que MI Co ou MI Sub continuera d'avoir le droit de recevoir les avantages conférés par l'accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice ou que les modalités de cet accord ne seront pas modifiées. Il est possible que les dispositions de l'accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice soient annulées par la législation indienne d'une façon qui nuirait grandement à la Société, à MI Co et à MI Sub. De plus, rien ne garantit que des modifications d'ordre législatif ou visant les politiques gouvernementales de Maurice qui limiteraient, voire élimineraient, la capacité d'un investisseur non-Mauricien de faire des placements en Inde via Maurice ne seront pas adoptées.

Toute modification des articles portant sur les gains en capital dans l'accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice pourrait faire en sorte que les placements de MI Co ou de MI Sub en Inde soient assujéti à l'impôt sur les gains en capital en Inde, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

RGAE

En vertu de la règle générale anti-évitement (la « **RGAE** »), qui entrera en vigueur en avril 2017, les administrations fiscales indiennes ont le pouvoir de qualifier de nouveau tout arrangement qui constitue un « arrangement d'évitement interdit » (*impermissible avoidance arrangement*) ou de ne pas tenir compte d'un tel arrangement. Un arrangement d'évitement interdit est un arrangement dont le principal objectif est d'obtenir un « avantage fiscal » (*tax benefit*) (par exemple la réduction ou l'évitement d'un impôt qui serait payable en vertu de la Loi indienne de l'impôt) et qui, entre autres, « manque » (*lacks*) ou « est présumé manquer » (*deemed to lack*) de substance commerciale, que ce soit en totalité ou en partie. De plus, lorsque la RGAE est invoquée, le contribuable n'aurait pas le choix d'être régi par les dispositions de l'accord en vue d'éviter les doubles impositions qui s'applique. La RGAE s'appliquerait au revenu réalisé en avril 2017 ou après cette date. Toutefois, la RGAE ne s'appliquerait pas (i) à des arrangements où les prestations fiscales dans une année d'imposition pertinente, globalement, pour toutes les parties concernées ne dépassent pas 30 millions de roupies indiennes; (ii) à un revenu ou à des gains sur le transfert, accumulés, réalisés ou réputés accumulés ou réalisés en faveur d'une personne au moyen de placements effectués avant le 31 mars 2017; (iii) aux investisseurs de portefeuille étrangers qui sont évalués en vertu de la Loi indienne de l'impôt et, qui ne se prévalent pas des avantages découlant de l'accord en vue d'éviter les doubles impositions qui s'applique et qui ont investi dans des titres cotés ou non cotés conformément au règlement indien intitulé *Securities and Exchange Board of India (Foreign Institutional Investors) Regulations, 1995* et/ou à tout autre règlement applicable; et (iv) aux non-résidents en lien avec les placements effectués par ce non-résident au moyen d'instruments dérivés extraterritoriaux ou autrement, directement ou indirectement, d'un investisseur institutionnel étranger. Si tout arrangement est établi par les autorités fiscales indiennes comme étant un arrangement d'évitement interdit, tout avantage sur le plan fiscal pouvant être obtenu en vertu de la Loi indienne de l'impôt aux termes de l'accord en vue d'éviter les doubles impositions à l'égard d'un tel arrangement serait éliminé, ce qui aurait une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Exposition à l'établissement stable, etc.

Bien que la Société soit d'avis que les activités de la Société et de ses filiales ne créent pas et ne créeront pas d'établissement stable pour la Société en Inde, le risque existe que les administrations fiscales indiennes affirment néanmoins que ces activités donnent lieu à un tel établissement stable. Si pour une raison ou une autre, l'une des activités susmentionnées est présumée créer un tel établissement stable, les profits de la Société et/ou de ses filiales, selon le cas, dans la mesure où ils sont attribuables à l'établissement stable, pourraient être imposés en Inde.

Protection des droits

Les actifs de la Société peuvent être détenus dans des comptes par des dépositaires ou donnés en gage à des créanciers de la Société conformément à la loi applicable, dans des territoires se trouvant à l'extérieur du Canada. Dès lors, rien ne garantit que les jugements rendus par des tribunaux canadiens pourront être exécutés dans l'un de ces territoires. Il est possible qu'il se produise des événements comme une expropriation, la mise en place d'une taxe spoliatrice ou la nationalisation de dépôts bancaires étrangers ou d'autres actifs, ce qui pourrait empêcher la Société de faire valoir ses droits reconnus par la loi ou de protéger ses placements.

Les principes de droit régissant les affaires des sociétés et la validité des procédures mises en œuvre par les sociétés, les obligations fiduciaires et les responsabilités des administrateurs et les droits des actionnaires peuvent être différents de ceux qui s'appliquent dans d'autres territoires. Les droits des actionnaires aux termes des lois indiennes ne seront pas nécessairement aussi étendus que ce que prévoient les lois canadiennes. Par conséquent, il peut être plus difficile pour la Société de faire valoir ses droits en tant qu'actionnaire d'une société indienne dans laquelle elle a investi qu'en tant qu'actionnaire d'une société canadienne comparable. Qui plus est, la loi indienne intitulée *Companies Act, 2013*, qui a remplacé récemment la totalité de la loi indienne intitulée *Companies Act, 1956*, renferme certaines exigences de conformité supplémentaires qui, conjuguées à des contestations d'interprétation, pourraient avoir une incidence sur les droits de la Société en tant que société. Certaines dispositions des lois indiennes portant sur l'exécution de jugements étrangers et de décisions arbitrales prévoient de larges exceptions. De plus, il faut l'approbation de la RBI pour pouvoir rapatrier certaines sommes à l'extérieur de l'Inde, comme des versements d'indemnité par des sociétés indiennes ou des particuliers résidents.

Risque lié aux sociétés de petite taille

La Société peut investir dans des entreprises indiennes moins sûres ayant une capitalisation allant de petite à moyenne. Les placements dans de telles entreprises peuvent présenter des occasions de croissance accrues mais comportent également des risques supérieurs à ceux qui sont habituellement associés aux placements dans des entreprises plus établies et à plus grande capitalisation. Il est plus difficile d'obtenir de l'information sur des entreprises moins sûres et à petite capitalisation puisqu'elles sont généralement moins connues et ont moins d'antécédents d'exploitation et qu'elles ne sont habituellement pas détenues dans une large mesure par de grands investisseurs ni suivies par bon nombre d'analystes en valeurs mobilières. Les placements dans des entreprises plus grandes et plus établies présentent un certain nombre d'avantages dans la mesure où ces entreprises disposent généralement de ressources financières accrues, qu'elles ont des capacités supérieures en matière de recherche et développement, de fabrication, de commercialisation et de service, qu'elles procurent une plus grande stabilité et que leur direction et leur personnel technique sont plus compétents.

Contrôle préalable et conduite des entités de placement éventuelles

Avant de faire des placements, le conseiller en placements et la Société effectueront habituellement un contrôle préalable qu'ils jugent raisonnable et approprié compte tenu des faits propres à chaque placement et des circonstances qui l'entourent. Le contrôle préalable peut comporter l'évaluation d'enjeux importants et complexes dans le domaine commercial, financier, fiscal, comptable, environnemental et juridique. Des consultants extérieurs, des conseillers juridiques, des comptables, des banques d'investissement et d'autres tierces parties peuvent participer à divers degrés au processus de contrôle préalable, selon le type de placement. Cette participation par des conseillers ou des consultants tiers peut donner lieu à un certain nombre de risques liés principalement au fait que la Société ou le conseiller en placements exerce un contrôle moindre sur les fonctions qui sont ainsi imparties. De plus, si la Société ou le conseiller en placements n'est pas en mesure d'engager en temps opportun des fournisseurs tiers, sa capacité à évaluer des cibles plus complexes, et à les acquérir, pourrait être réduite. Au moment de procéder à un contrôle préalable et d'évaluer un placement, la Société ou le conseiller en placements fera appel aux ressources qu'il a à sa disposition, y compris l'information accessible au public, l'information communiquée par la cible du placement et, dans certains cas, des enquêtes menées par des tiers. Le contrôle préalable de la Société ou du conseiller en placements à l'égard d'une occasion de placement ne révélera pas nécessairement ni ne mettra nécessairement en évidence tous les faits pertinents qui peuvent être nécessaires ou utiles lors de l'évaluation d'une telle occasion de placement. De plus, une telle enquête n'assurera pas nécessairement le succès du placement. Rien ne garantit que toute tentative en vue de fournir une protection à la baisse à l'égard des placements produira l'effet souhaité et les investisseurs éventuels devraient considérer tout placement dans la Société comme spéculatif et comportant un degré de risque élevé.

En outre, au moment d'évaluer une occasion de placement pour la Société, les analyses des placements entreprises par la Société ou le conseiller en placements peuvent être accélérées et les décisions concernant les placements prises par la Société ou le conseiller en placements peuvent l'être de façon expéditive afin de tirer parti de ce qui est perçu comme un occasion de placement de courte durée. Dans de tels cas, l'information disponible au moment du placement peut être limitée, inexacte ou incomplète.

Rien ne garantit que la Société ou le conseiller en placements pourra déceler ou prévenir des pratiques frauduleuses, notamment des irrégularités comptables ou de l'inconduite de la part d'employés, pendant la phase du contrôle préalable ou pendant ses démarches de surveillance continue du placement. En cas de fraude par une entreprise faisant partie du portefeuille ou de l'un des membres de son groupe, la Société peut perdre la totalité ou une partie du capital qu'elle a investi dans cette entreprise. Une autre source de préoccupation est la possibilité que l'entreprise faisant partie du portefeuille ou le vendeur ait fait une déclaration fautive ou inexacte quant à un fait important ou ait omis de déclarer certains faits. Une telle inexactitude ou une telle insuffisance de l'information peut avoir une incidence défavorable sur la valeur des titres et/ou des instruments que la Société détient dans cette entreprise. La Société et le conseiller en placements présumeront que les déclarations faites par l'entreprise faisant partie du portefeuille et/ou ses anciens propriétaires dans le cadre du processus de contrôle préalable sont exactes et exhaustives, dans la mesure où il est raisonnable de le faire lorsqu'ils font leurs placements, mais ils ne peuvent garantir cette exactitude ou exhaustivité. Par conséquent, rien ne garantit que les enquêtes réalisées dans le cadre du contrôle préalable par le conseiller en placements ou la Société révéleront ou mettront en lumière tous les faits importants qui peuvent être nécessaires ou utiles dans l'évaluation des occasions de placement. Toute omission au moment de déceler les faits pertinents peut entraîner des décisions de placement inappropriées, ce qui peut avoir une incidence défavorable importante sur la valeur de tout placement dans la Société. Dans certains cas, le retour d'un paiement fait à la Société peut être exigé s'il est établi par la suite qu'il s'agissait d'un transport frauduleux ou d'un paiement préférentiel.

Risque lié aux économies des pays d'Asie

Certains pays d'Asie se sont endettés au-delà de leurs moyens, ont subi des dévaluations ou ont connu des restrictions monétaires, un taux de chômage élevé, une inflation élevée, une baisse des exportations et des récessions économiques. Les événements économiques qui se produisent dans un pays peuvent avoir une incidence importante sur les économies des autres pays d'Asie et tout événement défavorable dans les marchés asiatiques peut avoir une incidence défavorable importante sur les entreprises indiennes et, par ricochet, sur la Société.

Risque lié à la dépendance envers les partenaires commerciaux

L'économie indienne dépend des prix des marchandises ainsi que des économies d'Asie (principalement le Japon et la Chine) et des États-Unis comme principaux partenaires commerciaux. Toute baisse des dépenses visant des produits et des services indiens par l'un de ces partenaires commerciaux ou tout ralentissement ou toute récession visant l'une de ces économies pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'économie indienne et, par ricochet, sur la Société.

Risques liés aux catastrophes naturelles

La survenance de catastrophes naturelles, y compris des ouragans, des tremblements de terre, des tornades, des incendies, des explosions et des pandémies, pourrait avoir une incidence défavorable sur les rendements des placements indiens et, par ricochet, de la Société.

Risque lié à la dette publique

Le gouvernement indien a connu des déficits structurels chroniques du secteur public. Un endettement et des dépenses publiques élevés peuvent brider la croissance économique indienne, entraîner de longues périodes de récession ou baisser la note de la dette souveraine indienne.

Risque économique

La croissance de l'économie indienne a été rapide au cours des dernières années et rien ne garantit que ce taux de croissance sera maintenu. L'Inde pourrait connaître des taux d'inflation élevés (et dans certains cas, extrêmement élevés) ou des récessions économiques ayant une incidence défavorable sur l'économie indienne. L'Inde peut également imposer des restrictions au change ou à l'exportation de devises, instaurer des taux de change défavorables ou manquer d'instruments de couverture de change. Un seul de ces événements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'économie indienne.

POLITIQUE DE VERSEMENT DE DIVIDENDES

La Société n'a pas déclaré ni versé de dividendes depuis sa constitution et n'entend pas à l'heure actuelle verser des dividendes dans un avenir rapproché. À l'heure actuelle, la Société entend affecter ses bénéfices futurs et autres liquidités disponibles à l'exploitation et au développement de son entreprise, mais elle pourrait déclarer et verser des dividendes dans l'avenir selon ce que le conseil décide. Toute décision future de verser des dividendes sur les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne sera prise à la seule discrétion du conseil et dépendra, entre autres, des bénéfices de la Société, des occasions de placement s'offrant en Inde, des besoins financiers à l'égard des activités de la Société, de la satisfaction des critères de solvabilité imposés par les lois et les règlements applicables, des exigences fixées par le droit des sociétés, et d'autres facteurs que le conseil d'administration peut juger pertinents.

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

Le texte qui suit résume brièvement les dispositions des statuts constitutifs de la Société, y compris une description du capital-actions de la Société. La description qui suit peut ne pas être complète et est fournie entièrement sous réserve des modalités et dispositions des statuts constitutifs de la Société, de même qu'elle y est assujettie. En date de la présente notice annuelle, 30 000 000 d'actions à droit de vote multiple et 76 678 879 actions à droit de vote subalterne étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée n'était émise et en circulation.

Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société consiste (i) en un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple qui ne peuvent qu'être émises à Fairfax ou les membres de son groupe, (ii) en un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne; et (iii) en un nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries. Sauf ce que prévoient les droits ou restrictions spéciaux se rattachant à toutes séries d'actions privilégiées émises de temps à autre, les actions privilégiées ne donnent pas le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la Société.

Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne

Droits aux dividendes

Les porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne ont le droit de recevoir des dividendes dont le versement sera prélevé des actifs de la Société dont les fonds sont légalement disponibles aux fins du versement de dividendes au moment et selon un montant et la forme que le conseil peut établir, à l'occasion, et la Société versera des dividendes sur celles-ci de rang égal si le conseil les déclare. La Société n'a pas déclaré ni versé de dividendes depuis sa constitution et n'entend pas à l'heure actuelle verser des dividendes dans un avenir rapproché.

Droits de vote

Les actions à droit de vote multiple donnent droit à cinquante (50) voix par action à droit de vote multiple, et les actions à droit de vote subalterne donnent droit à une (1) voix par action à droit de vote subalterne. Les actions à droit de vote subalterne en circulation représentent actuellement 4,86 % du nombre total de voix rattachées à l'ensemble des catégories d'actions en circulation de la Société.

Les questions suivantes doivent être approuvées par 66⅔ % des voix rattachées aux actions à droit de vote multiple et aux actions de vote subalternes, les droits de vote de ces actions étant exercés séparément en tant que catégorie, lors d'une assemblée dûment convoquée des porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne :

1. Une modification aux statuts constitutifs ou aux règlements administratifs de la Société dans le but :
 - (i) d'augmenter ou de réduire tout nombre maximum d'actions autorisé de la catégorie des actions à droit de vote multiple ou des actions à droit de vote subalterne, ou augmenter tout nombre maximum d'actions autorisées d'une catégorie dont les droits ou privilèges sont égaux ou supérieurs aux actions à droit de vote multiple ou aux actions à droit de vote subalterne, sauf pour ce qui est de l'émission d'actions privilégiées;
 - (ii) de procéder à un échange, au reclassement ou à l'annulation de la totalité ou d'une partie des actions à droit de vote multiple ou des actions à droit de vote subalterne;
 - (iii) d'ajouter, de modifier ou de retirer des droits, privilèges, restrictions ou conditions se rattachant aux actions à droit de vote multiple ou aux actions à droit de vote subalterne, y compris :
 - a) retirer ou modifier de manière préjudiciable les droits aux dividendes accumulés ou les droits aux dividendes cumulatifs,
 - b) ajouter, retirer ou modifier de manière préjudiciable les droits de rachat,
 - c) réduire ou retirer un droit prioritaire sur les dividendes ou une priorité en cas de liquidation, ou
 - d) ajouter, retirer ou modifier de manière préjudiciable des privilèges de conversion, des options, des droits de vote, des transferts ou des droits préférentiels de souscription, ou encore des droits d'acquérir des titres d'une société, ou des conditions relatives au fonds d'amortissement;

- (iv) d'accroître les droits ou privilèges de toute catégorie d'actions dont les droits ou privilèges sont égaux ou supérieurs à ceux des actions à droit de vote multiple ou des actions à droit de vote subalterne;
 - (v) de créer une nouvelle catégorie d'actions égales ou supérieures aux actions à droit de vote multiple ou aux actions à droit de vote subalterne, sauf pour ce qui est de l'émission d'actions privilégiées;
 - (vi) de faire en sorte que toute catégorie d'actions dont les droits ou privilèges sont inférieurs à ceux des actions à droit de vote multiple ou aux actions à droit de vote subalterne dispose de droits ou privilèges égaux ou supérieurs à ceux des actions, qu'il s'agisse d'actions à droit de vote multiple ou d'actions à droit de vote subalterne;
 - (vii) de procéder à un échange ou créer un droit d'échange à l'égard de la totalité ou d'une partie des actions d'une autre catégorie contre des actions d'une catégorie;
 - (viii) de limiter l'émission, le transfert ou la propriété des actions d'une catégorie ou de modifier ou de retirer une telle limite;
2. tout changement à l'égard de l'objectif de placement ou des restrictions en matière de placement de la Société;
 3. un transfert par Fairfax ou le conseiller en placements de la convention de conseils en placement à une entité non membre du groupe de Fairfax;
 4. un changement apporté à la méthode de calcul des frais qui sont facturés à la Société par le conseiller en placements ou Fairfax d'une manière qui pourrait donner lieu à une augmentation des frais pour la Société.

La Société a inclus dans ses règlements administratifs des dispositions expresses établissant : (i) son objectif de placement (y compris la restriction en matière de concentration des placements et l'exigence de placement minimal); (ii) l'exigence voulant que un ou plusieurs dépositaires gardent son actif, et que chacun de ces dépositaires doit être une entité ayant compétence pour remplir les fonctions de dépositaire ou de sous-dépositaire d'actifs gardés au Canada ou de dépositaire ou de sous-dépositaire d'actifs gardés à l'extérieur du Canada, selon le cas, dans chaque cas conformément à la partie 6 du Règlement 81-102; et (iii) l'exigence voulant que la Société fasse appel à au moins un gestionnaire de portefeuille inscrit à ce titre dans une province ou un territoire canadien (collectivement, les « **dispositions obligatoires des règlements administratifs** »). Toutes modifications aux dispositions obligatoires des règlements administratifs nécessiteront l'approbation des porteurs d'actions à droit de vote multiple et des porteurs d'actions à droit de vote subalterne, votant chacun séparément en tant que catégorie. Une telle approbation sera attestée au moyen d'une « résolution ordinaire », au sens donné à ce terme dans la LCSA; sauf dans le cas des modifications apportées à l'objectif de placement de la Société, dont l'approbation doit être attestée par voie de « résolution spéciale », au sens donné à ce terme dans la LCSA.

Sans égard à ce qui précède, une action à droit de vote multiple sera convertie, sans qu'aucune autre mesure ne soit prise de la part de la Société ou du porteur de ces actions, automatiquement en une action à droit de vote subalterne à raison d'une action pour une action advenant que : (i) cette action à droit de vote multiple est transférée à une entité non membre du groupe de Fairfax ou est détenue par celle-ci (y compris en vertu d'un changement de contrôle de l'entité de Fairfax concernée qui détient cette action à droit de vote multiple si Fairfax ne détient plus en propriété véritable, directement ou indirectement, la majorité des voix se rattachant aux actions de cette entité conférant le droit de vote aux fins de l'élection du conseil d'administration de cette entité, mais exclusion faite de toute cession ou de tout autre transfert visant à fournir une garantie; (ii) cette action à droit de vote multiple est assujettie à un arrangement de monétisation d'actions; (iii) Fairfax ou les membres de son groupe vendent des actions à droit de vote multiple et, par suite de cette vente, Fairfax et les membres de son groupe deviennent propriétaires véritables, directement ou indirectement, d'actions à droit de vote multiple dont la valeur de marché globale est inférieure à 150 millions de dollars américains, cette valeur marchande devant être établie en utilisant le cours moyen pondéré en fonction du volume sur 20 jours des actions à droit de vote subalterne à toute bourse à laquelle les actions à droit de vote subalterne sont alors négociées le jour de bourse avant la vente par Fairfax ou les membres de son groupe (lorsque la valeur marchande d'une action à droit de vote subalterne est

réputée être égale à la valeur marchande d'une action à droit de vote multiple aux fins du calcul de la valeur marchande); (iv) le conseiller en placements cesse d'agir en tant que conseiller en placements auprès de la Société, de MI Co ou de MI Sub pour quelque raison que ce soit et que l'obligation d'agir en tant que conseiller en placements n'est pas assumée par un membre du groupe de Fairfax qui est dûment inscrit en tant que conseiller dans la catégorie de gestionnaire de portefeuille dans une province ou un territoire du Canada conformément aux règlements administratifs de la Société, à moins que a) le conseiller en placements cesse d'agir ainsi parce que les employés de la Société, MI Co ou MI Sub, selon le cas, assument l'obligation de fournir ces services de conseils en placements, sous réserve du respect de la législation applicable ou b) les porteurs des actions à droit de vote subalterne, par résolution extraordinaire, décident que les actions à droit de vote multiple ne devraient pas de ce fait être converties en des actions à droit de vote subalterne; (v) le conseiller en placements ou Fairfax cède la convention de conseils en placement à une entité non membre du groupe de Fairfax, ou (vi) un changement de contrôle survient à l'égard du conseiller en placements faisant en sorte que Fairfax ne détient plus en propriété véritable, directement ou indirectement, la majorité des voix se rattachant aux actions du conseiller en placements conférant le droit de vote aux fins de l'élection du conseil d'administration du conseiller en placements, ou B) Fairfax approuve tout plan ou proposition à l'égard de la liquidation ou de la dissolution du conseiller en placements, à moins que la convention de conseils en placements ait été transférée par le conseiller en placements à une entité membre du groupe de Fairfax ou que l'obligation de fournir des services de conseils en placements rendus par le conseiller en placements ait été assumée par des employés de la Société, MI Co ou MI Sub, le cas échéant, sous réserve de la législation applicable.

Les porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne ont droit de recevoir l'avis de convocation à toute assemblée des actionnaires et peuvent y assister et voter, exception faite des assemblées où seuls les porteurs d'actions d'une autre catégorie ou d'une série donnée ont le droit de voter. Le quorum pour les délibérations d'une assemblée des actionnaires sera de deux personnes présentes sur place et ayant le droit de voter à l'assemblée qui détiennent ou représentent par procuration, ensemble, au moins 15 % des voix se rattachant aux actions avec droit de vote en circulation de la Société conférant le droit de vote à cette assemblée.

Droits préférentiels de souscription, droits de souscription, droits de rachat et droits de conversion

Sauf tel qu'il est décrit à la rubrique « Actionnaire principal », les porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne ne disposeront pas de droits préférentiels de souscription ni de droits de souscription. Les porteurs d'actions à droit de vote subalterne ne disposeront pas de droits de rachat ou de conversion. Toutefois, les actions à droit de vote multiple sont convertibles en tout temps au gré du porteur en des actions à droit de vote subalterne entièrement libérées et non susceptibles d'appels subséquents à raison d'une action pour une action. Conformément aux statuts constitutifs de la Société, les actions à droit de vote multiple ne peuvent être émises qu'à Fairfax ou aux membres de son groupe.

Droits en cas de liquidation

Lors de la liquidation ou de la dissolution de la Société, volontaire ou involontaire, les porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne, sans préférence ni distinction, ont le droit de recevoir de manière proportionnelle la totalité des actifs restants de la Société après qu'aient été réglées toutes les dettes et autres obligations, sous réserve des droits prioritaires des porteurs de toutes autres actions ayant priorité de rang qui peuvent alors être en circulation.

Modifications

Des modifications aux dispositions se rattachant aux actions à droit de vote multiple en tant que catégorie, ou aux actions à droit de vote subalterne en tant que catégorie, nécessitent le vote affirmatif séparé d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs des actions de chacune de ces catégories (ou au moyen d'une résolution écrite des porteurs d'au moins les deux tiers des voix se rattachant aux actions à droit de vote multiple et aux actions à droit de vote subalterne, séparément en tant que catégorie).

Les actions à droit de vote multiple ou les actions à droit de vote subalterne ne peuvent être divisées ou consolidées que si les actions des deux catégories sont simultanément divisées ou consolidées et ce de la même manière et dans la même proportion.

Sauf tel qu'il est décrit dans la présente notice annuelle, aucuns nouveaux droits d'acquérir des actions supplémentaires ou autres titres ou biens de la Société ne seront conférés aux porteurs d'actions à droit de vote multiple ou

d'actions à droit de vote subalterne, à moins que les mêmes droits ne soient simultanément conférés aux porteurs des actions des deux catégories.

Sélection des candidats au conseil d'administration

La Société a inclus certaines dispositions relatives au préavis dans ses règlements administratifs (les « **dispositions relatives au préavis** »). Les dispositions relatives au préavis visent : (i) à faciliter le déroulement ordonné et efficace des assemblées générales annuelles ou, au besoin, des assemblées extraordinaires; (ii) à faire en sorte que tous les actionnaires soient avisés convenablement des mises en candidature des administrateurs et qu'ils reçoivent suffisamment d'information à l'égard des candidats, et (iii) à permettre aux actionnaires de voter de façon éclairée. Une fois les dispositions relatives au préavis entrées en vigueur, seules les personnes dont la candidature est proposée par des actionnaires conformément aux dispositions relatives au préavis seront admissibles à l'élection à un poste d'administrateur. La mise en candidature de personnes en vue de leur élection au sein du conseil peut être faite pour toute assemblée annuelle des actionnaires, ou toute assemblée extraordinaire des actionnaires si l'une des raisons ayant motivé la convocation de l'assemblée extraordinaire était l'élection d'administrateurs : a) par le conseil d'administration ou sous sa directive, y compris au moyen d'un avis de convocation; b) par un ou plusieurs actionnaires, ou sous leur directive ou à leur demande, aux termes d'une demande de la part des actionnaires présentée conformément aux lois applicables, ou c) par toute personne (un « **actionnaire proposant une candidature** »): A) dont le nom figure, à la fermeture des bureaux à la date de remise de l'avis prévu ci-après et à la date de clôture des registres aux fins de l'avis de convocation de l'assemblée, au registre de la Société en tant que porteur d'une ou de plusieurs actions comportant droit de vote à l'assemblée, ou qui est propriétaire véritable d'actions conférant le droit de vote à cette assemblée, et B) qui se conforme aux dispositions relatives au préavis indiquées dans les dispositions relatives au préavis.

Outre les autres exigences applicables, pour qu'une candidature puisse être soumise par un actionnaire proposant une candidature, ce dernier doit avoir fait parvenir aux administrateurs un préavis écrit en bonne et due forme dans les délais impartis. Pour être donné dans les délais impartis, le préavis de l'actionnaire proposant une candidature doit être remis aux administrateurs : a) dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins 30 jours et au plus 65 jours avant la tenue de cette assemblée; toutefois, si la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires est convoquée à une date qui tombe moins de 50 jours après la date (la « **date d'avis** ») à laquelle un avis de convocation est déposé pour cette assemblée ou la date de la première annonce publique de la date de l'assemblée annuelle, selon la première date à survenir, le préavis de l'actionnaire proposant une candidature peut être donné au plus tard à la fermeture des bureaux le dixième jour suivant la date d'avis, et b) dans le cas d'une assemblée extraordinaire (qui ne constitue pas également une assemblée annuelle) des actionnaires convoquée en vue d'élire des administrateurs (peu importe qu'elle ait été convoquée à d'autres fins ou non), au plus tard à la fermeture des bureaux le 15^e jour suivant la date à laquelle l'avis de convocation est déposé pour cette assemblée ou la date de la première annonce publique de la date de l'assemblée extraordinaire des actionnaires, selon la première date à survenir. L'ajournement ou le report d'une assemblée des actionnaires, ou son annonce, ne marque jamais le commencement d'un nouveau délai pour la remise d'un préavis par un actionnaire proposant une candidature, tel qu'il est décrit ci-dessus. Pour plus de précision, cela veut dire qu'un actionnaire proposant une candidature qui omet de faire parvenir un préavis écrit en bonne et due forme aux administrateurs dans les délais impartis aux fins de l'assemblée des actionnaires initialement prévue n'aura pas le droit de fournir un préavis d'actionnaire proposant une candidature aux fins de tout ajournement ou report d'une assemblée des actionnaires s'y rattachant, la question de savoir si un préavis d'un actionnaire proposant une candidature est reçu dans les délais impartis sera tranchée en fonction de la date de l'assemblée des actionnaires initiale et non de la date à laquelle l'assemblée des actionnaires a été ajournée ou reportée.

Pour être dûment donné par écrit, le préavis donné aux administrateurs par l'actionnaire proposant une candidature doit énoncer: a) quant à chaque personne pour laquelle l'actionnaire proposant une candidature entend soumettre une proposition en vue de sa candidature à l'élection à un poste d'administrateur : A) les nom, âge, adresse d'affaires et adresse domiciliaire de la personne; B) l'occupation principale ou l'emploi de celle-ci; la catégorie ou la série et le nombre d'actions sur lesquelles cette personne a une emprise, ou qui lui appartiennent en propriété véritable ou à titre de porteur inscrit, et à la date de clôture des registres pour l'assemblée des actionnaires (si cette date de clôture a été rendue publique et a eu lieu) et à la date de cet avis; tout autre renseignement se rapportant à cette personne dont la communication serait exigée dans une circulaire de sollicitation de procurations des actionnaires dissidents se rapportant à la sollicitation de procurations relativement à l'élection des administrateurs en vertu de la législation en valeurs mobilières applicable, et b) quant à l'actionnaire proposant une candidature qui donne le préavis, l'ensemble des contrats, des procurations, des arrangements, des ententes ou des relations conférant à cet actionnaire proposant une candidature un droit de vote à l'égard des actions et tout autre renseignement le concernant dont la communication serait exigée dans une circulaire de sollicitation de procurations des actionnaires dissidents se rapportant à l'élection des administrateurs en vertu

de la législation en valeurs mobilières applicable. La Société pourrait exiger que tout candidat proposé fournisse les autres renseignements qu'elle peut raisonnablement exiger afin d'établir l'admissibilité de ce candidat aux fonctions d'administrateur indépendant et qui pourraient être importants pour permettre à un actionnaire de juger de l'indépendance ou de l'absence d'indépendance du candidat proposé.

Le président de l'assemblée a le pouvoir et le devoir de décider si une candidature a été présentée conformément à la procédure énoncée dans les dispositions susmentionnées et, si une candidature proposée n'est pas conforme à ces dispositions, il peut à son gré déclarer que la candidature non conforme est rejetée.

Sans égard à ce qui précède, les administrateurs pourraient, à leur entière appréciation, renoncer aux exigences des dispositions relatives au préavis.

Actions privilégiées

Les actions privilégiées peuvent en tout temps et de temps à autre être émises en une ou plusieurs séries, chaque série se composant du nombre d'actions privilégiées qui peut, avant que celles-ci ne soient émises, être établi au moyen d'une résolution du conseil. Sous réserve des dispositions de la LCSA, le conseil peut, au moyen d'une résolution, fixer de temps à autre, avant que celles-ci ne soient émises, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux actions privilégiées de chaque série, notamment, le droit de recevoir des dividendes (qui peuvent être cumulatifs ou non et variables ou fixes) ou la méthode permettant de déterminer le montant de ces dividendes, les dates de paiement de ceux-ci, d'autres modalités ou conditions de rachat ou d'achat, des droits de conversion, des droits de rachat au gré du porteur ainsi que des droits en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, toutes exigences relatives au fonds d'amortissement ou autres dispositions, le tout sous réserve de l'émission d'un certificat de modification énonçant la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions se rattachant aux actions privilégiées de la série. Sauf tel qu'il est exigé dans la loi, les actions privilégiées ne donneront pas le droit de recevoir avis de convocation, ni d'assister ou de voter, à toute assemblée des actionnaires de la Société.

De façon générale, les actions privilégiées de chaque série, si elles sont émises, auront, en ce qui a trait au versement de dividendes, égalité de rang avec les actions privilégiées de toute autre série et auront priorité de rang sur les actions à droit de vote multiple, les actions à droit de vote subalterne ou toutes autres actions de la Société ayant infériorité de rang par rapport aux actions privilégiées en ce qui a trait au versement de dividendes. Si tout montant de dividendes cumulatifs (qu'ils soient ou non déclarés) ou tout montant payable à l'égard d'une telle distribution d'actifs constituant un remboursement de capital à l'égard des actions privilégiées de toute série n'est pas versé intégralement, les actions privilégiées de cette série donneront droit de participer proportionnellement avec les actions privilégiées de toute autre série à ce qui a trait à tous ces dividendes et montants.

En cas de liquidation ou de dissolution de la Société, qu'elle soit volontaire ou non volontaire, les porteurs d'actions privilégiées auront généralement priorité pour ce qui est de la distribution des biens ou des actifs de la Société sur les actions à droit de vote multiple, les actions à droit de vote subalterne ou toutes les autres actions de la Société ayant infériorité de rang par rapport aux actions privilégiées en ce qui a trait au remboursement du capital versé après qu'ait été réglé l'ensemble des dettes impayées au prorata, et qu'ait été payée une partie ou la totalité des dividendes cumulatifs déclarés, mais non versés, ou tous dividendes non cumulatifs déclarés, mais impayés, à l'égard des actions privilégiées. La Société prévoit à l'heure actuelle qu'aucuns droits préférentiels de souscription, droits de souscription, droits de rachat ou droits de conversion seront rattachés à toute série d'actions privilégiées émises de temps à autre.

ACTIONNAIRE PRINCIPAL

Le 30 janvier 2015, la Société a émis à Fairfax, soit directement ou à une ou à plusieurs des filiales de Fairfax, 30 000 000 d'actions à droit de vote multiple, dans le cadre d'un placement privé, pour un prix d'achat global de 300 millions de dollars américains. Fairfax a également fait l'achat, par l'intermédiaire de certains membres de son groupe, y compris un placement par le régime de retraite de Fairfax, de 660 100 actions à droit de vote subalterne dans le cadre du placement ou après celui-ci. Après la clôture de l'option de surallocation, les actions à droit de vote multiple et les actions à droit de vote subalterne émises à Fairfax ou à ses filiales représentent collectivement environ 95,2 % des droits de vote de la Société et 28,3 % de la participation dans les titres de capitaux propres de la Société.

À l'exception de Fairfax et de ses filiales, aucune personne ou société n'est ni ne sera propriétaire, directement ou indirectement, d'actions à droit de vote multiple à la clôture.

Fairfax s'est engagée auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes concernées à accepter de retenir, soit directement ou par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs de ses filiales, un placement en titres de capitaux propres important dans la Société conformément aux principes suivants (l'« **exigence en matière de participation conservée** ») :

- a) avant le cinquième anniversaire de la clôture, Fairfax et ses filiales ne vendront aucune partie du placement en titres de capitaux propres important si, par suite d'une telle vente, le placement en titres de capitaux propres global de Fairfax et de ses filiales dans les actions à droit de vote multiple de la Société affichait une valeur de marché inférieure à 300 000 000 \$ US. Ce qui veut dire, toutefois, que si la valeur de marché du placement en titres de capitaux propres important augmente pour atteindre un montant supérieur à 300 000 000 \$ US après la clôture, Fairfax et ses filiales seront autorisées à vendre toute partie de leur placement en titres de capitaux propres global dans les actions à droit de vote multiple de la Société dans la mesure où, immédiatement après cette vente, elles continuent de détenir une participation globale dans les actions à droit de vote multiple de la Société dont la valeur de marché est d'au moins 300 000 000 \$ US;
- b) à compter du cinquième anniversaire de la clôture, mais avant le dixième anniversaire de la clôture, Fairfax et ses filiales seront autorisées à vendre une partie de leur placement en titres de capitaux propres total dans les actions à droit de vote multiple de la Société à condition qu'immédiatement après cette vente, elles conservent une participation globale dans les actions à droit de vote multiple de la Société dont la valeur marchande se chiffre à au moins 150 000 000 \$ US;
- c) à compter du dixième anniversaire de la clôture, Fairfax et ses filiales seront autorisées à vendre, sous réserve du respect des lois en valeurs mobilières applicables et des exigences des bourses applicables, une partie de leur placement en titres de capitaux propres total dans les actions à droit de vote multiple de la Société;
- d) avant le dixième anniversaire de la clôture, si Fairfax ou ses filiales souhaitent vendre toute partie de leur placement global dans les actions à droit de vote multiple de la Société dans le cadre d'une opération qui ne satisferait pas aux conditions énoncées en a) ou b) ci-dessus, Fairfax et ses filiales ne pourront procéder à cette vente que si l'acquéreur convient, sous réserve du respect des lois en valeurs mobilières et des exigences des bourses applicables, d'acquérir une part proportionnelle du placement en titres de capitaux propres de tous les autres investisseurs de la Société.

Fairfax a également convenu qu'à la clôture celle-ci ainsi que les membres de son groupe ne vendront ni ne transféreront des actions à droit de vote multiple faisant partie du placement en titres de capitaux propres important avant qu'au moins 80 % du produit net des placements n'aura pas été investi dans des placements indiens. Toute vente ou tout transfert par Fairfax ou une société membre de son groupe d'actions à droit de vote multiple à une société non membre du groupe de Fairfax entraînera la conversion automatique de ces actions à droit de vote multiple en des actions à droit de vote subalterne. Se reporter à la rubrique « Description du capital-actions ».

Convention de protection

En vertu de la législation canadienne applicable, une offre d'achat visant les actions à droit de vote multiple n'entraînerait pas nécessairement l'obligation de présenter une offre d'achat des actions à droit de vote subalterne. Conformément aux règles de la TSX visant à faire en sorte qu'en cas d'offre publique d'achat, les porteurs d'actions à droit de vote subalterne puissent y participer, sur un pied d'égalité, avec les porteurs d'actions à droit de vote multiple, Fairfax, en tant que propriétaire de la totalité des actions à droit de vote multiple en circulation, a conclu une convention de protection usuelle avec la Société et un fiduciaire (la « **convention de protection** ») à la date de clôture. La convention de protection prévoit certaines dispositions usuelles pour les sociétés ayant deux catégories d'actions inscrites à la cote de la TSX, qui ont pour but d'empêcher les opérations qui par ailleurs priveraient les porteurs d'actions à droit de vote subalterne de droits dont ils auraient pu se prévaloir en vertu de la législation provinciale applicable en matière d'offre publique d'achat si les actions à droit de vote multiple avaient été des actions à droit de vote subalterne.

Les engagements pris dans la convention de protection n'ont pas pour effet d'empêcher la vente par Fairfax ou les membres de son groupe d'actions à droit de vote multiple si une offre est faite en même temps en vue de l'achat d'actions à droit de vote subalterne et que cette offre :

- a) comporte un prix par action à droit de vote subalterne au moins égal au prix le plus élevé par action payé aux termes de l'offre publique d'achat visant les actions à droit de vote multiple;
- b) prévoit que le pourcentage d'actions à droit de vote subalterne en circulation devant faire l'objet d'une prise de livraison (à l'exception des actions appartenant à l'initiateur ou aux personnes agissant conjointement ou de concert avec lui immédiatement avant l'offre) est au moins égal à celui des actions à droit de vote multiple devant être vendues (à l'exception des actions à droit de vote multiple appartenant à l'initiateur et aux personnes agissant conjointement ou de concert avec lui immédiatement avant l'offre);
- c) n'est assortie d'aucune condition si ce n'est le droit de ne pas prendre livraison des actions à droit de vote subalterne déposées en réponse à cette offre et de ne pas les régler si aucune action n'est achetée aux termes de l'offre visant les actions à droit de vote multiple;
- d) est identique, à tout autre égard important, à l'offre visant les actions à droit de vote multiple.

De plus, la convention de protection n'empêche pas le transfert d'actions à droit de vote multiple par Fairfax ou les membres de son groupe à d'autres membres du même groupe que Fairfax, si ce transfert n'est pas et n'aurait pas été assujéti à l'obligation de présenter une offre publique d'achat (si le vendeur ou le cessionnaire était au Canada) ou constitue ou constituerait une offre publique d'achat dispensée (au sens de la législation en valeurs mobilières applicable). La conversion d'actions à droit de vote multiple en actions à droit de vote subalterne, que ces dernières soient ou non vendues par la suite, ne constituera pas une aliénation d'actions à droit de vote subalterne aux fins de la convention de protection.

La convention de protection comporte des dispositions qui autorisent le fiduciaire à prendre, pour le compte des porteurs des actions à droit de vote subalterne, des mesures pour faire valoir les droits que leur confère la convention de protection. L'obligation du fiduciaire de prendre ces mesures est conditionnelle à ce que la Société ou les porteurs des actions à droit de vote subalterne lui fournisse les fonds et l'indemnisation qu'il pourra raisonnablement exiger. Aucun porteur d'actions à droit de vote subalterne n'a le droit, à moins qu'il n'agisse par l'intermédiaire du fiduciaire, d'intenter une action ou toute autre procédure ou d'exercer quelque autre recours afin de faire valoir les droits que lui confère la convention de protection, à moins que le fiduciaire n'omette d'agir après avoir reçu une demande autorisée par les porteurs d'au moins 10 % des actions à droit de vote subalterne en circulation ainsi que des fonds et une indemnisation raisonnables.

Sauf en ce qui concerne les modifications non importantes et les renonciations qui n'ont pas une incidence défavorable sur les participations des porteurs d'actions à droit de vote subalterne, la convention de protection prévoira qu'elle ne pourra être modifiée et qu'aucune de ses dispositions ne pourra faire l'objet d'une renonciation sans que les autorisations suivantes aient été obtenues avant que la modification ou la renonciation en question prenne effet, à savoir: a) le consentement de la TSX et de toute autre autorité en valeurs mobilières compétente au Canada et b) l'approbation d'au moins deux tiers des voix exprimées par des porteurs d'actions à droit de vote subalterne représentés à une assemblée dûment convoquée afin d'examiner cette modification ou cette renonciation, à l'exclusion des voix rattachées aux actions à droit de vote subalterne détenues par Fairfax ou les membres de son groupe et des personnes qui ont convenu d'acheter des actions à droit de vote multiple à des conditions qui constitueraient une vente ou une aliénation aux fins de la convention de protection, sauf dans les cas permis par celle-ci.

Aucune disposition de la convention de protection ne limitera les droits des porteurs d'actions à droit de vote subalterne aux termes des lois applicables.

Droits préférentiels de souscription

Si la Société décide d'émettre des actions à droit de vote subalterne supplémentaires après la clôture ou des titres pouvant être convertis en des actions à droit de vote subalterne ou échangés contre celles-ci, ou une option ou autre droit visant à acquérir ces titres autre qu'à un membre de son groupe (les « **titres émis** »), la convention de droits des porteurs

de titres conclue entre la Société et Fairfax (la « **convention de droits des porteurs de titres** ») fournit à Fairfax (et à l'une de ses filiales qui, de temps à autre, détient une participation dans les titres de capitaux propres de la Société), pour aussi longtemps que Fairfax avec ses filiales détienne, globalement, une participation dans les titres de capitaux propres de la Société d'au moins 10 %, calculée en fonction du capital-actions de la Société au moment de la clôture avec des droits préférentiels de souscription lui permettant d'acheter des titres émis, afin de maintenir la participation proportionnelle effective directe et indirecte de Fairfax. Le droit préférentiel de souscription ne s'appliquera pas à l'émission de titres émis dans certaines circonstances, y compris : (i) à l'égard de l'exercice d'options, de bons de souscription, de droits ou autres titres émis en vertu des mécanismes de rémunération fondée sur des titres de la Société, le cas échéant; (ii) à l'égard d'une division des actions à droit de vote subalterne en circulation en un nombre plus élevé d'actions à droit de vote subalterne; (iii) l'émission de titres de capitaux propres de la Société en remplacement de dividendes en espèces, le cas échéant; (iv) l'exercice par un porteur d'un privilège de conversion, d'échange ou autre privilège similaire aux termes des modalités d'un titre à l'égard duquel Fairfax ou ses filiales n'ont pas exercé, ou ont omis d'exercer, leur droit préférentiel de souscription, ou y ont renoncé, ou à l'égard duquel le droit préférentiel de souscription ne s'appliquait pas; (v) aux termes d'un régime de droits des actionnaires de la Société, le cas échéant, (vi) à la Société ou à une filiale de la Société ou à un membre de leur groupe, et (vii) toute émission d'actions à droit de vote subalterne en vertu d'une option de surallocation accordée aux placeurs pour compte ou aux preneurs fermes, selon le cas, à l'égard d'un placement d'actions à droit de vote subalterne.

Droits d'inscription

La convention de droits des porteurs de titres fournit à Fairfax le droit (le « **droit d'inscription d'entraînement** ») d'exiger de la Société qu'elle inclue des actions à droit de vote multiple ou des actions à droit de vote subalterne détenues par Fairfax et/ou l'une de ses filiales dans tout placement futur entrepris par la Société au moyen d'un prospectus qu'elle peut déposer auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes compétentes (un « **placement d'entraînement** »). Dans un tel cas, les actions à droit de vote multiple devant faire partie de ce placement seraient d'abord échangées par la Société contre des actions à droit de vote subalterne à raison de une action pour une action conformément à leurs modalités. La Société est tenue de déployer des efforts conformes aux usages du commerce afin de faire en sorte que soient incluses dans le placement d'entraînement toutes les actions à droit de vote subalterne (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) dont Fairfax exige la vente, à la condition que si le placement d'entraînement est réalisé dans le cadre d'une prise ferme et que le chef de file établit, agissant de façon raisonnable, que le nombre total d'actions à droit de vote subalterne (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) devant être incluses dans un tel placement d'entraînement devrait être limité pour certaines raisons prescrites, les actions à droit de vote subalterne devant être incluses dans le placement d'entraînement seront d'abord attribuées à la Société.

De plus, la convention de droits des porteurs de titres fournit à Fairfax le droit (le « **droit d'inscription sur demande** ») d'exiger de la Société qu'elle déploie des efforts conformes aux usages du commerce afin de déposer un ou plusieurs prospectus auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes compétentes, visant les actions à droit de vote multiple ou les actions à droit de vote subalterne détenues par Fairfax ou ses filiales (un « **placement sur demande** »). Dans un tel cas, les actions à droit de vote multiple devant faire partie d'un tel placement seraient d'abord échangées par la Société contre des actions à droit de vote subalterne à raison de une action pour une action conformément à leurs modalités. Fairfax a le droit de ne demander pas plus que deux placements sur demande par année civile, et chaque placement sur demande doit se composer du nombre d'actions à droit de vote subalterne (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il donne lieu à un produit brut d'au moins 20 millions de dollars américains. La Société peut également placer des actions à droit de vote subalterne dans le cadre d'un placement sur demande, à la condition que si le placement sur demande est réalisé dans le cadre d'une prise ferme et que le chef de file établit, agissant de façon raisonnable, que le nombre total d'actions à droit de vote subalterne devant être incluses dans un tel placement sur demande devrait être limité pour certaines raisons prescrites, les actions à droit de vote subalterne (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) devant être incluses dans le placement sur demande seront d'abord attribuées à Fairfax et à ses filiales.

Le droit d'inscription d'entraînement de même que le droit d'inscription sur demande peuvent chacun être exercés en tout temps au cours des 18 mois suivant la clôture, sous réserve de l'exigence en matière de participation conservée applicable à Fairfax, pourvu que Fairfax directement ou indirectement détienne une participation dans les titres de capitaux propres de la Société d'au moins 5 % calculée en fonction du capital-actions de la Société au moment de la clôture. Le droit d'inscription d'entraînement de même que le droit d'inscription sur demande sont assujettis à diverses conditions et

limites, et la Société a le droit de reporter tout placement sur demande dans certaines circonstances pour une période ne pouvant dépasser 90 jours. Les dépenses associées à un placement d'entraînement, sous réserve de certaines exceptions, seront prises en charge par la Société, sauf que la rémunération de prise ferme applicable à la vente d'actions à droit de vote subalterne (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) par Fairfax ou ses filiales, de même que les honoraires des conseillers externes de Fairfax, seront pris en charge par Fairfax. Les dépenses associées à un placement sur demande, sous réserve de certaines exceptions, seront prises en charge par la Société et Fairfax de façon proportionnelle conformément au nombre d'actions à droit de vote subalterne placées par chacune d'entre elles. Aux termes de la convention de droits des porteurs de titres, la Société indemnifiera Fairfax pour toute information fautive ou trompeuse contenue dans un prospectus en vertu duquel les actions à droit de vote subalterne de Fairfax (y compris les actions à droit de vote subalterne qui étaient anciennement des actions à droit de vote multiple) sont placées (autrement qu'à l'égard de toute information fournie par Fairfax, concernant Fairfax, pour inclusion dans le prospectus) et Fairfax indemnifiera la Société pour toute information fautive ou trompeuse que pourrait renfermer tout renseignement fourni par Fairfax, concernant Fairfax, pour inclusion dans le prospectus.

Contrat de licence visant la marque de commerce de Fairfax

Fairfax a enregistré l'appellation « Fairfax » en tant que marque de commerce dans plusieurs territoires, y compris le Canada, les États-Unis et l'Inde. La Société a conclu un contrat de licence de marque de commerce avec Fairfax qui fournit à la Société une licence non exclusive et libre de redevances l'autorisant à utiliser la marque de commerce « Fairfax » dans le cadre de ses activités. La licence accordée à la Société est révocable en tout temps au gré de Fairfax sur remise d'un préavis écrit de 60 jours de la Société.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Cours et volume des opérations

Les actions à droit de vote subordonné étaient inscrites aux fins de négociation à la TSX sous le symbole « FIH.U » le 30 janvier 2015. Les actions à droit de vote subordonné se négocient en dollars américains.

Ventes antérieures

Le 25 novembre 2014, la Société a émis à Fairfax une action à droit de vote multiple au prix de 10,00 \$ US dans le cadre de la constitution en société de la Société. Tout de suite après la clôture, l'action à droit de vote multiple émise à Fairfax au moment de sa constitution en société a fait l'objet d'un don à la Société et d'une annulation.

Le 30 janvier 2015, la Société a émis à Fairfax ou aux membres de son groupe 30 000 000 d'actions à droit de vote multiple, dans le cadre d'un placement privé, en contrepartie d'un prix d'achat global de 300 millions de dollars américains.

ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

Administrateurs et dirigeants

Le conseil est constitué de sept administrateurs, dont la majorité sont des administrateurs indépendants en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à chaque assemblée annuelle des actionnaires de la Société, et tous les administrateurs demeureront en fonction jusqu'à la levée de la prochaine assemblée annuelle ou jusqu'à ce que leurs remplaçants respectifs soient élus ou nommés et ceux-ci seront admissibles à une réélection ou au renouvellement de leur mandat. Les candidats à l'élection des administrateurs seront désignés par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature conformément aux dispositions des lois en matière de droit des sociétés applicables et de la charte du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature.

Le tableau ci-après fournit des renseignements sur les administrateurs et les dirigeants de la Société. Chaque administrateur et dirigeant ont été nommés le 25 novembre 2014.

Nom, province ou État et pays de résidence	Poste/Titre	Indépendant	Principale occupation	Propriété des titres avec droit de vote (actions à droit de vote subalterne) de la Société⁽⁶⁾
V. Prem Watsa ⁽¹⁾ Toronto (Ontario) Canada	Administrateur et président du conseil	Non	Président du conseil et chef de la direction de Fairfax; Vice-président du conseiller en placements	320 000
Anthony F. Griffiths ⁽²⁾⁽³⁾ Toronto (Ontario) Canada	Administrateur principal	Oui	Consultant en affaires indépendant et administrateur de sociétés	50 000
Alan D. Horn ⁽²⁾⁽³⁾ Toronto (Ontario) Canada	Administrateur	Oui	Président et chef de la direction de Rogers Telecommunications Limited et président du conseil de Rogers Communications Inc.	15 000
Christopher D. Hodgson ⁽²⁾⁽³⁾ Markham (Ontario) Canada	Administrateur	Oui	Président, Ontario Mining Association	1 000
Deepak Parekh Mumbai, Inde	Administrateur	Oui	Président de Housing Development Finance Corporation Limited	48 356
Harsha Raghavan ⁽⁴⁾ Mumbai, Inde	Administrateur	Non	Administrateur délégué et chef de la direction de Fairbridge	78 356
Chandran Ratnaswami ⁽⁵⁾ Toronto (Ontario) Canada	Administrateur et chef de la direction	Non	Chef de la direction de la Société et directeur général du conseiller en placements	—
John Varnell Caledon (Ontario) Canada	Chef des finances et secrétaire de la Société	s.o.	Vice-président, Développement des affaires de Fairfax et Chef des finances et secrétaire de la Société	—

Notes :

- (1) M. Watsa est considéré comme un administrateur non indépendant étant donné qu'il est président du conseil et chef de la direction de Fairfax, promoteur de la Société et vice-président du conseiller en placements.
- (2) Membre du comité d'audit
- (3) Membre du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature
- (4) M. Raghavan est considéré comme un administrateur non indépendant étant donné qu'il est administrateur délégué et chef de la direction de Fairbridge, sous-conseiller de la Société.
- (5) M. Ratnaswami est considéré comme un administrateur non indépendant étant donné qu'il est chef des finances de la Société et directeur général du conseiller en placements.
- (6) En date du 6 mars 2015

En date du 6 mars 2015, à la connaissance de la Société, les administrateurs et les membres de la haute direction de la Société ont la propriété véritable d'environ 512 712 actions à droit de vote subalterne (soit 0,66 %), directement ou indirectement, ou exercent un contrôle ou une emprise sur celles-ci. Aucun des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société n'a la propriété véritable de toute action à droit de vote multiple ni n'exercera une emprise sur celles-ci, directement ou indirectement.

Le mandat du conseil, essentiellement en la forme prévue à l'annexe A de la présente notice annuelle, est d'assurer la gouvernance et la gérance de la Société et de ses activités. Dans le cadre de l'exercice de son mandat, le conseil adoptera une charte écrite prévoyant ses responsabilités notamment, (i) participer à l'élaboration et à l'approbation d'un plan stratégique pour la Société; (ii) superviser les activités et gérer les placements et les affaires internes de la Société; (iii) approuver les décisions importantes concernant la Société; (iv) définir les rôles et les responsabilités de gestion et déléguer l'autorité de gestion au chef des finances; (v) examiner et approuver l'objectif d'affaires et de placement devant être atteint par la direction; (vi) évaluer le rendement des membres de la direction et en assurer la supervision; (vii) revoir la stratégie d'emprunt de la Société; (viii) définir et gérer l'exposition aux risques; (ix) assurer l'intégrité et le caractère adéquat des contrôles internes et des systèmes de gestion de l'information de la Société; (x) assurer la planification de la relève; former les comités du conseil, lorsqu'il est nécessaire ou prudent de le faire, et définir leur mandat; tenir les dossiers et fournir les rapports aux actionnaires; (xiii) assurer des communications efficaces et adéquates avec les actionnaires, les autres intervenants et le public; (xiv) déterminer le montant des dividendes et le

moment de leurs versement, le cas échéant, aux actionnaires; et (xv) superviser la responsabilité sociale, l'intégrité et l'éthique de la Société.

Le conseil adoptera une description de poste écrite pour le président du conseil, qui décrira les responsabilités clés du président, y compris, selon le cas, les tâches relatives à l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil, à la présidence du conseil et des assemblées des actionnaires, au perfectionnement des administrateurs et aux communications avec les actionnaires et les autorités de réglementation. Le conseil adoptera également une description de poste écrite pour chacun des présidents de comité qui décrira les responsabilités clés du président du comité, y compris les tâches relatives à l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil, à la présidence des réunions de comité et aux travaux avec le comité respectif et les membres de la direction pour s'assurer, dans la mesure du possible, du bon fonctionnement du comité.

Le conseil adoptera également des descriptions de poste écrites pour le chef des finances qui décriront les responsabilités clés du chef des finances. Les fonctions principales du chef des finances seront de donner une direction aux activités et aux affaires internes de la Société, de mener la mise en œuvre des résolutions et des politiques du conseil, de superviser la gestion quotidienne et de communiquer avec les actionnaires et les autorités de réglementation. Le conseil élaborera également le mandat du chef des finances qui décrit les responsabilités clés, y compris les tâches relatives à la planification stratégique et à l'orientation en matière d'exploitation de la Société, aux interactions du conseil, à la planification de la relève et aux communications avec les actionnaires. À chaque année, le mandat du chef des finances sera examiné par le conseil aux fins d'approbation.

La Société possède un service de trésorerie à son siège social sous la supervision de son chef des finances et secrétaire. Ce groupe surveille l'ensemble des comptes bancaires au pays et à l'étranger de la Société et, de concert avec les équipes de direction locales et les avocats de la Société, il veille à ce que les dirigeants et les administrateurs de celle-ci soient au fait du contrôle des devises ou des questions bancaires se rapportant aux activités de la Société à l'étranger. Les filiales de la Société dans la République de Maurice, le conseiller en placements et Fairbridge connaissent bien, collectivement, les différences entre les systèmes et les contrôles bancaires, et entre les cultures et les pratiques d'entreprise, du Canada et de l'Inde. Leur expérience, leurs conseils et leurs relations bancaires existantes, associés aux conseils des avocats de la Société, aideront la Société à exécuter ses opérations bancaires avec des institutions financières indiennes dignes de confiance conformément au contrôle interne lié aux obligations d'information financière de la Société.

La Société adoptera également un code de conduite écrit (le « **code de conduite** ») qui s'appliquera à tous les administrateurs, membres de la haute direction et dirigeants de la Société et de ses filiales. L'objectif du code de conduite sera de fournir des lignes directrices pour le maintien de l'intégrité, de la réputation, de l'honnêteté, de l'objectivité et de l'impartialité de la Société et de ses filiales. Le code de conduite traitera des conflits d'intérêt, de la protection des actifs de la Société, de la confidentialité, des opérations équitables avec les porteurs de titres, les concurrents et les employés, des délits d'initié, du respect des lois et du signalement de tout comportement illégal ou contraire à l'éthique. Selon le code de conduite, toute personne soumise au code de conduite sera tenue d'éviter de divulguer ou de divulguer dans son intégralité les intérêts ou les liens qui sont dommageables ou nuisibles aux intérêts de la Société ou qui peuvent donner lieu à des conflits d'intérêts réels, éventuels ou à l'apparence de conflits d'intérêts. Le conseil aura pour responsabilité ultime l'application du code de conduite. Le code de conduite sera également déposé auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières dans SEDAR.

À l'exception des administrateurs nommés avant la clôture qui demeureront en fonction jusqu'à la levée de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce qu'un remplaçant soit nommé, les administrateurs seront élus à chaque assemblée annuelle des actionnaires afin de demeurer en fonction jusqu'à la levée de la prochaine assemblée annuelle ou jusqu'à ce qu'un remplaçant soit dûment élu ou nommé, et ceux-ci seront admissibles à la réélection. Les candidats seront désignés par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature, dans chaque cas en vue de leur élection en tant qu'administrateurs par les actionnaires conformément aux lois en matière de droit des sociétés applicables et seront désignés dans les documents reliés aux procurations avant chaque assemblée annuelle des actionnaires.

La Société n'impose pas à ses administrateurs de limites quant à la durée de leur mandat étant donné qu'elle est d'avis que ces limites constituent un mécanisme arbitraire pour relever des administrateurs de leurs fonctions, ce qui peut amener des administrateurs précieux et chevronnés à être forcés de quitter le conseil uniquement en raison de leur nombre d'années de service. La Société est plutôt d'avis que les administrateurs devraient être évalués selon leur capacité à continuer à fournir une contribution importante. L'évaluation de rendement annuel des administrateurs de la Société

permet d'évaluer les forces et les faiblesses des administrateurs et, de ce point de vue, jumelée à l'élection annuelle effectuée par les actionnaires, il s'agit d'un moyen plus concret pour évaluer le rendement des administrateurs et pour décider si un administrateur devrait être relevé de ses fonctions en raison d'un rendement insuffisant.

Renseignements biographiques concernant les administrateurs et les membres de la haute direction de la Société

V. Prem Watsa (64 ans) — Se reporter à la rubrique « Le conseiller en placements et Fairbridge — Administrateurs et dirigeants du conseiller en placements ».

Anthony F. Griffiths (84 ans) — M. Griffiths est consultant indépendant et administrateur de sociétés. Il est également administrateur de Fairfax et président du conseil de Novadaq Technologies Inc. M. Griffiths a été président du conseil de Mitel Corporation de 1987 à 1993, et de 1991 à 1993, il a occupé les postes de président et chef de la direction ainsi que de président du conseil. M. Griffiths est un résident de Toronto, en Ontario, Canada.

Alan D. Horn (63 ans) — M. Horn est président et chef de la direction de Rogers Telecommunications Limited et est président du conseil de Rogers Communications Inc. depuis mars 2006. M. Horn a été président par intérim et chef de la direction de Rogers Communications Inc. au cours de l'année 2008. M. Horn a été vice-président, Finances et chef des finances de Rogers Communications Inc. de 1996 à 2006 et a été président et chef de l'exploitation de Rogers Telecommunications Limited de 1990 à 1996. M. Horn est administrateur de Fairfax. M. Horn est comptable agréé, administrateur et membres du comité d'audit de CCL Industries Inc. M. Horn est un résident de Toronto, en Ontario, Canada.

Christopher D. Hodgson (53 ans) — M. Hodgson est président de l'Ontario Mining Association, président de Chris Hodgson Enterprises et membre du conseil de Cara Operations Ltd. Auparavant, il a été administrateur principal auprès de The Brick Ltd. Il s'est lancé en politique provinciale en 1994 en tant que député provincial de Haliburton-Victoria-Brock et, après les élections générales de 1995 et de 1999, il a été nommé au conseil des ministres de l'Ontario. M. Hodgson a été ministre des Richesses naturelles de l'Ontario, ministre du Développement du Nord et des Mines, président du Conseil de gestion du gouvernement, commissaire à la commission de régie interne et ministère des Affaires municipales et du logement. Il a également poursuivi une carrière dans l'administration municipale et dans la promotion immobilière et il est titulaire d'un baccalauréat ès arts avec spécialisation de l'Université Trent. M. Hodgson est un résident de Markham, en Ontario, Canada.

Deepak Parekh (70 ans) — M. Parekh est président du conseil et chef de la direction de Housing Development Finance Corporation Limited, société de financement en matière d'habitation en Inde auquel il s'est joint en 1978. M. Parekh est président du conseil non membre de la direction de GlaxoSmithKline Pharmaceuticals Ltd. et Siemens Ltd. et a été administrateur de plusieurs sociétés ouvertes indiennes, y compris Mahindra & Mahindra Ltd, Indian Hotels Co Ltd. et Network 18 Media & Investments Limited. M. Parekh est également administrateur de DP World Limited, société inscrite à la cote du NASDAQ Dubai, et Vedanta Resources PLC, société inscrite à la cote de la Bourse de Londres. M. Parekh est titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université de Bombay et a obtenu le titre de comptable agréé de l'institut des comptables agréés de l'Angleterre et du pays de Galle. M. Parekh est un résident de Mumbai, en Inde.

Harsha Raghavan (43 ans) — Se reporter à la rubrique « Le conseiller en placements et Fairbridge — Fairbridge ».

Chandran Ratnaswami (65 ans) — Se reporter à la rubrique « MI Co et MI Sub — Renseignements biographiques concernant les administrateurs et les dirigeants de MI Co et de MI Sub ».

John Varnell (58 ans) — M. Varnell est vice-président, Développement des affaires de Fairfax, poste qu'il occupe depuis août 2012. M. Varnell s'est joint à Fairfax en mars 1987 et a été contrôleur jusqu'en 1991. M. Varnell a été le chef des finances de Fairfax de mai 1991 à septembre 2001. De 2005 à 2008, M. Varnell a été nommé chef des finances de la Corporation financière Northbridge, filiale en propriété exclusive de Fairfax et a été chargé des projets spéciaux pour le compte de Fairfax de 2008 à 2010. En juin 2010, M. Varnell a été nommé de nouveau vice-président et chef des finances de Fairfax, poste qu'il a occupé jusqu'en juillet 2012. M. Varnell est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'University of Western Ontario et est comptable agréé, titre qu'il a obtenu des Comptables professionnels agréés du Canada. M. Varnell est un résident de Caledon, en Ontario, Canada.

Amendes ou sanctions

Aucun des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société, et à la connaissance de celle-ci, aucun actionnaire détenant un nombre de titres suffisant pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société, ne s'est vu imposer une amende ou sanction par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni n'a conclu un règlement amiable avec celle-ci, ni ne s'est vu imposer toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

Faillites personnelles

Aucun des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société et, à la connaissance de celle-ci, aucun actionnaire détenant un nombre de titres suffisant pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société, n'a, au cours des 10 années précédant la date de la présente notice annuelle, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, fait l'objet ni n'a été à l'origine d'une procédure judiciaire, d'un concordat ou d'un compromis avec des créanciers, ou s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite afin de détenir ses actifs.

Interdiction d'opérations et faillite de sociétés

Sauf tel qu'il est énoncé ci-après, aucun des administrateur ou des membres de la haute direction de la Société et, à la connaissance de celle-ci, aucun actionnaire détenant un nombre de titres suffisant pour avoir une incidence importante sur le contrôle de la Société, n'est à la date de la présente notice annuelle, ni n'a été au cours des 10 années précédant la date de la présente notice annuelle, a) administrateur, chef de la direction ou chef des finances de toute société, qui a fait l'objet d'une ordonnance pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions; b) a fait l'objet d'une ordonnance qui été délivrée après que l'administrateur, le chef de la direction ou le chef des finances actuel ou proposé, a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances, et qui découlait d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions, ou c) administrateur ou membre de la haute direction d'une Société qui, pendant que l'administrateur ou le membre de la haute direction exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, fait l'objet ou été à l'origine d'une procédure judiciaire, d'un concordat ou d'un compromis avec des créanciers, ou s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite afin de détenir ses actifs. Pour les besoins du présent paragraphe, « ordonnance » s'entend d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations, ou d'une ordonnance qui refuse à la société visée le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui est en vigueur, dans chaque cas, pendant plus de 30 jours consécutifs.

M. Griffiths a été administrateur de Produits forestiers Résolu (anciennement AbitibiBowater Inc.) lorsque cette société et certaines de ses filiales canadiennes et américaines ont déposé au Canada une demande de protection en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (Canada) (la « LACC ») et une demande de redressement en vertu du Chapter 11 auprès de la Bankruptcy Court des États-Unis (l'« USBC ») en avril 2009. Le 9 décembre 2010, cette société s'est libérée du régime de protection contre les créanciers en vertu de la LACC au Canada et du Chapter 11 de l'USBC aux États-Unis. M. Griffiths a été administrateur de PreMD Inc. de 1995 à février 2010 et, dans le cadre de la radiation volontaire des actions de la société de la cote de la TSX, des interdictions d'opérations ont été prononcées en avril 2009 (lesquelles sont toujours en vigueur) exigeant que l'ensemble des opérations et des acquisitions sur les titres de la société soient interdites en permanence en raison de son défaut de déposer les documents d'information continue exigés par la législation sur les valeurs mobilières de l'Ontario. M. Griffiths a été administrateur de Jaguar Mining Inc. de mai 2004 à juin 2013. Le 23 décembre 2013, la société a entamé des procédures en vertu de la LACC afin de réaliser une opération de restructuration du capital et de financement. La négociation des actions ordinaires de la société a été suspendue le 23 décembre 2013 et les actions ordinaires ont été radiées de la cote de la TSX le 10 février 2014. Le 7 février 2014, les créanciers ordinaires visés de la société et la Cour supérieure de justice de l'Ontario ont approuvé un plan de compromis et d'accord de la société conformément à la LACC qui a été mis en œuvre par la suite le 22 avril 2014.

Conflit d'intérêts

V. Prem Watsa, Alan D. Horn et Anthony F. Griffiths, chacun administrateur, mais chacun également administrateur de Fairfax (et, dans le cas de M. Watsa, administrateur du conseiller en placements), seront tenus de divulguer la nature et l'étendue de leur intérêt à l'égard de tout contrat important ou de toute opération importante ou de toute proposition de contrat important ou d'opération importante entre la Société et Fairfax (ou, dans le cas de M. Watsa, entre la Société et le conseiller en placements) ou des membres de son groupe ou de tout autre entité dans lesquels MM. Watsa, Horn ou Griffiths, respectivement, ont un intérêt (à moins que le contrat ou l'opération ne se rapporte à leur rémunération ou à une indemnité d'assurance de responsabilité civile), ni n'ont le droit de voter en faveur de celui-ci ou de celle-ci, et ils ne seront pas habilités à voter à l'égard de quelque résolution en vue de les approuver.

Étant donné que le président du conseil n'est pas un administrateur indépendant, Anthony Griffiths, administrateur indépendant, a été nommé à titre d'« administrateur principal » afin d'assurer un leadership approprié pour les administrateurs indépendants. L'administrateur principal (i) s'assurera que des structures et des procédures appropriées sont en place de sorte que le conseil puisse fonctionner indépendamment de la direction de la Société; et (ii) mènera le processus dans le cadre duquel les administrateurs indépendants cherchent à s'assurer que le conseil représente et protège les intérêts de tous les actionnaires. Anthony Griffiths, à titre d'administrateur principal, est également président du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature.

Comités du conseil

Le conseil a formé deux comités : le comité d'audit et le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature. Tous les membres du comité d'audit seront des personnes que le conseil a désignées comme étant des administrateurs indépendants, sauf pendant des périodes temporaires dans des circonstances limitées conformément au *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** »). Tous les membres du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature seront des personnes que le conseil a établies comme étant des administrateurs indépendants. Une majorité des membres de chaque comité seront des résidents du Canada.

Comité d'audit

Le comité d'audit est constitué de trois administrateurs, qui sont toutes des personnes que la Société a désigné comme étant des administrateurs indépendants et des personnes ayant des compétences financières au sens du Règlement 52-110 et dont une majorité de ceux-ci sont des résidents du Canada. Le comité d'audit est composé d'Alan D. Horn, qui agit à titre de président de ce comité, d'Anthony F. Griffiths et de Christopher D. Hodgson, qui ont tous été désignés comme étant des administrateurs indépendants. Chacun des membres du comité d'audit a une bonne compréhension des principes comptables utilisés pour la préparation des états financiers et une expérience variée quant à l'application générale de ces principes comptables, ainsi qu'une bonne compréhension des contrôles internes et des procédures nécessaires à la présentation de l'information financière.

Le conseil a adopté une charte écrite pour le comité d'audit, en la forme prévue à l'annexe B de la présente notice annuelle, qui décrit les responsabilités du comité d'audit. Les responsabilités du comité d'audit comprennent : (i) l'examen des procédures de contrôle interne de la Société avec les auditeurs de la Société et le chef des finances; (ii) l'examen et l'approbation de la mission des auditeurs; (iii) l'examen des états financiers annuels et trimestriels et de tous les autres documents d'information importants, y compris la notice annuelle et le rapport de gestion de la Société; (iv) l'évaluation des membres du personnel de la Société chargés des finances et de la comptabilité; (v) l'évaluation des politiques comptables de la Société; (vi) l'examen des procédures de gestion des risques de la Société; (vii) l'examen de toute opération importante en dehors du cours normal des activités de la Société et de toute autre question d'ordre juridique qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société; (viii) la supervision des travaux et la confirmation de l'indépendance des auditeurs externes; et (ix) l'examen, l'évaluation et l'approbation des procédures de contrôle interne qui ont été mises en œuvre et tenues à jour par la direction.

Le comité d'audit pourra communiquer directement avec le chef des finances et les auditeurs externes de la Société afin de discuter de ces questions et de les examiner selon ce que le comité d'audit juge approprié.

Les honoraires comptables payables pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 à l'auditeur externe de la Société, PricewaterhouseCoopers s.r.l., s.e.n.c.r.l., et les membres de son groupe étaient de l'ordre de 120 000 \$ US. L'ensemble de ces honoraires étaient payables par Fairfax si le placement n'était pas réalisé.

Comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature

Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature est composé de trois administrateurs, qui sont tous des personnes que la Société a désigné comme étant des administrateurs indépendants et dont une majorité sont des résidents du Canada, et ils seront chargés d'examiner, de superviser et d'évaluer les politiques de gouvernance, de rémunération et de mises en candidature de la Société. Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature est composé d'Anthony F. Griffiths, qui agit à titre de président de ce comité, d'Alan D. Horn et de Christopher D. Hodgson.

Le conseil adoptera une charte écrite pour le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature décrivant ses responsabilités afin: (i) d'évaluer l'efficacité du conseil, de chacun de ses comités et de chacun des administrateurs; (ii) de superviser le recrutement et la sélection des candidats à titre d'administrateur; (iii) de mettre en place un programme d'orientation et de formation pour les nouveaux administrateurs; (iv) de prendre en considération et d'approuver les propositions des administrateurs en vue du recrutement des conseillers externes au nom du conseil dans son ensemble ou au nom des administrateurs indépendants; (v) l'examen et la présentation de recommandations au conseil concernant tout changement relatif au nombre d'administrateurs composant le conseil; (vi) l'examen des questions de planification de la relève de la direction; (vii) l'administration de tout régime d'achat de la Société et de tout autre programme incitatif de rémunération; (viii) l'évaluation du rendement des membres de la direction de la Société; (ix) l'examen et l'approbation de la rémunération payée par la Société, le cas échéant, aux dirigeants de la Société; et (x) l'examen et la présentation de recommandations au conseil concernant le niveau et la nature de la rémunération payable aux administrateurs et aux dirigeants de la Société.

Il est prévu que le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature mettra en place un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs dans le cadre duquel un nouvel administrateur rencontrera le président du conseil et les membres de la haute direction de la Société. Il est prévu qu'un nouvel administrateur bénéficiera d'une orientation et d'une formation complète concernant la nature et l'exploitation de la Société et ses activités, les questions touchant l'Inde et notamment les divers contextes politiques, réglementaires et économiques, le rôle du conseil et de ses comités et l'apport attendu de chaque administrateur. Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature sera chargé de coordonner les programmes de perfectionnement pour les administrateurs qui restent en place pour leur permettre de conserver ou de perfectionner leurs compétences et leurs qualifications à titre d'administrateur et de maintenir à jour leur connaissance et leur compréhension de la Société et de ses activités. La Société retiendra également les services d'avocats chevronnés qui connaissent bien le contexte politique, réglementaire et économique en Inde afin qu'ils offrent des conseils au conseil et aux membres de la direction à l'égard des dernières nouveautés dans cette région à l'occasion.

Les administrateurs peuvent également visiter de temps à autre les établissements des entreprises de portefeuille dans lesquelles la Société investit. Au cours de ces déplacements, les administrateurs ont l'occasion de rencontrer les hauts dirigeants chargés des activités locales des entreprises en portefeuille, de participer à une visite des installations, de rencontrer des représentants des gouvernements, des dirigeants locaux et des parties prenantes, et d'en apprendre davantage sur la culture et les pratiques d'entreprise locales.

Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature est chargé, avec le chef de file, d'élaborer et de mettre en œuvre des procédures afin d'évaluer l'efficacité du conseil, des comités du conseil et de la contribution de chacun des membres du conseil. Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature prendra également des mesures raisonnables pour évaluer annuellement le rendement et l'efficacité des administrateurs qui siègent au conseil, aux comités du conseil, de chacun de ceux-ci, du président du conseil et des présidents de comité. L'évaluation traitera notamment de l'indépendance de chaque administrateur, des compétences générales de chacun des administrateurs et du conseil en général, ainsi que des compétences financières de chaque administrateur. Le conseil recevra et examinera les recommandations du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature en ce qui concerne les résultats de l'évaluation du rendement et de l'efficacité du conseil, des comités du conseil et de chacun des membres.

Les administrateurs estiment que les membres du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature, à titre individuel et collectif, possèdent les connaissances, les compétences et l'expérience liées aux questions de gouvernance et de rémunération, y compris la gestion des ressources humaines, les questions de rémunération des dirigeants et le leadership d'affaires en général pour accomplir le mandat du comité. Tous les membres du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature ont des connaissances et une expérience considérables à titre

d'actuels et d'anciens dirigeants d'entreprises complexes et d'envergure et à titre de membres de conseils d'autres entités dont les titres se négocient en bourse.

Assurance de responsabilité civile des administrateurs et des dirigeants

Les administrateurs et les dirigeants de la Société et de ses filiales sont couverts aux termes de l'assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et dirigeants actuels de Fairfax. Aux termes de cette couverture d'assurance, la Société et ses filiales se verront rembourser pour les sinistres assurés si les paiements ont été effectués en application des dispositions relatives aux indemnités pour le compte des administrateurs, des administrateurs de MI et des dirigeants de la Société et de ses filiales, sous réserve d'une franchise pour chaque sinistre, qui est payable par la Société. Chacun des administrateurs, des administrateurs de MI et des dirigeants de la Société et de ses filiales se verront également rembourser pour les sinistres subis au cours de l'exécution de ses fonctions et pour lesquels il ne reçoit aucune indemnité de la part de la Société. La couverture de l'assurance ne comprend pas les actes illégaux, les actes qui rapportent un profit personnel ainsi que certains autres actes. Dans le cas où la Société n'est pas contrôlée par Fairfax en tout temps dans le futur, la Société souscrit sa propre assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants.

Diversité

Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature est d'avis que le fait que le conseil et l'équipe de la haute direction soient composés de membres provenant de différents horizons offre une perspective du monde approfondie et accentue la qualité des activités du conseil et de la direction. Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature recherche des candidats pour siéger au conseil et composer la direction de la Société qui possèdent des compétences pouvant le mieux renforcer le conseil et la direction, et la Société vise à accroître de façon soutenue la diversité au sein de la Société.

Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature ne définit pas de façon précise la diversité, mais valorise la diversité d'expérience, de perspectives, de formation, ainsi que la diversité quant à la race, au sexe et à l'origine dans le cadre de son évaluation annuelle globale des candidats aux postes d'administrateurs aux fins d'élection ou de réélection ainsi que des candidats à des postes de haute direction. Le sexe et la géographie ont une importance particulière pour la Société pour assurer une diversité au sein du conseil et de la direction. Les recommandations concernant des candidats aux postes d'administrateurs sont, avant tout, fondées sur la valeur et le rendement, mais la diversité est prise en considération, étant donné qu'il est favorable qu'une diversité d'antécédents, de perspectives et d'expérience soit présente aux niveaux du conseil et de la haute direction.

L'anglais est l'une des langues officielles de l'Inde et la langue la plus utilisée dans les activités commerciales de ce pays. Les membres du conseil ainsi que les membres de la direction de la Société et de ses filiales parlent tous couramment l'anglais. Bien que la Société ait l'intention de participer uniquement aux opérations qui se dérouleront en anglais et qu'elle ne prévoie pas effectuer d'opérations en hindi, quatre administrateurs (MM. Watsa, Ratnaswami, Raghavan et Parekh) parlent néanmoins couramment l'hindi.

Étant donné que la Société exploite ses activités dans des territoires étrangers, l'importance de la diversité géographique est essentielle pour l'efficacité du conseil et de la haute direction. Par conséquent, la Société tente de recruter et de choisir des candidats pour siéger au conseil et composer la haute direction qui représentent à la fois la diversité quant aux deux sexes et qui ont une compréhension et une expérience des affaires à l'échelle mondiale. Toutefois, le conseil ne favorise pas les pourcentages fixes pour tout critère de sélection, étant donné que la composition du conseil et de la haute direction est fondée sur de nombreux facteurs établis en fonction des critères de sélection et que, en bout de ligne, ce sont les compétences, l'expérience, le caractère et les qualités comportementales qui sont les critères plus importants pour déterminer la valeur qu'une personne pourrait apporter au conseil ou à la direction de la Société.

Au niveau de la haute direction, l'un des trois membres de la haute direction de la Société et de ses filiales (33 %) est une femme; il s'agit de Mme Amy Tan, chef de la direction de MI Co et de MI Sub. Il n'existe actuellement aucune femme occupant un poste d'administrateur (0 %) au conseil. La Société ne dispose pas de politique officielle sur la représentation des femmes au conseil ou à la haute direction de la Société. Le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature prend déjà en considération la question du genre dans le cadre de son processus général de recrutement et de sélection pour combler les postes au sein du conseil et de la haute direction. Cependant, le conseil n'est pas d'avis qu'une politique officielle donnera nécessairement lieu au repérage ou à la sélection de meilleurs candidats. À ce titre, la Société ne voit pas la nécessité d'adopter une politique officielle à cet égard en ce moment et elle juge qu'une

telle politique ne contribuerait pas à accroître davantage la diversité des sexes en comparaison avec le processus de recrutement et de sélection actuel appliqué par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature. Toutefois, le conseil est conscient de l'avantage de la diversité au sein du conseil et de la haute direction de la Société et du besoin de maximiser l'efficacité du conseil et de la haute direction et de leurs habilités décisionnelles respectives. Par conséquent, dans sa recherche de nouveaux administrateurs, le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature prendra en considération le niveau de représentation des femmes et la diversité des membres du conseil et de la haute direction, et ce sera un des nombreux facteurs pris en compte dans son processus de recherche. Pour ce faire, le degré de représentation féminine au conseil et à la haute direction sera mesuré en continu et, si nécessaire, des femmes qualifiées seront activement recrutées dans le cadre du processus de recrutement et de sélection général de la Société visant à combler des postes au sein du conseil ou de la haute direction, en fonction des besoins créés par des vacances, une croissance ou autrement. Dans le cas où une femme compétente peut offrir à la Société des compétences ou une perspective uniques (du fait du genre de cette candidate ou non), le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature prévoit qu'il embaucherait cette femme plutôt qu'un homme. Dans le cas où le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature estime qu'un homme et une femme sont en mesure d'offrir à la Société des compétences et une perspective essentiellement égales, ce comité prévoit prendre en considération nombre de facteurs, autres que le genre, de même que le degré général de représentation féminine pour décider du candidat à embaucher. En raison de la taille de la Société, de ses activités et de son petit nombre d'employés, la Société n'a pas encore établi d'objectifs mesurables pour atteindre une diversité quant au sexe. La Société étudiera la possibilité d'établir de tels objectifs mesurables au fur et à mesure qu'elle prend de l'expansion.

Rémunération des administrateurs et des administrateurs de MI

Rémunération des administrateurs

Le programme de rémunération des administrateurs est conçu pour recruter et maintenir en poste les personnes les plus compétentes afin de siéger au conseil. Le conseil, par l'intermédiaire du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature, est chargé d'examiner et d'approuver tout changement lié aux arrangements en matière de rémunération des administrateurs. En contrepartie des services rendus à titre de membre du conseil, chaque administrateur qui n'est pas un employé de la Société ou de l'un des membres du même groupe qu'elle se verra rémunérer de la façon indiquée ci-après :

<u>Type de rémunération</u>	<u>Montant</u>
Provision annuelle des administrateurs.....	30 000 \$/année

Aucune provision ni aucun jeton additionnel ne sera payé aux administrateurs pour avoir agi à titre de président du conseil ou de l'un des comités, à titre de membre de tout comité ou pour avoir été présent aux réunions du conseil ou des comités.

Les administrateurs se verront également rembourser leurs dépenses engagées à titre d'administrateur. En outre, les administrateurs auront le droit de recevoir une rémunération pour leurs services rendus à la Société en toute autre qualité, sauf en ce qui concerne leur service en tant qu'administrateur de toute filiale de la Société. Les administrateurs qui sont des employés de la Société et qui reçoivent un salaire de la Société ou de l'un des membres de son groupe ou l'une de ses filiales n'auront pas le droit de recevoir de rémunération pour leurs services rendus à titre d'administrateur, mais auront le droit de se faire rembourser les dépenses engagées dans le cadre de leur fonction d'administrateur.

Rémunération des administrateurs de MI

Le programme de rémunération à l'intention des administrateurs de MI est conçu pour recruter et maintenir en poste les personnes les plus compétentes afin de siéger au conseil de MI Co et au conseil de MI Sub. La Société, à titre d'unique actionnaire de MI Co, sera chargée d'examiner et d'approuver tout changement lié aux arrangements en matière de rémunération des administrateurs de MI. En contrepartie des services rendus à titre de membre du conseil de MI Co et du conseil de MI Sub, chaque administrateur de MI qui n'est pas un employé de Fairfax, de la Société ou de l'un des membres de leur groupe respectif se verra rémunérer de la façon indiquée ci-après :

<u>Type de rémunération</u>	<u>Montant</u>
Provision annuelle des administrateurs.....	3 000 \$/année

Aucune provision ni aucun jeton additionnel ne sera payé aux administrateurs de MI pour avoir été présent aux réunions ou pour avoir agi à titre de président du conseil de MI Co ou du conseil de MI Sub.

Les administrateurs de MI se verront également rembourser leurs dépenses raisonnables engagées à titre d'administrateurs de MI. En outre, les administrateurs de MI auront le droit de recevoir une rémunération pour leurs services rendus à MI Co et à MI Sub en toute autre qualité, sauf en ce qui concerne leur service en tant qu'administrateur de toute filiale de MI Co et de MI Sub. Les administrateurs de MI qui sont des employés et qui reçoivent un salaire de Fairfax, de la Société, de MI Co, de MI Sub ou de l'une de leurs filiales respectives n'auront pas le droit de recevoir de rémunération pour leurs services rendus à titre d'administrateur de MI, mais auront le droit de se faire rembourser les dépenses engagées dans le cadre de leur fonction d'administrateur de MI.

Rémunération des membres de la haute direction

Aperçu

Conformément à la convention de conseils en placements, Fairfax est tenue de fournir à la Société un chef de la direction et un chef des finances et secrétaire de la Société. Tant que la convention de conseils en placement reste en vigueur, Fairfax assumera toute la rémunération payable au chef de la direction et au chef des finances et secrétaire de la Société. MI Co et MI Sub assumeront directement le coût de la rémunération de leur chef de la direction (se reporter à la rubrique « Résumé des frais — Frais courants »). La Société ne conclura pas de contrats d'emploi avec les membres de la haute direction visés. MI Co et MI Sub ont l'intention de conclure d'un contrat d'emploi avec le chef de la direction, qui ne devrait pas contenir de dispositions en matière de prestations de cessation d'emploi ou de prestations liées à un changement de contrôle.

Le texte ci-après décrit les éléments importants de la rémunération prévue du chef de la direction de la Société, du chef des finances et secrétaire de la Société et du chef de la direction de MI Co et de MI Sub (collectivement, les « **membres de la haute direction visés** »), nommément :

Chandran Ratnaswami, chef de la direction (Société);

John Varnell, chef des finances et secrétaire (Société);

Amy Tan, chef de la direction (MI Co et MI Sub).

Analyse de la rémunération

Membres de la haute direction visés de la Société

Le texte ci-après vise à décrire la partie de la rémunération des membres de la haute direction visés de la Société attribuable au temps consacré aux questions relatives à la Société. Fairfax a la responsabilité exclusive d'établir la rémunération du chef de la direction et du chef des finances et secrétaire de la Société.

Principaux éléments de la rémunération

La rémunération des membres de la haute direction visés devrait comprendre trois éléments importants : a) le salaire de base qui sera versé par Fairfax, b) la prime annuelle qui sera versée par Fairfax, et c) les primes en titres de capitaux propres qui seront versées par Fairfax, constituées des primes accordées à l'occasion aux termes du régime de rémunération à base de titres de capitaux propres de Fairfax.

Les avantages accessoires et personnels ne devraient pas constituer pas un élément significatif de la rémunération des membres de la haute direction visés.

Les trois principaux éléments de la rémunération devraient être les suivants :

Salaires de base. Les salaires de base visent à offrir un niveau approprié de rémunération fixe qui permet de recruter des employés et de les maintenir en poste. La Société a cru comprendre de Fairfax que les salaires de base seront

établis au cas par cas, en tenant compte de l'expérience passée, de l'expérience courante et de la contribution éventuelle à la réussite, du poste occupé et des responsabilités qui incombent aux membres de la haute direction visés ainsi que des pratiques en matière de rémunération d'autres sociétés similaires de taille comparable. Les salaires de base ne seront pas payés par la Société.

Primes annuelles. Les primes annuelles sont de nature discrétionnaire et ne devraient pas être accordées dans le cadre d'un régime incitatif formel. La Société a cru comprendre de Fairfax que les primes annuelles devraient constituer un pourcentage du salaire de base annuelle. Il n'existe aucun objectif de rendement individuel établi ou faisant l'objet d'une évaluation. Les primes annuelles ne seront pas versées par la Société.

Primes à long terme. Les attributions fondées sur des titres de capitaux propres ne seront pas versées par la Société. Les membres de la haute direction visés peuvent participer au régime de rémunération en titres de capitaux propres de Fairfax.

Membres de la haute direction visés de MI Co et de MI Sub

Le texte ci-après vise à décrire la rémunération des membres de la haute direction visés de MI Co et de MI Sub. Le conseil de MI Co et le conseil de MI Sub ont la responsabilité unique et exclusive d'établir la rémunération du chef de la direction de MI Co et de MI Sub.

Principaux éléments de la rémunération

La rémunération des membres de la haute direction visés devrait comprendre deux éléments importants : a) le salaire de base qui sera versé par MI Co et MI Sub, et b) une prime annuelle qui sera versée par MI Co et MI Sub.

Les avantages accessoires et personnels ne constituent pas un élément significatif de la rémunération des membres de la haute direction visés.

Les principaux éléments de la rémunération sont les suivants :

Salaires de base. Les salaires de base visent à offrir un niveau approprié de rémunération fixe qui permet de recruter des employés et de les maintenir en poste. Les salaires de base seront établis au cas par cas, en tenant compte de l'expérience passée, de l'expérience courante et de la contribution éventuelle à la réussite, du poste occupé et des responsabilités qui incombent aux membres de la haute direction visés ainsi que des pratiques en matière de rémunération d'autres sociétés similaires de taille comparable.

Primes annuelles. Les primes annuelles sont de nature discrétionnaire et ne devraient pas être accordées dans le cadre d'un régime incitatif formel. Les primes annuelles devraient constituer un pourcentage du salaire de base annuelle. Il n'existe aucun objectif de rendement individuel établi ou faisant l'objet d'une évaluation.

Primes à long terme. Les attributions fondées sur des titres de capitaux propres ne seront pas versées par MI CO ou MI Sub. Les membres de la haute direction visés peuvent participer au régime de rémunération en titres de capitaux propres de Fairfax.

Contrats d'emploi, prestations de cessation d'emploi et prestations liées à un changement de contrôle

La Société ne conclura pas de contrats d'emploi avec les membres de la haute direction visés. MI Co et MI Sub ont l'intention de conclure d'un contrat d'emploi avec le chef de la direction, qui ne devrait pas contenir de dispositions en matière de prestations de cessation d'emploi ou de prestations liées à un changement de contrôle.

Rémunération des employés ne faisant pas partie de la direction

Outre les membres de la haute direction visés dont il est question ci-dessus, la Société s'attend à embaucher directement certains employés ne faisant pas partie de la direction afin de les aider dans leurs activités quotidiennes auprès de la Société. De plus, MI Co et MI Sub s'attendent à embaucher directement certains employés ne faisant pas partie de la direction afin d'aider dans les activités du bureau local de Maurice. Ces employés seront des employés de la Société ou de

ses filiales, le cas échéant, et la Société ou ses filiales, le cas échéant, assumeront toute la rémunération payable à ces employés. Le montant total de la rémunération versé par la Société et ses filiales à l'égard des administrateurs, de ses dirigeants et des employés devrait, globalement, être inférieur à 1,5 million de dollars américains par année. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résumé des frais — Frais courants ».

PRÊTS AUX ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Aucun des administrateurs, des membres de la haute direction, des employés, des anciens administrateurs, des anciens membres de la direction ou des anciens employés de la Société ou de l'une de ses filiales et aucune des personnes ayant un lien avec eux, n'est endetté envers la Société ou l'une de ses filiales ou encore une autre entité dont le prêt faisait l'objet d'une garantie, d'un accord de soutien, d'une lettre de crédit ou d'une entente analogue de la part de la Société ou d'une de ses filiales, et aucun d'eux ne l'a été au cours des 30 jours précédant la date de la présente notice annuelle ni à quelque moment que ce soit depuis le début du dernier exercice complet.

PROMOTEUR

Fairfax a pris l'initiative de constituer et d'organiser la Société et peut, par conséquent, être considérée comme un promoteur de la Société pour les fins de la législation en valeurs mobilières applicable. Fairfax est une société de portefeuille qui, par l'entremise de ses filiales, est principalement engagée dans l'assurance et la réassurance incendie, accidents et risques divers (« IARD ») et la gestion de placements. Fairfax est inscrite à la cote de la TSX sous le symbole « FFH ». Le nombre d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne (et le pourcentage d'actions en circulation) qui est détenu par Fairfax, directement ou par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales, est indiqué à la rubrique « Actionnaire principal ». Fairfax agit également à titre d'administrateur de portefeuille aux termes de la convention de conseils en placement et, par conséquent, reçoit certains honoraires à cet égard, tel qu'il est décrit à la rubrique « Résumé des frais ». Fairfax ne tirera aucun avantage, directement ou indirectement, de la Société, autrement que ce qui est décrit aux rubriques « Résumé des frais » et « Actionnaire principal ».

POURSUITES ET MESURES RÉGLEMENTAIRES

La Société n'a connaissance d'aucune poursuite intentée ou prévue à laquelle elle est ou a été partie depuis le début du dernier exercice.

La Société n'a connaissance d'aucune amende ni sanction imposée à la Société par un tribunal ou par les autorités en valeurs mobilières ou par un autre organisme de réglementation, et la Société n'a conclu aucun règlement devant un tribunal ou avec les autorités en valeurs mobilières.

L'Autorité des marchés financiers, organisme de réglementation des valeurs mobilières dans la province de Québec (l'« AMF »), procède à une enquête à l'égard de Fairfax, de l'administrateur de portefeuille, de son chef de la direction, M. Prem Watsa, et de son président, M. Paul Rivett. L'enquête porte sur la possibilité d'un délit d'initié et/ou de communication d'information privilégiée (n'incluant aucune opération personnelle de la part de ces personnes) dans le cadre d'une opération au Québec. La loi interdit de divulguer d'autres détails concernant l'enquête. L'administrateur de portefeuille et ses dirigeants collaborent pleinement à l'enquête et ont informé la Société qu'ils sont au courant d'aucun fondement raisonnable pour qu'une poursuite soit intentée contre lui ou l'un de ses dirigeants. Cependant, si l'AMF entreprend des procédures judiciaires, aucune garantie ne peut être donnée en ce moment quant à l'issue ou à l'incidence de celles-ci sur la Société.

L'administrateur de portefeuille et ses administrateurs et dirigeants ont été dans le passé, et sont actuellement, assujettis à diverses poursuites en Inde relativement à des placements de l'administrateur de portefeuille et des membres de son groupe en Inde. L'administrateur de portefeuille est d'avis que ces poursuites sont sans fondement et que si l'issue de ces poursuites lui était défavorable, celles-ci n'auraient pas d'incidence défavorable importante sur la capacité de l'administrateur de portefeuille et ses administrateurs et ses dirigeants de remplir leurs obligations envers la Société, telles qu'elles sont décrites dans la présente notice annuelle.

MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À l'exception de ce qui est indiqué ci-après, aucun administrateur ou membre de la haute direction de la Société, aucun actionnaire qui est propriétaire véritable de plus de 10 % des droits de vote totaux rattachés aux actions à droit de vote multiple et aux actions à droit de vote subalterne, ou qui exerce un contrôle ou une emprise sur un tel pourcentage, directement ou indirectement, aucune personne qui a des liens avec l'une des personnes qui précèdent ni aucun membre du même groupe qu'une de ces personnes n'a un intérêt important, direct ou indirect, dans une opération réalisée au cours des trois années précédant la date des présentes, qui a eu, ou qu'il est raisonnable de prévoir qu'elle aurait, une incidence importante sur la Société ou sur l'une de ses filiales.

Fairfax détient une participation notable dans la Société. Se reporter aux rubriques « Actionnaire principal » et « Promoteur ».

AUDITEUR, AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

PricewaterhouseCoopers s.r.l., s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés, est l'auditeur de la Société et a confirmé qu'elle est indépendante de la Société au sens des règles de déontologie des Chartered Professional Accountants of Ontario.

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les actions à droit de vote multiple et pour les actions à droit de vote subalterne est Société de fiducie Valiant, à son bureau principal à Toronto, en Ontario.

CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats suivants sont les seuls contrats importants de la Société qui sont en vigueur en date des présentes (à l'exception de certains contrats conclus dans le cours normal des activités) :

- a) la convention de protection (se reporter à la rubrique « Actionnaire principal — Convention de protection »);
- b) la convention de conseils en placement (se reporter à la rubrique « Le conseiller en placements et Fairbridge — Convention de conseils en placement »);
- c) la convention de droits des porteurs de titres (se reporter à la rubrique « Actionnaire principal — Droits préférentiels de souscription »);
- d) la convention de prise ferme.

Des exemplaires des documents susmentionnés peuvent être consultés dans SEDAR. La convention de prise ferme a été conclue le 22 janvier 2015 entre Fairfax, la Société et les preneurs fermes dans le cadre du placement. Conformément à la convention de prise ferme, la Société a convenu de vendre et les preneurs fermes ont convenu d'acheter, chacun pour la tranche qui le concerne, à la clôture, un total de 50 000 000 d'actions à droit de vote subalterne au prix de 10,00 \$ US par action à droit de vote subalterne payable en espèces à la Société sur remise des actions à droit de vote subalterne en contrepartie d'un produit brut global de 500 000 000 \$ US. Les preneurs fermes se sont également vu attribuer une option de surallocation. En contrepartie de leurs services dans le cadre du placement, la Société a convenu de verser aux preneurs fermes une rémunération correspondant à 0,50 \$ US par action à droit de vote subalterne. Toutefois, aucune rémunération n'a été versée aux preneurs fermes à l'égard (i) du placement en titres de capitaux propres important et (ii) du placement de Cornerstone.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Notre auditeur indépendant, PricewaterhouseCoopers s.r.l., s.e.n.c.r.l., comptables agréés, experts-comptables autorisés, a publié un rapport de l'auditeur indépendant daté du 26 mars 2015 à l'égard des états financiers consolidés de Fairfax India au 31 décembre 2014. PricewaterhouseCoopers s.r.l., s.e.n.c.r.l. a indiqué qu'elle est indépendante à l'égard de Fairfax India, au sens des règles de conduite professionnelle adoptées par l'Institut des comptables agréés de l'Ontario, des règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des exigences de la règle intitulée *Rule 3520 Auditor Independence* du Public Company Accounting Oversight Board.

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

On peut trouver des renseignements additionnels sur la Société dans SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Des renseignements financiers additionnels sont fournis dans nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

GLOSSAIRE

« **accord en vue d'éviter les doubles impositions entre l'Inde et Maurice** » désigne la convention fiscale entre l'Inde et Maurice, les règles et les règlements pris en application de celle-ci, dans leur version modifiée à l'occasion, et les interprétations judiciaires et administratives de ceux-ci en date de la présente notice annuelle.

« **accord en vue d'éviter les doubles impositions** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Facteurs de risque — Facteurs de risque liés aux placements en Inde — Droit fiscal indien ».

« **actif total** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Calcul de l'actif total et de la valeur liquidative ».

« **actionnaire proposant une candidature** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description du capital-actions — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne ».

« **actionnaires** » désigne, collectivement, les porteurs des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne, et « **actionnaire** » désigne l'un ou l'autre de ceux-ci.

« **actions à droit de vote multiple** » désigne les actions à droit de vote multiple du capital de la Société, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Description du capital-actions — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne », et « **action à droit de vote multiple** » désigne l'une ou l'autre de celles-ci.

« **actions à droit de vote subalterne** » désigne les actions à droit de vote subalterne du capital de la Société, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Description du capital-actions — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne », et « **action à droit de vote subalterne** » désigne l'une ou l'autre de celles-ci.

« **actions de MI Co** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — MI Co et MI Sub — Capital-actions ».

« **actions de MI Sub** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — MI Co et MI Sub — Capital-actions ».

« **administrateur de portefeuille** » désigne Fairfax.

« **administrateur indépendant** » désigne un administrateur qui est indépendant de la Société, conformément aux lois canadiennes en valeurs mobilières applicables.

« **administrateur mauricien** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — MI Co et MI Sub — Administrateur mauricien ».

« **administrateurs de MI** » désigne les administrateurs de MI Co ou de MI Sub, et « **administrateur de MI** » désigne l'un ou l'autre de ceux-ci.

« **administrateurs** » désigne les administrateurs de la Société, et « **administrateur** » désigne l'un ou l'autre de ceux-ci.

« **agence de notation désignée** » désigne chacune des agences ci-après : a) de DBRS, Fitch, Moody's, S&P, y compris les membres du même groupe que l'agence de notation désignée, ou b) toute autre agence de notation qui a été désignée en vertu de la législation canadienne en valeurs mobilières applicable.

« **AMF** » désigne l'Autorité des marchés financiers.

« **arrangement d'évitement interdit** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Facteurs de risque — Facteurs de risque liés aux placements en Inde ».

« **arrangement de monétisation d'actions** » désigne un ou plusieurs arrangements, conventions ou ententes auxquels le porteur d'une action à droit de vote multiple est partie, ayant pour effet de permettre au porteur de cette action à droit de vote multiple de recevoir un montant en espèces semblable à un produit de disposition et de transférer une partie ou

l'ensemble du risque économique et/ou du rendement associés à ces actions à droit de vote multiple, sans transférer réellement le propriété ni le contrôle à l'égard de celles-ci; sous réserve, toutefois, qu'arrangement de monétisation d'actions exclut expressément a) une mise en gage, l'octroi d'une sûreté réelle ou un autre transfert ou cession visant à fournir une garantie liée à une action à droit de vote multiple, ou b) les activités de couverture de change.

« **capital ajusté** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **capital non affecté** » désigne la totalité du capital-actions de la Société qui n'est pas investi dans des placements indiens.

« **clôture** » désigne la clôture du placement, qui a eu lieu à la date de clôture.

« **code de conduite** » désigne le code de conduite de la Société, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Administrateurs et membres de la haute direction de la Société — Administrateurs et dirigeants ».

« **comité d'audit** » désigne le comité d'audit de la Société, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Administrateurs et membres de la haute direction de la Société — Comités du conseil ».

« **comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature** » désigne le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature de la Société, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Administrateurs et membres de la haute direction de la Société — Comités du conseil ».

« **conseil de MI Co** » désigne le conseil d'administration de MI Co.

« **conseil de MI Sub** » désigne le conseil d'administration de MI Sub.

« **conseil** » désigne le conseil d'administration de la Société.

« **conseiller en placements** » désigne Hamblin Watsa Investment Counsel Ltd., société constituée sous le régime des lois du Canada.

« **convention de conseils en placement** » désigne la convention d'administration et de services conseils en placement intervenue à la clôture entre la Société, MI Co, MI Sub, Fairfax et le conseiller en placements et toute autre filiale de la Société pouvant être ajoutée à l'occasion, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Le conseiller en placements et Fairbridge — Convention de conseils en placement ».

« **convention de droits des porteurs de titres** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits préférentiels de souscription ».

« **convention de prise ferme** » désigne la convention de prise ferme intervenue entre Fairfax, la Société et les preneurs fermes datée du 22 janvier 2015, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Contrats importants ».

« **convention de protection** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Convention de protection ».

« **cours minimal par action** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **cours** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **date d'avis** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description du capital-actions — Sélection des candidats au conseil d'administration — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne ».

« **date de calcul** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **date de clôture** » désigne le 30 janvier 2015.

« **DBRS** » désigne DBRS Limited.

« **dépositaires** » désigne collectivement Fiducie RBC Services aux Investisseurs et Deutsche Bank AG, succursale de Mumbai, et « **dépositaire** » désigne l'un ou l'autre de ceux-ci.

« **dispositions obligatoires des règlements administratifs** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description du capital-actions — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne ».

« **dispositions relatives au préavis** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description du capital-actions — Actions à droit de vote multiple et actions à droit de vote subalterne ».

« **droit d'inscription d'entraînement** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits d'inscription ».

« **droit d'inscription sur demande** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits d'inscription ».

« **énoncés prospectifs** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Certaines références et énoncés prospectifs ».

« **États-Unis** » a le sens attribué à cette expression dans la *Regulation S* de la Loi de 1933.

« **exigence de placement minimal** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — Restrictions en matière de placement ».

« **exigence en matière de participation conservée** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal ».

« **Fairbridge** » désigne Fairbridge Capital Private Limited, société constituée sous le régime des lois de l'Inde et sous-conseiller du conseiller en placements.

« **Fairfax** » désigne Fairfax Financial Holdings Limited, société constituée sous le régime des lois du Canada et promoteur dans le cadre du placement.

« **FEMA** » désigne la loi indienne intitulée *Foreign Exchange Management Act, 1999*.

« **Fitch** » désigne Fitch Inc.

« **FSC** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — MI Co et MI Sub ».

« **honoraires de consultation et d'administration** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **honoraires en fonction du rendement** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **IFRS** » désigne les Normes internationales d'information financière émises par le Conseil des normes comptables internationales.

« **INR** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Facteurs de risque — Facteurs de risque liés aux activités de la Société — Fluctuation de change ».

« **investissement étranger direct** » désigne investissement étranger direct.

« **investisseur de portefeuille étranger** » désigne un investisseur de portefeuille étranger.

« **ITA** » désigne la loi intitulée *Indian Income Tax Act, 1961*, les règles et les règlements pris en application de celle-ci, dans leur version modifiée à l'occasion, et les interprétations judiciaires et administratives de ceux-ci en date de la présente notice annuelle.

« **LACC** » désigne la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada).

« **LCSA** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Structure de la Société ».

« **Loi de l'impôt** » désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et son règlement d'application.

« **Loi de 1933** » désigne la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée.

« **Loi sur les sociétés** » désigne la *Loi sur les sociétés de 2001* en vertu des lois de la République de Maurice.

« **membre du même groupe que l'agence de notation désignée** » a le même sens que celui attribué à cette expression au chapitre 1 du *Règlement 25-1 01 sur les agences de notation désignées* et comprend également toute filiale de DBRS, Fitch, Moody's et S&P respectivement, y compris CRISIL Limited et ICRA Limited.

« **membres de la haute direction visés** » désigne les membres de la haute direction visés de la Société et de ses filiales, tel qu'il est décrit plus en détail à la rubrique « Administrateurs et membres de la haute direction de la Société — Rémunération des membres de la haute direction ».

« **MI Co** » désigne FIH Mauritius Investments Ltd.

« **MI Sub** » désigne FIH Private Investments Ltd.

« **Moody's** » désigne Moody's Investors Service Inc.

« **organisme supranational accepté** » désigne la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque de développement des Caraïbes, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Société financière internationale.

« **période de calcul** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **personnes agissant de concert** » a le sens attribué à la rubrique « Développement général de l'activité — MI Co et MI Sub ».

« **PIB** » désigne le produit intérieur brut.

« **placement d'entraînement** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits d'inscription ».

« **placement de Cornerstone** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Développement général de l'activité ».

« **placement en titres de capitaux propres important** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Développement général de l'activité ».

« **placement sur demande** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits d'inscription ».

« **placement** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Développement général de l'activité ».

« **placements autorisés** » désigne a) un titre de créance qui est émis, ou garanti pleinement et sans condition quant au capital et à l'intérêt, par (i) le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada; (ii) le gouvernement des États-Unis d'Amérique ou celui de l'un de ses États, le gouvernement d'un autre État souverain

ou un organisme supranational accepté pourvu que, dans chaque cas, les titres de créance aient une note de crédit désignée; sauf dans le cas des titres de créance émis par le gouvernement de l'Inde, auquel cas les titres de créance doivent être notés par une agence de notation désignées ou un membre du même groupe que l'agence de notation désignée comme étant de bonne qualité ou de qualité supérieure, ou (iii) une institution financière canadienne, ou une institution financière qui n'est pas constituée et organisée selon les lois canadiennes ou les lois d'une province ou les règlements d'une municipalité du Canada si, dans un cas comme dans l'autre, les titres de créance de cet émetteur ou de ce garant, qui sont notés comme dette à court terme par une agence de notation désignée ou par un membre du même groupe que cette agence de notation désignée, ont une note de crédit désignée, b) le papier commercial dont l'échéance est de 365 jours ou moins, dont la note de crédit est approuvée et qui a été émis par une personne ou une société autre qu'un gouvernement ou un organisme supranational autorisé c) un titre de créance qui est émis par une entité dont la majorité des voix se rattachant à la totalité des actions à droit de vote en circulation sont détenues par le gouvernement indien, même si ce titre de créance n'est pas garanti entièrement et inconditionnellement par le gouvernement indien, si le titre de créance a obtenu la plus haute note d'une agence de notation désignée ou d'un membre du même groupe que l'agence de notation désignée, d) un fonds commun de placement à revenu fixe qui a obtenu la plus haute note d'une agence de notation désignée ou d'un membre du même groupe que l'agence de notation désignée et qui peut être racheté quotidiennement, ou e) un fonds commun de placement à revenu fixe qui peut être racheté quotidiennement et qui ne peut qu'effectuer des placements dans des titres de créance qui respectent les critères a), b), c) et d), selon le cas, de la présente définition du terme placements autorisés.

« **placements indiens** » désigne les placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres de créances de sociétés ouvertes et fermées en Inde, et d'entreprises indiennes ou d'autres entreprises dont les clients, les fournisseurs ou les activités se trouvent principalement en Inde ou dépendent de l'Inde. Pour plus de précisions, les « placements indiens » ne comprennent pas de « placements autorisés ».

« **porteur** » désigne un actionnaire qui, à tout moment pertinent, pour l'application de la Loi de l'impôt, a) a la propriété véritable des actions à droit de vote subalterne à titre d'immobilisations, et b) n'a pas de lien de dépendance avec la Société et n'est pas membre du même groupe que la Société.

« **prix record** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Résumé des frais ».

« **produit net des placements** » désigne le produit net du placement, ainsi que le produit net tiré du placement de Cornerstone et de l'émission simultanée des actions à droit de vote multiple.

« **projet de placement du portefeuille** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — MI Co et MI Sub ».

« **RBI** » désigne la Reserve Bank of India.

« **REATB** » désigne « un revenu étranger accumulé, tiré de biens », au sens de la Loi de l'impôt (une « **SEAC** »).

« **Règlement 52-110** » désigne le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il est modifié à l'occasion.

« **Règlement 81-102** » désigne le *Règlement 81-1 02 sur les fonds d'investissement* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, tel qu'il est modifié à l'occasion.

« **règlements relatifs aux investisseurs de portefeuille étrangers** » désigne le Règlement 5(2) et l'Annexe 2 des règlements intitulés *FEMA Regulations* et des règlements 2014 du Securities and Exchange Board of India (Foreign Portfolio Investor).

« **restriction en matière de concentration des placements** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Description de l'activité — Restrictions en matière de placement ».

« **RGAE** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Facteurs de risque – Facteurs de risque liés aux placements en Inde — RGAE ».

« **SAFP** » désigne une société d'acquisition à des fins particulières, tel qu'il est prévu dans le Guide à l'intention des sociétés de la Bourse de Toronto.

« **SEAC indirecte** » désigne toute filiale directe ou indirecte d'une SEAC qui est elle-même une SEAC.

« **SEAC** » désigne une « société étrangère affiliée contrôlée » au sens de la Loi de l'impôt.

« **SEBI** » désigne le Securities and Exchange Board of India.

« **SEDAR** » désigne le Système électronique de données, d'analyse et de recherche à l'adresse www.sedar.com.

« **Société** » désigne Fairfax India Holdings Corporation, selon l'interprétation qui en faite à la rubrique « Certaines références et énoncés prospectifs ».

« **titres émis** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Actionnaire principal — Droits préférentiels de souscription ».

« **TSX** » désigne la Bourse de Toronto.

« **USBC** » désigne la Bankruptcy Court des États-Unis.

« **valeur liquidative par action** » désigne, pour un jour donné, la valeur liquidative de la Société ce jour-là, divisée par le nombre total d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne de la Société qui sont en circulation ce jour-là.

« **valeur liquidative** » a le sens attribué à cette expression à la rubrique « Calcul de l'actif total et de la valeur liquidative ».

**ANNEXE A — MANDAT DU CONSEIL
FAIRFAX INDIA HOLDINGS CORPORATION
MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

1. Énoncé de mission

Le conseil d'administration (le « **conseil** ») est responsable de la gérance de Fairfax India Holdings Corporation (« **Fairfax India** ») et de la supervision des activités commerciales et des affaires internes de Fairfax India. Par conséquent, le conseil est l'ultime instance responsable des décisions de Fairfax India, sauf à l'égard des questions qui doivent être approuvées par les actionnaires ou à l'égard desquelles un pouvoir discrétionnaire a été accordé au conseiller en placements de Fairfax India (le « **conseiller en placements** »). Le conseil a le pouvoir de déléguer son pouvoir et ses fonctions à des comités ou à des membres individuels, à la haute direction et au conseiller en placements, selon ce qu'il juge approprié, sous réserve de la loi applicable. Le conseil délègue expressément à la haute direction la responsabilité de la gestion des activités quotidiennes de Fairfax India, notamment en ce qui concerne toutes les questions qui ne sont pas attribuées expressément au conseil ou à un comité du conseil. Si un comité du conseil, la haute direction ou le conseiller en placement est responsable de faire des recommandations au conseil, le conseil examinera attentivement ces recommandations.

2. Mandat du conseil

La tâche principale des administrateurs est d'agir de bonne foi et de faire preuve d'un jugement professionnel à l'égard de ce qu'ils croient raisonnablement être dans l'intérêt véritable de Fairfax India. En assumant ces responsabilités, le conseil est notamment chargé des tâches suivantes :

- exercer ses pouvoirs ou prendre les mesures qui peuvent être nécessaires ou souhaitables afin de donner suite aux objectifs de placement de Fairfax India, tel qu'il est indiqué dans ses statuts constitutifs;
- déterminer de temps à autre les critères appropriés d'évaluation du rendement et fixer les buts et objectifs stratégiques dans ce contexte;
- vérifier le rendement par rapport aux buts et objectifs stratégiques de Fairfax India;
- nommer le chef de la direction et les autres dirigeants de la société;
- déléguer au chef de la direction le pouvoir de gérer et de superviser les activités de Fairfax India, dont la prise de décision concernant l'exercice dans le cours normal des activités de Fairfax India et les activités qui ne sont pas expressément réservées au conseil suivant les modalités de cette délégation de pouvoir;
- préciser, le cas échéant, les limites à respecter dans l'exercice du pouvoir délégué à la direction;
- s'assurer sur une base régulière de l'intégrité du chef de la direction et des autres membres de la haute direction, et s'assurer que le chef de la direction et les autres membres de la haute direction créent une culture d'intégrité dans l'ensemble de Fairfax India;
- superviser et évaluer le rendement du chef de la direction et des autres membres de la haute direction par rapport aux objectifs de l'entreprise;
- planifier la relève;
- participer à l'élaboration et à l'approbation d'un plan stratégique à long terme pour Fairfax India;
- examiner et approuver les objectifs de l'entreprise et de placement que doivent atteindre les membres de la direction, et s'assurer qu'ils respectent les objectifs à long terme;
- s'assurer que Fairfax India donne une orientation stratégique judicieuse conforme aux objectifs de l'entreprise;

- examiner les résultats d'exploitation et les résultats financiers par rapport aux objectifs établis de l'entreprise;
- approuver un plan financier annuel et fixer des objectifs et établir des budgets permettant de mesurer le rendement de la direction et de Fairfax India;
- s'assurer qu'il comprend les risques principaux liés aux activités de Fairfax India, et mettre en œuvre des systèmes appropriés permettant la gestion de ces risques;
- s'assurer que la portée et le contenu des documents et des renseignements fournis par Fairfax India au conseil et à ses comités sont suffisants et qu'ils sont fournis en temps opportun afin de permettre au conseil et à ses comités de remplir leurs tâches et leurs obligations;
- examiner et approuver les états financiers intermédiaires et annuels de Fairfax India et les rapports de gestion et analyses, notice annuelle, rapport annuel (s'il y a lieu) et circulaire d'information de la direction qui s'y rapportent;
- veiller au respect par Fairfax India des exigences applicables en matière d'audit, de comptabilité et de communication de l'information financière, y compris les aspects du contrôle interne de la communication de l'information financière et des contrôles et des procédures en matière de communication;
- confirmer l'intégrité des systèmes de contrôle internes et de gestion de l'information de Fairfax India;
- approuver les émissions et les rachats de titres par Fairfax India;
- déterminer le montant et le moment du versement des dividendes aux actionnaires, s'il y a lieu;
- approuver les candidats aux postes d'administrateur;
- maintenir des registres et fournir des rapports aux actionnaires;
- créer des comités du conseil, s'il est nécessaire ou prudent de le faire, et définir leur mandat;
- approuver les chartes des comités du conseil et approuver la nomination des administrateurs aux comités du conseil et la nomination des présidents de ces comités;
- s'assurer qu'un processus concernant la nomination, la formation, l'évaluation et la relève de la haute direction est mis en place;
- adopter une politique de communication pour Fairfax India (y compris s'assurer de l'intégrité de l'information communiquée aux actionnaires, aux intéressés ainsi qu'au public et que les communications soient faites en temps opportun, et mettre en œuvre des mécanismes adéquats pour obtenir le point de vue des actionnaires);
- surveiller la responsabilité sociale, l'intégrité et la déontologie de Fairfax India.

3. Indépendance des administrateurs

Le conseil est d'avis que la majorité de ses membres doivent être indépendants. À cette fin, un administrateur est indépendant s'il est « indépendant » au sens du *Règlement 58-1 01 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*, ainsi que ce règlement peut être modifié à l'occasion. Le conseil examine annuellement l'indépendance de ses administrateurs en fonction des règles des bourses de valeurs applicables et des autorités de réglementation compétentes, et publie les résultats de son examen dans la circulaire d'information de la direction relative à l'assemblée annuelle des actionnaires de Fairfax India. Les administrateurs ont en tout temps l'obligation d'informer le conseil des changements importants ayant trait à leur situation ou à leurs relations qui pourraient influencer sur l'appréciation de leur indépendance par le conseil et, de ce fait, selon la nature du changement, un administrateur peut être invité à démissionner.

4. Taille du conseil

Le conseil évalue périodiquement si sa taille est appropriée. Le conseil sera, dans tous les cas, composé du nombre minimum et maximum de membres prévu dans les statuts de Fairfax India (3 à 15).

5. Comités

Le conseil aura un comité d'audit et un comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature dont les chartes seront établies par le conseil à l'occasion. Le conseil peut, à l'occasion, constituer d'autres comités ou des comités différents, selon ce qu'il juge nécessaire ou approprié.

Dans certaines circonstances, la constitution de nouveaux comités, la dissolution de comités actuels ou la redistribution des responsabilités et du pouvoir entre les comités peuvent être justifiées. Les pouvoirs et les responsabilités de chaque comité sont exposés dans un mandat écrit approuvé par le conseil. Au moins une fois l'an, chaque mandat est examiné et, sur recommandation du comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature, approuvé par le conseil. Le président de chaque comité fournit un rapport au conseil portant sur les questions importantes passées en revue par le comité à la réunion du conseil régulière suivant la réunion de ce comité.

6. Réunions du conseil

Ordre du jour

L'administrateur principal, en collaboration avec le président du conseil, est responsable d'établir l'ordre du jour pour chaque réunion du conseil.

Fréquence des réunions

Le conseil se réunira aussi souvent que le conseil estime nécessaire pour s'acquitter de ses obligations, mais dans tous les cas au moins une fois par trimestre.

Responsabilités des administrateurs à l'égard des réunions

Les administrateurs doivent assister régulièrement aux réunions du conseil et aux réunions des comités (s'il y a lieu), et d'examiner à l'avance tous les documents pertinents relatifs aux réunions du conseil et aux réunions des comités (s'il y a lieu).

Procès-verbal

Le procès-verbal ordinaire des délibérations du conseil et des comités sera conservé et distribué à tous les administrateurs et membres des comités, selon le cas, au président du conseil et à l'administrateur principale (ou à tout autre administrateur qui demande que le procès-verbal lui soit envoyé) en temps opportun aux fins d'examen et d'approbation.

Présence aux réunions

Le conseil (ou tout comité) peut inviter, à son gré, des personnes qui ne sont pas des administrateurs à assister à une réunion. Tout membre de la direction peut assister à une réunion s'il y est invité par les administrateurs. L'administrateur principal a le droit d'assister aux réunions des comités.

Réunions des administrateurs indépendants

Après chaque réunion du conseil, les administrateurs indépendants peuvent se réunir sans la présence des administrateurs non indépendants. En outre, des réunions périodiques distinctes des administrateurs indépendants du conseil peuvent être tenues sans la présence des membres de la direction. L'ordre du jour de chaque réunion du conseil (et de chaque réunion d'un comité à laquelle les membres de la direction n'ont pas été conviés) doit prévoir un moment pour que les administrateurs indépendants puissent se réunir séparément du conseil.

Résidence

Les exigences applicables en matière de résidence doivent être respectées à l'égard de toute réunion du conseil ou d'un comité.

7. Communications avec les actionnaires et autres

Le conseil s'assurer que tous les renseignements importants relatifs à l'entreprise soient communiqués aux actionnaires en temps opportun.

Les actionnaires et autres, y compris les autres porteurs de titres, peuvent communiquer avec le conseil s'ils ont des questions à poser ou des préoccupations, notamment s'ils ont des plaintes à formuler à l'égard de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou des questions relatives à l'audit, en communiquant avec le chef des finances de Fairfax India à l'adresse suivante :

95 Wellington Street West, Suite 800
Toronto (Ontario) Canada M5J 2N7

8. Participation à d'autres conseils et comités d'audit

Le conseil estime que ses membres ont le droit de siéger au conseil d'autres sociétés ouvertes dans la mesure où ces engagements ne nuisent pas de façon importante à l'accomplissement de leurs fonctions en tant que membres du conseil et qu'ils soient compatibles avec celles-ci.

9. Code de conduite

Le conseil adoptera un code de conduite et de déontologie (le « **code** »). Le conseil s'attend à ce que tous les administrateurs, dirigeants et employés de Fairfax India se comportent conformément aux normes éthiques les plus sévères et qu'ils adhèrent au code. Une dérogation à l'application du code pour les administrateurs et les membres de la haute direction ne sera accordée que par le conseil ou par l'un de ses comités, et sera rapidement divulguée par Fairfax India, tel que la loi applicable l'y exige, y compris en vertu des exigences de toute bourse de valeurs visée.

**ANNEXE B — CHARTE DU COMITÉ D'AUDIT
FAIRFAX INDIA HOLDINGS CORPORATION
CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT**

1. Énoncé de mission

Le comité d'audit (le « **comité** ») de Fairfax India Holdings Corporation (« **Fairfax India** ») a été établi par le conseil d'administration de Fairfax India (le « **conseil** ») afin de superviser les processus de communication de l'information comptable et financière de Fairfax India, y compris l'audit des états financiers de Fairfax India.

Le comité est chargé d'aider à la supervision par le conseil de ce qui suit : 1) la qualité et l'intégrité des états financiers et des documents d'information connexes de Fairfax India, 2) le respect par Fairfax India des exigences législatives et réglementaires, 3) les compétences, le rendement et l'indépendance de l'auditeur indépendant et 4) l'intégrité des contrôles internes de Fairfax India.

2. Composition du comité

Membres

Il incombe au conseil de déterminer le nombre de membres du conseil qui composeront le comité, mais dans tous les cas au moins trois membres doivent en faire partie, dont la majorité sont des résidents canadiens. Les membres du comité sont nommés par le conseil, compte tenu de toute recommandation qui peut être faite par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature. Tout membre du comité peut être destitué et remplacé en tout temps par le conseil et il cesse automatiquement d'être membre s'il cesse de respecter les exigences énoncées ci-après. Le conseil pourvoit aux vacances au sein du comité au moyen d'une nomination parmi les membres qualifiés du conseil, compte tenu de toute recommandation qui peut être faite par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature. En cas de vacance, les autres membres du comité peuvent exercer tous les pouvoirs du comité dans la mesure où il y a quorum et sous réserve de toutes exigences juridiques concernant le nombre minimum de membres du comité.

Président

Chaque année, le conseil désigne l'un des membres du comité comme président du comité, compte tenu de toute recommandation qui peut être faite par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature. Si, au cours d'une année, le conseil ne nomme pas de président, le président en poste poursuit son mandat jusqu'à ce que son remplaçant soit nommé. Le conseil adopte et approuve une description de poste pour le président qui précise son rôle et ses responsabilités.

Compétences

Tous les membres du comité sont choisis en fonction des critères suivants, dans la mesure où ceux-ci sont exigés en vertu de la loi applicable : (i) chaque membre doit être un administrateur indépendant; et (ii) chaque membre doit posséder des compétences financières. Aux fins de la présente charte, le terme « indépendant » et l'expression « posséder des compétences financières » ont le sens qui leur est attribué dans le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, ainsi qu'il peut être modifié à l'occasion.

Durée du mandat

Chaque membre du comité exerce ses fonctions jusqu'à ce que son mandat à titre de membre du comité soit terminé ou qu'il soit destitué.

Membres d'office et présence de membres de la direction

Le comité peut inviter, à son gré, des membres de la direction à assister à une réunion du comité. Tout membre de la direction peut assister à une réunion du comité s'il y est invité par le comité. L'administrateur principal, s'il n'est pas déjà membre du comité, a le droit d'assister à chaque réunion du comité en tant qu'observateur.

3. Activités du comité

Fréquence des réunions

Le président, après avoir consulté les autres membres du comité, établit le calendrier et la fréquence des réunions du comité, étant entendu que le comité doit se réunir au moins une fois par trimestre.

Ordre du jour et compte-rendu au conseil

Le président dresse l'ordre du jour des réunions après avoir consulté les autres membres du comité, le président du conseil et l'administrateur principal. Dans la mesure du possible, l'ordre du jour et les documents relatifs à la réunion sont distribués aux membres à l'avance afin de leur donner suffisamment de temps pour les étudier avant la réunion. Le comité rend compte au conseil à la prochaine réunion du conseil qui suit chaque réunion du comité.

Procès-verbal

Le procès-verbal des délibérations du comité sera conservé et distribué à tous les membres du comité, au président du conseil et à l'administrateur principal (ou à tout autre administrateur qui demande que le procès-verbal lui soit envoyé) en temps opportun aux fins d'examen et d'approbation.

Quorum

Le quorum à toute réunion est formé de la majorité simple des membres.

Procédure

Le comité établit la procédure à suivre pour les réunions.

Délibérations

Les pouvoirs du comité peuvent être exercés à une réunion lorsqu'il y a quorum ou par voie de résolution écrite signée par tous ses membres du comité.

Absence du président

En l'absence du président, le comité nomme un de ses autres membres pour agir comme président de cette réunion.

Exercice des pouvoirs entre les réunions

Entre les réunions et sous réserve de toute loi applicable, le président du comité ou tout membre du comité désigné à cette fin peut, si les circonstances l'exigent, exercer tout pouvoir délégué par le comité. Le président ou un autre membre désigné fait rapport sans retard aux autres membres du comité dans tout cas où ce pouvoir intérimaire est exercé.

4. Devoirs et responsabilités du comité

Le comité s'acquitte des fonctions exposées ci-après et de toutes les autres fonctions que peut lui imposer le conseil et exerce toutes les autres fonctions nécessaires ou appropriées pour l'exécution de ses devoirs.

Compétences et indépendance de l'auditeur indépendant

1. Le comité doit recommander au conseil aux moments opportuns l'auditeur indépendant à mettre en candidature ou à nommer afin d'établir ou de diffuser un rapport d'audit ou d'exécuter d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation pour Fairfax India et d'approuver la rémunération à verser à l'auditeur indépendant.

2. Le comité a la responsabilité directe de superviser le travail de l'auditeur indépendant mandaté afin d'établir ou de diffuser un rapport d'audit ou de fournir d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation à Fairfax India, y compris le règlement de différends entre la direction et l'auditeur indépendant au sujet de la communication de l'information financière. L'auditeur indépendant rend compte directement au comité. Le comité évalue la relation entre Fairfax India et l'auditeur indépendant, et est responsable de celle-ci.
3. Le comité doit approuver au préalable tous services non liés à l'audit autorisés devant être fournis par l'auditeur indépendant à Fairfax India ou à ses filiales; cependant, aucune approbation ne sera donnée pour des services interdits en vertu des règles du Conseil canadien sur la reddition de comptes ou des normes d'indépendance de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Le comité peut déléguer à un ou à plusieurs de ses membres le pouvoir d'autoriser au préalable ces services non liés à l'audit autorisés, à la condition que toute approbation préalable semblable soit soumise au comité à sa prochaine réunion et que le comité ne puisse pas déléguer l'approbation préalable de services de contrôle interne non liés à l'audit. Le comité peut aussi adopter des politiques et des procédures spécifiques se rapportant à l'approbation préalable de services non liés à l'audit autorisés pour respecter l'exigence d'approbation préalable à la condition que ces procédures exposent en détail les services spécifiques, que le comité soit informé de chaque service non lié à l'audit et que les procédures n'incluent pas la délégation des responsabilités du comité à la direction ou l'approbation préalable de services de contrôle interne non liés à l'audit. Le comité examine avec l'associé responsable de l'audit si les membres de l'équipe d'audit touchent une rémunération discrétionnaire du cabinet d'audit à l'égard de services non liés à l'audit fournis par l'auditeur indépendant.
4. Le comité obtient et examine avec l'associé responsable de l'audit et un représentant de l'auditeur indépendant qui est un supérieur hiérarchique de ce dernier, annuellement ou plus fréquemment, selon ce que le comité juge opportun, un rapport par l'auditeur indépendant exposant ce qui suit : a) les procédures de contrôle de la qualité interne de l'auditeur indépendant, b) toutes questions importantes soulevées par le dernier examen de contrôle de la qualité interne, ou un contrôle par des pairs, par l'auditeur indépendant ou par une demande de renseignements, un examen ou une enquête par des autorités gouvernementales, professionnelles ou d'autres autorités de réglementation, au cours des cinq années antérieures, concernant des audits indépendants exécutés par l'auditeur indépendant, et toutes mesures prises pour traiter de ces questions, et c) afin d'évaluer l'indépendance de l'auditeur indépendant, toutes les relations entre l'auditeur indépendant et Fairfax India et l'objectivité et l'indépendance de l'auditeur indépendant conformément aux règles, politiques et normes applicables aux auditeurs.
5. Après avoir examiné le rapport susmentionné et le rendement de l'auditeur indépendant durant l'année, le comité évalue les compétences, le rendement et l'indépendance de l'auditeur indépendant. Cette évaluation inclut un examen et une évaluation de l'associé responsable de l'auditeur indépendant. Dans le cadre de son évaluation, le comité tient compte des opinions de la direction et des auditeurs internes de Fairfax India (ou des autres membres du personnel responsables de la fonction d'audit interne). Le comité examine aussi si, afin d'assurer l'indépendance continue de l'auditeur, il devrait y avoir une rotation du cabinet d'audit. Le comité présente ses conclusions au conseil.
6. Le comité examine avec le conseil toutes questions soulevées à l'égard du rendement et de l'indépendance de l'auditeur indépendant et lorsque des questions sont soulevées, il formule des recommandations permettant de déterminer si Fairfax India devrait continuer ou non à faire affaire avec cet auditeur indépendant.
7. Le comité est chargé d'approuver les honoraires de l'auditeur indépendant. En approuvant les honoraires de l'auditeur indépendant, le comité doit tenir compte, entre autres, de ce qui suit : le nombre et la nature des rapports remis par l'auditeur indépendant, la qualité des contrôles internes, l'incidence de la taille, de la complexité et de la situation financière de Fairfax India sur le programme d'audit et l'ampleur de l'audit interne et des autres services de soutien fournis par Fairfax India à l'auditeur indépendant.
8. Le comité s'assure de la rotation régulière des membres de l'équipe de l'auditeur indépendant ainsi que l'exige la loi.

9. Le comité établit des politiques d'embauche pour les employés actuels et anciens de son auditeur indépendant.

États financiers et examen financier

10. Le comité examine les états financiers audités annuels et les états financiers trimestriels avec la direction et l'auditeur indépendant, y compris le rapport de gestion, avant leur publication et leur dépôt auprès des autorités en valeurs mobilières. Le comité examine aussi tous les communiqués de presse concernant des résultats financiers annuels et intermédiaires avant leur diffusion dans le public. En outre, le comité examine, établit et revoit périodiquement les politiques relatives à la publication ou à la diffusion de tous autres renseignements financiers, y compris les prévisions de résultats et tous renseignements financiers fournis à des agences de notation et des analystes, et examine ces renseignements avant leur diffusion.
11. Le comité examine tous les autres états financiers de Fairfax India qui doivent être approuvés par le conseil avant qu'ils soient rendus publics, y compris les états financiers devant servir dans les prospectus ou autres documents de placement ou documents de nature publique, et les états financiers exigés par les organismes de réglementation. Le comité examine la notice annuelle et la circulaire d'information de la direction de Fairfax India avant leur dépôt.
12. Le comité se réunit séparément et périodiquement avec des membres de la direction, les auditeurs internes (ou d'autres membres du personnel responsables de la fonction d'audit interne) et l'auditeur indépendant.
13. Le comité supervise la conception et la mise en œuvre par la direction d'un système adéquat et efficace de contrôles internes au sein de Fairfax India, notamment en assurant des fonctions adéquates d'audit interne. Le comité examine le processus de conformité aux exigences en matière de communication et d'attestation de l'information relative aux contrôles internes et d'évaluation du caractère adéquat et de l'efficacité de certains contrôles. Le comité examine les conclusions annuelles et intermédiaires sur l'efficacité des contrôles et des procédures de communication ainsi que des contrôles et des procédures internes (y compris l'attestation de l'auditeur indépendant qui doit être déposée auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières) de Fairfax India.
14. Le comité examine avec la direction et l'auditeur indépendant : A) les questions importantes concernant des principes comptables et la présentation des états financiers, y compris les principes et les pratiques comptables essentiels utilisés et tous changements importants dans le choix ou l'application par Fairfax India des principes comptables ainsi que les questions importantes relatives au caractère adéquat des contrôles internes de Fairfax India et toutes mesures d'audit spécial adoptées à la lumière des lacunes importantes en matière de contrôle; B) les analyses élaborées par la direction et/ou l'auditeur indépendant et exposant des questions importantes en matière de communication de l'information financière et des décisions prises relativement à l'établissement des états financiers, y compris l'analyse des effets de méthodes de rechange relatives aux PCGR sur les états financiers de Fairfax India et le traitement privilégié par l'auditeur indépendant; C) l'effet des initiatives d'ordre réglementaire et comptable, ainsi que des structures hors bilan, sur les états financiers de Fairfax India; et D) le type et la présentation des informations à inclure dans les communiqués de presse relatifs aux résultats (y compris tout recours à des renseignements « pro forma » ou « rajustés » non conformes aux PCGR).
15. Le comité examine régulièrement avec l'auditeur indépendant toutes les difficultés auxquelles l'auditeur est confronté dans le cadre de son travail d'audit, y compris toutes restrictions applicables à la portée des activités de l'auditeur indépendant ou à l'accès aux renseignements demandés, ainsi que tout désaccord important avec la direction. Le comité examine aussi avec l'auditeur indépendant toutes communications importantes avec ce dernier, notamment toute lettre de la direction ou liste des écarts non rajustés.
16. Le comité examine avec la direction ainsi que tous professionnels externes que le comité juge compétents, des tendances et des faits nouveaux importants dans les pratiques et les exigences de communication de l'information financière et leur incidence sur les états financiers de Fairfax India.

17. Le comité examine avec la direction et l'auditeur indépendant la portée, la planification et la dotation en personnel pour l'audit proposé visant l'exercice en cours. Le comité examine aussi l'organisation, les responsabilités, les plans, les résultats, le budget et la dotation en personnel pour les services d'audit interne. De plus, la direction des filiales de Fairfax India consulte le comité, ou, dans le cas des filiales de Fairfax India qui sont cotées en bourse, les comités d'audit de ces filiales, au sujet de la nomination, du remplacement, de la réaffectation ou du renvoi de membres du personnel au sein des services d'audit interne respectifs.
18. Le comité se réunit avec des membres de la direction pour discuter des lignes directrices et des politiques régissant le processus par lequel Fairfax India et ses filiales évaluent et gèrent l'exposition aux risques et pour discuter des principaux risques financiers auxquels Fairfax India est exposée ainsi que des mesures que la direction a prises pour surveiller et contrôler ces expositions.
19. Le comité examine avec la direction, ainsi que tous conseillers internes ou externes que le comité juge compétents, toutes questions d'ordre juridique (y compris l'état des litiges en instance) qui sont susceptibles d'avoir une incidence importante sur Fairfax India et toutes les déclarations ou les demandes de renseignements d'importance provenant d'organismes gouvernementaux ou de réglementation.
20. Le comité examine avec le conseil des questions qui surviennent à l'égard de la qualité ou de l'intégrité des états financiers de Fairfax India, de la conformité aux exigences législatives ou réglementaires ou du rendement de la fonction d'audit interne.

Encadrement supplémentaire

21. Le comité établit des procédures visant ce qui suit : a) la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par Fairfax India au sujet de questions en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes, d'audit ou des violations éventuelles de la loi et b) l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par des employés de Fairfax India de préoccupations touchant des points pratiques douteuses en matière de comptabilité, de contrôles comptables internes ou d'audit ou des violations éventuelles de la loi, ce qui inclut l'établissement d'une politique de dénonciation.
22. Le comité examine annuellement les dépenses du chef de la direction et du chef des services financiers.

5. Accès aux conseillers

Le comité peut, à son entière appréciation, mandater des conseillers, des auditeurs ou d'autres conseillers relativement à l'exécution de ses fonctions et responsabilités et il peut établir la rémunération de tous conseillers ainsi mandatés. Fairfax India fournit au comité des fonds suffisants pour acquitter la rémunération versée à ces conseillers, auditeurs ou autres conseillers et les frais administratifs ordinaires du comité qui sont nécessaires ou pertinents afin de lui permettre d'exécuter ses obligations.

6. Président du comité

En plus des responsabilités susmentionnées du président, le président a la responsabilité principale de surveiller les faits nouveaux relatifs à la communication de l'information financière en général et de faire rapport au comité sur tout fait nouveau important.

7. Évaluation du comité

Le rendement du comité est évalué par le comité de gouvernance, de rémunération et des mises en candidature dans le cadre de son évaluation annuelle des comités du conseil.